

سكان الوطن

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16008 - 7 F. MARDI 16 JUILLET 1996 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAIRE COLOMBANI

Corse
cherchés

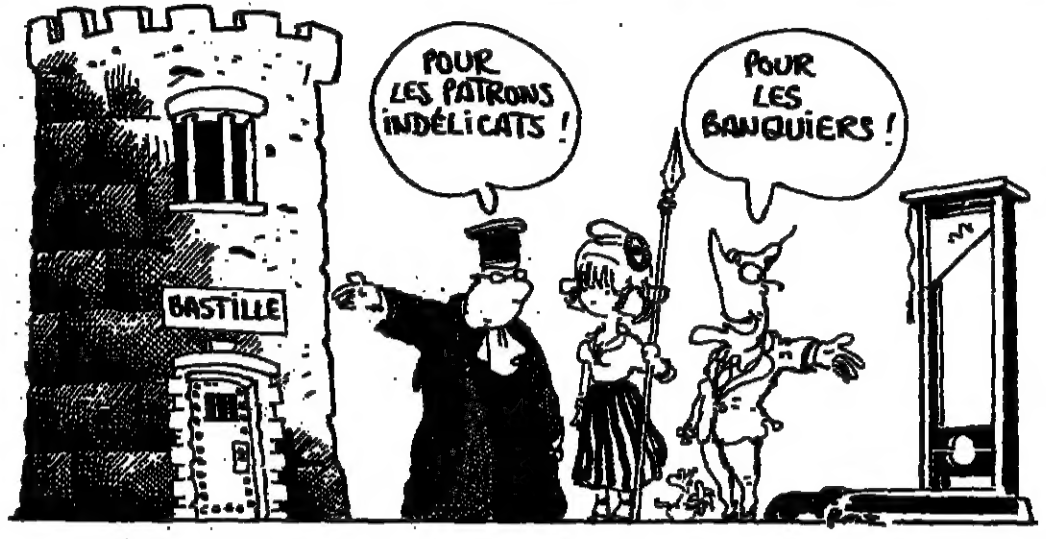
Perquisition
au domicile
et au bureau
d'un proche
de M. Tibéri

Jacques Chirac dénonce la frilosité des banques

Il souhaite une baisse des taux d'intérêt

LORS DE SON INTERVENTION télévisée du 14 juillet, Jacques Chirac a assuré qu'il n'y avait pas d'autres politiques possibles que celle conduite par le gouvernement. Il a affirmé que la croissance serait le « résultat » du « comportement » des Français. Il a demandé à la Banque de France de baisser les taux d'intérêt et, indirectement, mis en cause son gouverneur, Jean-Claude Trichet, pour n'avoir pas, du temps où il était directeur du Trésor, correctement surveillé les banques appartenant à l'Etat. Il a par ailleurs dénoncé la frilosité des banques commerciales. Le président de la République a annoncé la fermeture de l'université de Jussieu, en raison des dangers de l'amiante utilisée dans sa construction.

- L'essentiel des déclarations du chef de l'Etat
- La garden-party de l'Elysée
- L'annonce de la fermeture du campus de Jussieu
- Un réquisitoire contre le niveau des taux d'intérêt
- « Dialogue positif » et fermeture sur le dossier corse
- Notre éditorial et les réactions politiques



Matignon cherche un successeur au président de la SNCF

Le parquet général a requis le maintien en détention de M. Le Floch-Prigent

« La SNCF ne peut pas fonctionner longtemps sans avoir à sa tête un homme qui symbolise la direction », a estimé, pour sa part, le ministre des transports, Bernard Pons, le 12 juillet sur RTL. Il faut un président qui ait tous les moyens d'agir pour proposer au gouvernement le projet industriel de l'entreprise. C'est dire que le gouvernement cherche d'ores et déjà un successeur à M. Le Floch-Prigent, M. Pons ayant précisé qu'il devrait avoir « un profil parallèle au président actuel ». En toute hypothèse, ce nouveau PDG ne pourra être nommé avant le conseil des ministres du 24 juillet.

LA CHAMBRE d'accusation de la cour d'appel de Paris devait examiner, lundi après-midi 15 juillet, l'appel formé par Loïc Le Floch-Prigent contre l'ordonnance de placement en détention provisoire

prise à son encontre, le 5 juillet, par le juge d'instruction Eva Joly. Dès vendredi, le parquet général a requis la confirmation de cette ordonnance, dans laquelle M. Joly avait souligné le « climat de pres-

La réussite au baccalauréat atteint le niveau record de 76 %

AVEC 76 % de candidats reçus, toutes séries confondues, le taux de réussite au baccalauréat a atteint un niveau record à la session de 1996, deuxième année de mise en œuvre de la réforme engagée par François Bayrou. Ces résultats sont obtenus dans un contexte de diminution du nombre de candidats et de lauréats, qui s'explique à la fois par une baisse démographique et par une moindre orientation des collégiens vers les classes de seconde de l'enseignement général et technologique. La proportion d'une génération qui obtient le diplôme a donc diminué entre 1995 et 1996, passant de 63 à 61 %. Mais elle n'était que de 30 % en 1986, lorsque fleurissait le slogan promettant pour l'an 2000 les « 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat ».

Lire page 16

Lire page 10

ue municipale
aborateurs des SS

Le calvaire des Tchétchènes

Reportage dans la ville de Gekhi, au sud-ouest de Grozny, bombardée et pillée par les troupes russes, premières victimes de la fin de la trêve.

Un entretien avec Nelson Mandela

Dans un entretien au Monde, le président sud-africain explique que son pays ne veut pas faire cavalier seul pour résoudre les conflits en Afrique.

Gens de mer

Ils étaient gardiens de phare de père en fils. Le dernier a pleuré quand Ar-Men, au large de l'île de Sein, a été livré à l'électronique. Deuxième volet de la série d'Annick Cojean sur les « Gens de mer ».

Détournements de fonds aux hôpitaux de Paris

L'inspection générale des affaires sociales fait état de « graves irrégularités » et de détournements de fonds à la Pharmacie centrale des hôpitaux de Paris.

L'Etat recrute des « préfets sanitaires »

Cinq cents candidatures ont été déposées pour la direction des agences régionales hospitalières.

Conjoncture incertaine

Les industriels ne voient pas venir la reprise attendue au second semestre.

Abonnement 3 DM; Antilles-Guyane, 9 F; Asie, 25 F; Belgique, 48 F; Canada, 22 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 200 F CFA; Danemark, 14 DKK; Espagne, 220 PTA; Grèce, 12 000 Dr; Hongrie, 200 HUF; Italie, 2700 L; Japon, 40 000 ¥; Mexique, 12 000 P; Norvège, 14 000 NOK; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 200 Kč; Royaume-Uni, 20 £; Suède, 100 SEK; Suisse, 20 S; Thaïlande, 100 Baht; USA, 2 \$; USA (exterior), 3 \$.

M 0147-0716 - 7.00 F

Atlanta saisie par la psychose des attentats

ATLANTA. De l'un de nos envoyés spéciaux. Depuis l'attaque de la délégation israélienne par un commando de Septembre noir lors des Jeux olympiques de Munich en 1972, aucun grand événement sportif international n'a été la cible de terroristes. Même quand ceux-ci auraient pu opérer à domicile comme l'ETA pendant les Jeux de Barcelone ou l'IRA pendant l'Euro 96. Pourtant, 61 % des Américains sont persuadés que des attentats peuvent être perpétrés à Atlanta lors des JO qui doivent être ouverts le 19 juillet. Cette psychose a été renforcée par l'explosion, le 25 juin, d'un camion piégé qui a provoqué la mort de dix-neuf Américains dans la base de Khobar, en Arabie saoudite. En prévision de la presse le dispositif de sécurité qui allait être déployé pendant les Jeux, les représentants des différents services concernés ont donc jugé utile de préciser que tous les poids lourds circulant dans l'agglomération allaient faire l'objet d'une surveillance particulière. Toutes les infractions aux règles de stationnement seront sanctionnées par une mise en fourrière immédiate. Si la centaine de services - municipaux, régionaux et fédéraux - impliqués dans le dis-

positif de sécurité parviennent à travailler en parfaite coordination, il ne devrait pas être possible de laisser tomber l'emballage d'une tablette de chewing-gum sans être immédiatement repéré. Des détecteurs de métal et des analyseurs d'empreintes ont été placés à tous les points sensibles. 22 000 personnes - dont 2 000 policiers - ont été requises pour prévenir, intervenir ou agir à tout moment et en toute circonstance. Les spécialistes en matière d'explosifs, d'armes à feu et de vols à la tire seront en alerte rouge. L'armée sera omniprésente. Personne ne s'est encore inquiété de l'ampleur de la note, puisque ces Jeux sont censés être entièrement financés par de l'argent privé. Si le chiffre a été calculé, il reste top secret. En revanche, des observateurs avertis ont noté que les militaires conduisaient des bus ou arrosaient des pelouses, et se sont demandé si ces tâches entraîneraient vraiment dans le plan de sécurité. On leur a assuré que oui. Bref, il serait étonnant que la criminalité ne connaisse pas une chute vertigineuse dans le périmètre olympique où elle se concentre habituellement. Il en faudrait plus pour rassurer l'opinion américaine. D'autant qu'une crainte peut en

cacher une autre. A la peur de l'attentat s'ajoute celle de l'épidémie importée par un visiteur étranger contaminé par un virus foudroyant, scénario catastrophe évoqué sans rire, dimanche 14 juillet, par le journal Atlanta Constitution. La capitale de la Géorgie est bien placée pour faire face à une telle horreur puisqu'elle abrite les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC), de renommée mondiale. Pour ne pas avoir à faire face à cette improbable flambée virale, treize-cinq épidémiologistes et statisticiens des CDC ont été mis sur le pied de guerre. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les 150 centres médicaux situés sur les sites olympiques leur feront connaître les moindres raisons de leurs interventions, de la cheville tordue au trouble digestif. Toutes les informations seront analysées par de puissants programmes informatiques. On n'est jamais assez prudent. Même si on sait d'ores et déjà que les principaux maux dont souffriront les 2 millions de visiteurs attendus à Atlanta pendant les prochaines semaines seront dus soit à la chaleur soit à la climatisation.

Alain Giraudo

POINT DE VUE

Chômage : encore raté

par Michel Rocard

Le sommet social qui s'est tenu le 8 juillet n'a, on l'a vu, rien donné. Et le chômage continue tranquillement d'augmenter avec son cortège de dégâts sociaux insupportables. Les rencontres officielles entre le premier ministre, le CNPF, la CGPME et les organisations syndicales de salariés sont pourtant suffisamment rares et difficiles à organiser pour qu'elles soient précieuses. Le fait qu'on se soit seulement trouvé d'accord pour se redonner six mois de délai n'est pas seulement un retard : il a un coût. Ce coût est grand : avec collectif d'impunité, démobilité de l'opinion et décredibilisation des acteurs devant cette paralysie. Le président de la République vient de reconnaître que la réduction du temps de travail est possible. Mais une année puissante dans la lutte contre le chômage. Mais lui non plus ne va pas jusqu'au bout : cette lutte doit impliquer l'Etat et concerner l'économie toute entière. Même après ces propos présidentiels, je ressens fortement l'impression que ni les acteurs ni, le plus souvent, les commentateurs ne veulent aller jusqu'au bout du

sujet. L'enjeu demeure de savoir si une réduction significative du temps de travail peut ou ne peut pas être un outil efficace pour réduire le chômage, et comment y procéder. Le sujet est ample et fait encore peur à beaucoup. A ceux qui considèrent que la durée du travail est seulement le fruit des adaptations produites par le marché et que le facteur dominant dans la croissance, il faut demander combien leur calcul les conduit à espérer voir créer d'emplois ou disparaître de chômeurs pour des taux

de croissance de 3, de 4 ou de 5 %, et combien de dizaines d'années ils jugent nécessaires pour résorber notre stock actuel de chômage. A ceux qui pensent que tout tient aux rigidités du marché du travail, il faut poser la même question : « Comment désignez-vous chacun des obstacles légitimes à faire sauter, quel prix en termes de chômage lui attribuez-vous et en quel délai pensez-vous de ce fait résorber le stock de chômage ? » A ceux qui trouvent cette idée mathématiquement, il faut poser la ques-

tion de savoir pourquoi ils ne raisonnent qu'en termes d'emplois de 39 heures par semaine et de 47 semaines par an, au lieu de réfléchir en nombre d'heures de travail à faire indépendamment de leur partage en nombre de salariés, et pourquoi ce nombre d'heures n'augmenterait pas. A ceux qui émettent des doutes sur la faisabilité d'une réforme audacieuse en cette matière, il faut demander pourquoi ils en ont jusqu'à présent refusé la mise à l'étude sérieuse et approfondie, complétée par des simulations. A ceux qui pensent que le coût cumulé du travail et de la protection sociale en France est bien trop élevé pour nous permettre de résister à la concurrence de l'Asie, il faut demander, si l'on s'engage dans cette voie, à quel niveau et pour quelle raison on s'arrêterait avant d'avoir atteint le niveau de salaires et de protection sociale de Taiwan ou de la Corée du Sud, sans même parler de l'Indonésie.

Avignon, festival érotique

SENSUALITÉ, possession, volupté : un spectacle vient, à point nommé, donner une touche érotique au Festival d'Avignon, dans la sévère et belle église des Célestins, réduite à sa nef pour les besoins de la représentation. Il s'agit de deux textes, présentés l'un à la suite de l'autre, qui sont dus à Gilbert Lely, un expert en la matière puisque biographe de Sade. Le premier est une tragédie immorale au titre ironique, Ne tue ton père qu'à bon escient, tragédie brève, impudique, fort bien écrite, qui raconte les malheurs de Médée, séduite puis réduite à l'état d'« honorable putain » par son amant sans scrupule. Le second est un poème dramatique, Solomonia la Possédée, dont le rôle-titre est incarné par la jeune comédienne Veronika Varga, soumise à un exorcisme qui attire les foules. Christian Rist, le fondateur du Studio classique, met en scène ces deux textes incandescents, dans lesquels, comme il en a l'habitude, il fait chanter les corps et affleurer le plaisir.

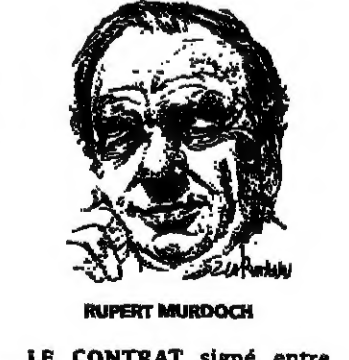
Lire page 21

Lutte antidrogue en Colombie

LE PRÉSIDENT colombien, Ernesto Samper, accusé par Washington de « collusion avec les trafiquants de drogue » et interdit de séjour aux Etats-Unis, a confirmé, dimanche 14 juillet, qu'il refusait de céder à ces pressions et qu'il traitait jusqu'au terme de son mandat, en 1998. Mais son pouvoir est très affaibli. M. Samper, soupçonné d'avoir financé sa campagne électorale de 1994 avec l'argent sale, est engagé depuis deux ans dans une politique d'éradication des cultures illicites et de lutte contre le commerce de la drogue. Cette bataille a des aspects militaires que la Colombie a effectivement mis en œuvre. Mais la tâche reste énorme : sur les plans économique, social et culturel, après vingt ans de banalisation de la culture de la coca comme « moyen de sortir de la misère ».

Lire page 4

Le « Tournoi des quatre nations »



LE CONTRAT signé entre Sky TV, la chaîne du magnat australo-américain Rupert Murdoch, et la Fédération anglaise de rugby pourrait provoquer l'exclusion du XV de la Rose du Tournoi des cinq nations. Les Français tentent une médiation pour sauver la compétition symbole du rugby dans l'hémisphère Nord.

Lire page 19

International	2	Anjour'hui	18
France	6	Agenda	20
Société	9	Abonnements	20
Carnet	11	Météo	20
Horizons	12	Mots croisés	21
Entreprises	15	Culture	21
Pharmaceutiques	17	Radio-Télévision	25

La trêve électorale a définitivement volé en éclats en Tchétchénie

La ville de Gekhi a vécu quatre jours de calvaire

Pius de quatre cents civils ont été tués depuis la reprise des opérations militaires russes en Tchétchénie, il y a une semaine, a estimé, dimanche

14 juillet, le porte-parole du gouvernement indépendantiste. Dans la ville de Gekhi, au sud-ouest de Grozny, la première à avoir subi la reprise des

hostilités après six semaines de trêve pour cause d'élection présidentielle en Russie, les habitants évacués commencent à rentrer dimanche.

GEKHI (Tchétchénie)
de notre envoyé spécial
Avec la chaleur, l'odeur de cadavre s'accroche. Dans certains quartiers de Gekhi, elle est difficilement soutenable. Après avoir bombardé cette ville pendant quatre jours, les troupes russes ont pris une journée à la «nettoyer», c'est-à-dire à ramasser leurs propres morts avant de laisser ses habitants y revenir, dimanche 14 juillet. Ils l'avaient quittée par vagues, à partir de mardi 9 juillet, profitant du «couloir de sécurité» que les Russes ouvraient selon leur bon plaisir durant une heure ou une heure et demie chaque jour dans l'intervalle des tirs. Un «couloir» qui fut fatal à plus d'un habitant de Gekhi.

C'est ici que prit fin la trêve relative instaurée pour permettre à Boris Eltsine d'être réélu. Ce fut une fois atteint, le général Viatcheslav Tikhomirov, commandant des forces russes en Tchétchénie, participa à une réunion du Conseil de sécurité à Moscou sous la direction de son nouveau secrétaire, Alexandre Lebed. Dès son retour à Grozny, le général Tikhomirov lança un ultimatum à «Monsieur le bandit Zelimkhan Iandarbiev», le président indépendantiste reçu au Kremlin par Boris Eltsine il y a un mois et demi.

BUNDÉS CALINÉS

«Les indépendantistes ne pouvaient matériellement pas y répondre, à supposer qu'ils l'aient voulu», souligne-t-on à la mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Grozny. L'ultimatum consistait, en effet, à libérer tous les prisonniers cachés dans les montagnes avant le lendemain à 18 heures. Mais le lendemain, dès 8 heures du matin, les blindés entrent dans Gekhi - dix mille habitants avant la guerre, seize mille maintenant avec les réfugiés chassés des ruines de Grozny et d'ailleurs. Les blindés russes sont entrés officiellement pour «vérifier les identités». Ils pillent au passage les premières maisons visitées. «J'ai soixante-cinq ans, mais ils ont pointé un fusil-mitrailleur sur moi

pendant qu'ils emportaient le générateur, la télévision et les chaussures», se lamente une grand-mère. En réalité, les blindés veulent en finir avec Dokou Makhaev, le commandant indépendantiste local, le plus proche de Grozny à avoir pignon sur rue et qui défie Moscou en hébergeant depuis des mois les journalistes en route vers les montagnes. Il était totalement exclu que ses hommes, une vingtaine de combattants armés de lance-grenades, se rendent sans résistance.

Elle fut apparemment féroce : les carcasses calcinées de trois blindés se trouvent aujourd'hui dans la rue de Makhaev, l'un d'eux a le canon engagé dans le mur de

trisme jours, les avions sont entrés en action : une dizaine de cratères de cinq mètres de profondeur sur une vingtaine de large s'ouvrent désormais là où se trouvait une maison, un jardin ou une étable. La plupart des hommes restés cachés dans leur cave ont alors décidé de partir, eux aussi, comme les femmes, les enfants et les vieillards, évacués les deux jours précédents.

L'hôpital d'Orouss-Martani, qui a sans doute reçu la plus grande partie des blessés, abrite plus de soixante-dix personnes venant de Gekhi. Nul ne sait combien sont morts dans les bombardements. Le chiffre de quinze tués civils, annoncé par le gouvernement pro-

Boris Eltsine s'absente de nouveau du Kremlin pour se «reposer»

Le président russe Boris Eltsine a reporté à mardi 16 juillet l'entretien prévu, lundi au Kremlin, avec le vice-président américain, Al Gore. Les deux hommes se verront dans la résidence de campagne du chef de l'Etat russe, à Barvikha, non loin de Moscou. Le Kremlin avait initialement annoncé, lundi matin, que M. Eltsine, soixante-cinq ans, avait annulé sa rencontre avec M. Gore et qu'il était parti se «reposer après une campagne électorale difficile». Boris Eltsine, officiellement victime d'un «refroidissement» entre les deux tours de l'élection présidentielle, doit passer deux semaines à Barvikha. Al Gore, arrivé samedi 13 juillet à Moscou, est le premier haut responsable étranger à visiter la Russie depuis la réélection de M. Eltsine. Il a notamment déclaré que Washington estimait «souhaitable la reprise des négociations» en Tchétchénie. — (AFP)

ce qui fut sa maison, deux étages réduits à des pans de murs éventrés et brûlés. Dans la cour, un cadavre de cheval traîne entre trois voitures écrasées au milieu des débris. Aucune des maisons voisines sur plus de cinq cents mètres à la ronde ne semble avoir échappé aux bombardements. Ceux-ci ont commencé dès que les blindés ont battu en retraite. Le deuxième jour, le commandant russe ne s'est plus risqué à envoyer des hommes à l'intérieur du village. Ce sont les hélicoptères qui se sont acharnés, comme en témoignent des dizaines et des dizaines de toits détruits par des roquettes. Cela n'a pas suffi à déloger les hommes de Dokou Makhaev et, les troisième et qua-

russe de Grozny, provoque l'indignation. «Près de chez moi, il y en a eu six, rien que le premier jour», explique un vieux professeur d'école qui n'a pourtant rien d'un partisan de l'indépendance.

Deux des blessés sont morts, samedi à l'hôpital d'Orouss-Martani, une grande bâtisse où les malades semblent abandonnés à eux-mêmes. Seules quelques infirmières étaient là dimanche - le chirurgien était «en tournée à l'extérieur» et les médecins du Comité international de la Croix rouge (CICR) étaient «passés hier». Un jeune blessé de Gekhi, affalé sur un banc dans un corridor, affirme que des hommes du gouvernement pro-russe sont passés la veille et ont «arraché les perfu-

sions de deux blessés qu'ils soupçonnaient d'être des combattants indépendantistes». L'histoire n'est pas confirmée mais elle traduit la tension ambiante à Orouss-Martani, une localité qui a la particularité, unique dans la région, d'être à moitié anti-indépendantiste.

«LES MEILLEURS DE NOS FILS»

Une vieille femme sort en maudissant un groupe de Tchétchènes qui rendaient Dokou Makhaev responsable d'une tuerie survenue jeudi au poste russe, à la sortie de Gekhi : une fusillade a éclaté, disaient-ils, quand quatre voitures transportant Makhaev et ses hommes ont tenté de profiter du «couloir de sécurité» pour s'échapper. Le commandant et au moins trois de ses hommes furent tués, d'autres furent blessés, mais beaucoup de civils aussi. «Ce sont les meilleurs de nos fils qui sont morts», s'indigne la vieille dame. «C'est le conseil des anciens de la ville qui a obligé Dokou à sortir, espérant que les Russes le verraient et cesseraient de bombarder. Mais ils l'ont tué, lui, ses hommes et des civils avec eux. Et ils continuaient à lâcher des bombes sur Gekhi le lendemain.»

D'autres bombardements reprenaient au même moment à grande échelle contre des villages de montagne. La télévision russe, occupée à rendre compte des attentats ayant fait vingt-cinq blessés dans des trolleybus à Moscou, n'en a pratiquement pas parlé. Mais, dimanche, la chaîne privée NTV a renoué un peu avec sa tradition critique, volontairement oubliée durant la campagne électorale, en évoquant notamment un appel lancé la semaine dernière par une douzaine de députés russes, toutes tendances confondues - démocrates, communistes et tenants du pouvoir. Ils demandent aux Etats étrangers de reconnaître l'indépendance de la Tchétchénie, seul moyen, selon eux, de faire cesser désormais ces tueries dénuées de tout sens que plus d'un an et demi de protestations formelles n'ont pu arrêter.

Sophie Shihab

La Commission de Bruxelles veut parachever l'espace fiscal européen

L'actuelle collecte de la TVA favorise la fraude

BRUXELLES
(Union européenne)

de notre correspondant

Pas de marché unique digne de ce nom sans un véritable espace fiscal communautaire : cette certitude s'est imposée dès la signature de l'acte unique européen qui avait abouti à la création d'un espace de libre circulation des marchandises en 1993. Si des progrès ont été réalisés depuis, il reste cependant encore beaucoup à faire pour parvenir à l'objectif souhaité. A la suite du conseil des ministres de l'économie et des finances des Quinze à Vérone, en avril, un groupe a eu pour mission, sous la houlette de Mario Monti, commissaire chargé du marché unique, de réfléchir aux moyens de mettre un terme à la surenchère que se livrent les Etats membres en matière fiscale (défiscalisation compétitive), et d'établir un meilleur équilibre entre taxation du travail et taxation de l'épargne. Le groupe de réflexion doit remettre ses conclusions au prochain conseil européen, à Dublin, en décembre.

Le commissaire Monti vient de rappeler ses propositions sur la fiscalité européenne. Dans un rapport remis mercredi 10 juillet à la Commission, il réaffirme la nécessité de parvenir d'ici 1999 à la mise en place d'un régime définitif de TVA dans l'Union européenne. Le régime transitoire actuellement en vigueur est conçu de façon à collecter la TVA dans l'Etat membre où aboutit le produit vendu : le résident français qui, jouant sur les différences de prix, vient acheter sa voiture à Bruxelles, ne règle pas sa TVA à l'administration belge,

comme cela devrait se passer, mais à son retour en France.

Les autorités françaises estiment que ce système a permis l'abolition, pour l'essentiel, des frontières fiscales. Mais la Commission fait valoir qu'il est compliqué et à l'origine d'innombrables fraudes : selon les experts bruxellois, la valeur des biens qui circulent sans que la TVA ait été acquittée s'élève à environ 700 milliards d'euros par an, soit 4,5 milliards de francs ! Le maquis fiscal, tel que le dénonce la Commission, annule en partie les avantages qu'entreprises et consommateurs des Quinze sont en droit d'attendre de l'existence du marché unique. Bruxelles insiste sur l'adoption du régime définitif prévu à l'origine.

RÉPARTITION

L'adoption de ce régime implique de trouver un système garantissant une juste répartition du produit de la taxe entre les Etats membres. La TVA est un impôt sur la consommation et il importe qu'au bout du compte, ce soit bien le pays où celle-ci intervient qui se voit attribuer les sommes perçues. La Commission suggère d'établir, pour chaque Etat membre, sur base statistique, le montant de la consommation taxable, puis, à partir des données macro-économiques ainsi rassemblées, de calculer la recette à récupérer. L'adoption de ce système devrait également conduire à une meilleure harmonisation des taux pour éviter des risques de délocalisations au profit de zones où l'impôt serait plus bas.

Philippe Lemaître

La Bavière pleure la mort de son duc

BONN

de notre correspondant

Il y a longtemps qu'on n'avait pas vu un tel rassemblement de têtes couronnées en Allemagne. Samedi 13 juillet, à Munich, les familles régnantes de toute l'Europe sont venues se recueillir auprès du cercueil d'Albert, duc de Bavière, mort il y a quelques jours à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Le roi et la reine d'Espagne étaient là, mais aussi le grand-duc de Wurtemberg, Otto de Habsbourg. Un enterrement digne de celui d'un souverain : si la République n'avait pas été proclamée en novembre 1918, Albert, arrière-petit-neveu de Louis II, aurait reçu les derniers sacrements en tant que roi de Bavière.

De nombreux citoyens bavarois ont aussi tenu à rendre un dernier hommage à leur duc bien-aimé. Ils

ont défilé pendant deux jours devant son cercueil, exposé en l'église des Théatins de Munich. Cette apparente démonstration de légitimisme monarchique n'a pas gêné les autorités républicaines du Land, puisque le ministre-président de Bavière, Edmund Stoiber, a été l'un des premiers à s'acharner la mémoire du prince disparu.

Bien que privé de tout pouvoir, le duc Albert a incarné pendant plusieurs décennies la gloire de la très ancienne maison des Wittelsbach, et avait su défendre la dignité de son nom en s'opposant fermement aux nazis (qui le placèrent en détention). Rares sont les pays d'Europe à avoir été gouvernés pendant huit cents ans par une seule et même dynastie. La Bavière est de ceux-là. Les Wittelsbach, une des plus anciennes familles d'Europe, avait reçu la

Bavière de l'empereur Frédéric Barberousse au XII^e siècle. En 1806, Napoléon transforma le duché en royaume. Or ni le duc Albert, ni son fils Franz, qui prend désormais les rênes de la maison des Wittelsbach à l'âge de soixante-trois ans, n'ont jamais formellement renoncé à leurs droits sur le trône et aux prérogatives qui y sont attachées.

Une ambition plus symbolique que réelle, puisque la monarchie ne menace pas le moins du monde l'ordre républicain sur cette vieille terre d'empire. La Bavière n'est pas l'Autriche : à Vienne, le Parlement vient seulement de lever, en avril, l'interdiction de séjour pesant sur les deux fils du dernier empereur Habsbourg. Mais l'Allemagne, ancien «puzzle de seigneuries autonomes» selon l'historien Joseph Rovani, ne renie pas la gloire des dynasties qui ont domi-

né son histoire, et garde une tendresse discrète pour les anciennes familles régnantes.

Souvent alliée de la France, la Bavière a occupé un statut de premier plan à chaque étape importante de l'histoire européenne. Quarante ans de République fédérale paraissent de peu de poids au regard d'une si longue histoire. Si la Bavière, aujourd'hui un des seize Länder allemands, a gardé de son passé monarchique un sentiment de fierté particulier, c'est qu'il lui permet de cultiver en permanence un particularisme bien à elle. Les ingrédients de l'identité bavaroise ? Un catholicisme militant et une attitude de défiance vis-à-vis de tous les pouvoirs centraux, qu'il s'agisse de Bonn, de Berlin, ou de Bruxelles.

Lucas Delattre

La «love parade» rassemble 600 000 personnes à Berlin

BONN

de notre correspondant

Jamais Berlin n'avait connu pareille affluence depuis la chute du mur en novembre 1989 : 600 000 personnes ont défilé dans les rues, samedi 13 juillet, pour une grande fête rythmée par de la musique techno. Cette désormais traditionnelle «love parade», qui envahit chaque année le centre de la capitale allemande, est en train de devenir un événement médiatique de premier plan. Loin d'être descendant du festival de Woodstock, ce rendez-vous de la jeunesse veut promouvoir la «paix dans le monde» et «l'amitié entre les peuples». Répondant à un mot d'ordre très simple («We are one family», nous sommes une seule famille), la «love parade» est avant tout un mélange de carnaval, de transes et de défilés. Son déroulement est désormais bien rodé. Organisée par une équipe de disc-jockeys alle-

mands âgés d'une trentaine d'années, la fête a lieu depuis la fin des années 80 : de 150 participants seulement en 1989, on est passé au chiffre de 250 000 en 1995 et à celui de 600 000 cette année. Le défilé a lieu entre la Ernst Reuter Platz et la porte de Brandebourg, au cœur de Berlin. Quarante camions équipés de haut-parleurs diffusent de la musique techno. Les boulevards sont trop étroits pour contenir la masse humaine. Certains défilent à moitié nus, d'autres sont déguisés ou grimés. L'œil vigilant, les policiers de Berlin n'ont guère besoin d'intervenir si ce n'est pour tenter - sans grand succès - d'empêcher les gens de grimper sur les arbres, les feux rouges et les lampadaires (ceux-ci ont été préventivement recouverts de grilles sur ordre des autorités municipales).

Le côté bon enfant de la «love parade» a fini par rassurer une population berlinoise quel-

que peu inquiète. L'ambiance n'a pas été agressive, même si 1 632 personnes ont dû être évacuées d'urgence par les organisations de secours, et si 34 personnes ont été interpellées pour consommation de drogue sur la voie publique. Si la «love parade» a eu tant de succès cette année, c'est sans doute qu'elle incarne une véritable façon de vivre pour des centaines de milliers de gens, particulièrement en Allemagne. «La techno est une musique-machine, celui qui l'écoute (le river) un homme-machine, un système nerveux en agitation, qui se laisse entraîner par la musique jusqu'à ce que son cerveau connaisse un sentiment de bonheur auquel il est le seul à croire», écrit l'hebdomadaire Der Spiegel, qui ajoute : «Les amateurs de techno sont les véritables enfants de l'unification allemande.»

L. D.



IWC

International Watch Co. Ltd. Schaffhausen, Switzerland
Since 1868

Notre catalogue général vous sera envoyé gratuitement sur simple demande BCM/IWC S.A., 90, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél.: (1) 42 89 65 51

Le président colombien Ernesto Samper résiste aux pressions américaines pour l'écarter du pouvoir

Les industriels redoutent des sanctions commerciales

Washington s'apprête à interdire de séjour sur son territoire le ministre de l'Intérieur colombien, Horacio Serpa, et sept généraux des forces

armées, quelques jours après l'annulation du visa du président Samper, accusé de « collusion avec les trafiquants de drogue », selon la télé-

vision colombienne CMI. Le chef de l'Etat a confirmé, dimanche 14 juillet, qu'il resterait en fonctions jusqu'à la fin de son mandat, en 1998.

BOGOTA
de notre envoyé spécial
« Il est absolument impossible actuellement d'adopter une attitude autre que le maintien de l'Etat de droit et la préservation de notre nation comme Etat souverain, incarné par son président », écrit le président colombien, Ernesto Samper, dans une lettre publiée dimanche 14 juillet par le quotidien *El Tiempo*. Après la décision américaine d'interdire à Ernesto Samper l'entrée sur le territoire des Etats-Unis, *El Tiempo*, quotidien libéral, le plus influent de Bogota, avait demandé au chef de l'Etat, dans un éditorial paru samedi, de réfléchir à son éventuelle démission. M. Samper a confirmé le lendemain qu'il resterait en place jusqu'au terme de son mandat, en 1998.

« Annuellement, nous dépensons 5 milliards de francs dans la lutte contre le narcotrafic, pour laquelle nous recevons moins de 15 % en aide internationale », déclarait M. Samper deux jours avant que l'administration américaine ne décide, le 11 juillet, de lui retirer son visa. Se voir ainsi mis au ban d'un infamie par

les Etats-Unis, premier pays producteur de marijuana et importateur de 80 % de la cocaïne colombienne, apparaît, vu de Bogota, comme un insupportable paradoxe.

La situation est d'autant plus mal vécue par les dirigeants colombiens que, en termes militaires et policiers, la lutte contre la production et le trafic de drogue a pris, depuis deux années, une dimension systématique ; mais en vain, pour ce qui est de convaincre le puissant voisin.

L'ambassadeur américain à Bogota, Myles Frechette, n'ignore rien des mesures prises dans le cadre de cette lutte. Il a eu droit par exemple, mardi 9 juillet, à une présentation particulière des plans Condor et Conquista, dont les buts affichés sont d'en finir avec le commerce de la drogue. Ces plans ont également été présentés, le même jour, aux ambassadeurs européens et à ceux des pays du groupe andin ; l'un des objets de la présentation était de réunir des concours financiers.

Présentée par le président Sam-

per « comme l'opération antinarcotique la plus importante du monde », Conquista se donne pour objectif de détruire plus de 27 000 hectares de cultures de coca, soit 70 % du total existant en Colombie. Elle vient de connaître son premier échec en laissant Washington insensible et résolu à ne plus traiter avec le gouvernement d'Ernesto Samper. Cette position des Etats-Unis laisse augurer d'éventuelles sanctions commerciales, attendues avec inquiétude par les dirigeants des entreprises colombiennes.

« SANS AUTORITE »
« L'année 1995 a été un long cauchemar », confiait Ernesto Samper au *Monde*, il y a quelques mois ; il pensait alors avoir touché le fond dans l'enquête sur sa responsabilité quant à l'inflation de l'argent du narcotrafic dans le financement de sa campagne électorale de 1994. Malgré le lâchage de ses proches et amis du Parti libéral, les demandes de démission des dirigeants des entreprises et de l'Eglise, le président a eu gain de cause sur le plan intérieur : le 12 juin, les députés colombiens ont refusé de suivre le procureur de la République, Alfonso Valderrama, et ont absous M. Samper de toute responsabilité dans le scandale des narcodollars.

La classe politique et les dirigeants de la nation avaient pris acte de la décision de la Chambre. Mais, comme le dit Luis Carlos Villegas, le président de l'Association nationale des industriels, « M. Samper est un président sans la force et l'autorité politique pour gouverner. Si l'on prend le problème des négociations avec les guérillas, il faut une autorité morale pour cela, et M. Samper ne la possède pas ».

Comme beaucoup de Colombiens, il appelle à une modification radicale des comportements de la classe politique, à une conception claire et transparente de la chose publique dans le pays. A ce jour, une vingtaine de parlementaires font l'objet d'investigations judiciaires, pour avoir entretenu des relations avec les narcotrafiquants ; huit autres sont en prison pour les mêmes raisons.

Alain Abellard

Contre la drogue, une lutte militaire, économique, sociale et culturelle

BOGOTA
de notre envoyé spécial
« La mauvaise monnaie chasse la bonne », énonce la loi de Gresham. La coca, elle, interdit à toute culture de pousser là où elle s'épanouit. Les gains qu'elle génère à court terme, les espoirs qu'elle court, surtout en période de bonanza, expliquent la « ruée vers la coca » qu'a connue la Colombie ces vingt dernières années. Plus encore, la coca réussit un prodige en s'emparant sur des terres gagnées sur la jungle, où l'épaisseur de la terre végétale est si faible - six à sept centimètres - que rien ne devrait pouvoir y être cultivé.

A raison d'un rendement de 1,2 kilogramme à l'hectare de production de pâte-base de coca, matière première du chlorhydrate de cocaïne, la culture magique résout le problème de l'enclavement et des transports onéreux. De plus, les narcotrafiquants ou les intermédiaires se déplacent sur les marchés des lieux de production.

Si la culture de la coca n'est que merveille à court terme, pour ceux qui en vivent, elle a des conséquences redoutables à long terme : déboisement (1 hectare de culture équivalait à 2 hectares de déforestation) ; pollution des sols par une utilisation massive de produits chimiques et d'essence (pour la terre et pour la production de la pâte-base) ; hausse des prix des produits de consommation courante et manufacturés, etc.

Les trois quarts des 40 000 hectares de culture de coca se trouvent pour l'essentiel dans des régions difficilement accessibles et inhospitalières de la jungle amazonienne dans les départements du

Guaviare et du Caquetá (sud-ouest du pays). Cette activité a donc créé, depuis vingt ans, une population nouvelle aux airs de chercheurs d'or, que les autorités estiment à 600 000 personnes sur les trente-sept millions d'habitants de la Colombie.

La lutte pour l'éradication des cultures illicites menée par le gouvernement consiste d'abord en une reconquête militaire du terrain, parce que ces régions, qui représentent presque la moitié de la superficie du pays, sont des zones de non-droit où seule la guérilla exerce une autorité.

60 % des plantations de coca sont exploitées par des petits producteurs (environ 3 hectares) qui, aujourd'hui, vivent avec un revenu trois fois supérieur au minimum garanti (119 000 pesos, environ 600 francs). Pour avoir laissé prospérer pendant plus de vingt années les cultures illicites, les autorités colombiennes doivent, aujourd'hui, non seulement se livrer à une reconquête militaire de ces régions, mais affronter le défi économique, social et culturel posé par la reconversion des colons de la coca.

Que faire des gens qui, à raison de trois millions de journées de

travail par an au total, vivent de ce secteur et servent de base logistique à la guérilla ? Pour Hector Moreno, directeur du « Planeta », le programme de développement alternatif aux cultures illicites, la réponse est claire : « L'Etat doit interdire l'accès à ces zones, qui font partie du patrimoine environnemental de la Colombie » et les aider à se lancer dans d'autres cultures.

« L'AGRESSION OFFICIELLE »
Mais, après vingt années d'une banalisation de la culture de la coca, le sens de ce qui est illicite s'est perdu. « L'un des effets pervers de la culture de la coca, explique Hector Moreno, tient dans l'idée selon laquelle la coca, c'est pour sortir de la misère. Ainsi, la culture illicite devient légitime et un moyen de pression contre l'Etat ». De nombreuses marches de protestations des petits paysans et de tous ceux dont le commerce dépend de la culture de la coca ont eu lieu depuis le début des opérations de fumigations aériennes en 1995 dans le Guaviare ; elles se poursuivent encore aujourd'hui. Dans les villages de la région du Caquetá, situés dans le département du Caquetá, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont diffusé une

lettre, en date du 17 juin, appelant la population à résister à toute intervention de l'armée. Sous le titre « Réglementation de la marche », le préambule indiquait : « La marche est une réponse juste des paysans du Caquetá face à l'agression officielle qui prétend imposer par la sang et le feu une politique qui viole les droits fondamentaux des habitants d'une région de la patrie. La marche est pluraliste, démocratique, avec une direction collective ».

L'examen du compte d'exploitation du paysan de la coca montre que celui-ci n'entre que pour 0,6 % du prix de la cocaïne, vendu à Paris, par exemple. Quant à sa marge, elle ne représente que 0,2 %. Le transport, « à 50 000 francs le kilo, pour la sortie de Colombie et l'entrée dans un autre pays », selon un policier français à Bogota, représenterait 5 % du prix de cette même cocaïne. Les marges sont ailleurs. Elles sont immenses et représentent un pouvoir de corruption et de séduction énormes si les trafiquants décident d'inciter les paysans à résister sur leur terrain ou à aller produire plus loin encore dans la jungle.

A. A.

Ce que gagne un paysan qui cultive la coca

LES CHIFFRES du compte d'exploitation, ci-contre, ont été obtenus lundi 1^{er} juillet, auprès de huit paysans planteurs de coca de la région du Rio Caguan, dans le département du Caquetá (sud-est de la Colombie). Ces paysans exploitent des surfaces de trois à cinq hectares et assurent eux-mêmes la chimie rudimentaire nécessaire à la production de la pâte-base de coca, matière première du chlorhydrate de cocaïne, qu'ils vendent sur l'un des trois marchés de la région (Remolino, Santa Fé ou Peña Colorado). Les calculs ont été effectués sur la base d'un hectare de culture de coca ; le rendement dans cette région est de 70 arrobas (11,5 kg) de feuilles de coca à l'hectare ce qui, au final, fournit 1,190 kg de pâte-base de coca. Sur le marché de Remolino, le dimanche 30 juin, le cours d'échange était à 1 000 pesos (5 francs) le gramme.

Tous coûts confondus, la marge du paysan-producteur de pâte-base de coca est de 278 000 pesos (1 390 francs) par hectare. Sur la base de six récoltes - le cycle est de quarante-cinq jours - par an sur cinq hectares, le revenu annuel du paysan s'établit à 8 340 000 pesos, soit 695 000 francs (3 275 francs) par mois. Avec trois hectares et cinq récoltes ce même revenu tombe à 347 500 pesos (1 735 francs).

Enfin ces calculs ne prennent

pas en compte les « impôts » encaissés par la guérilla. Les Forces armées révolutionnaires de la Colombie (FARC) ne prélèveraient rien depuis un an sur les petites exploitations (entre 3 et 5 hectares) ; en fait, les FARC prélèvent leur pourcentage sur les marchés de pâte-base, dans les régions

qu'elles contrôlent, auprès des acheteurs c'est-à-dire directement auprès des narcotrafiquants ou de leurs intermédiaires sur les lieux de marché, comme on peut l'observer par exemple sur le marché de Remolino.

A. A.

Compte d'exploitation d'un petit producteur

1) PRÉPARATION DES SOLS	312 500 pesos
■ Main d'œuvre : 184 500	
- Contrôle des maladies	58 500
- Fumigation/application	51 000
- Mauvaises herbes	15 000
- Application produits	60 000
■ Produits divers : 128 000	
- Engrais	60 000
- Fongicides	16 000
- Fertilisants	52 000
2) RÉCOLTE ET LABORATOIRE	599 000 pesos
■ Main d'œuvre : 325 000	
- Journaliers récolte (14 journées)	175 000
- Journaliers laboratoire (4 journées)	60 000
- Alimentation (18 journées)	90 000
■ Produits : 207 000	
- Ciment (70 kg)	28 000
- Engrais (35 kg)	21 000
- Essence (70 gallons)	140 000
- Acide sulfurique (1 kg)	6 000
- Carbonate de soude (1,5 kg)	12 000
■ Divers : 87 000	
- Transports des produits	22 000
- Rachats des feuilles	20 000
- Autres frais	25 000

Source : Le Monde

Richard Holbrooke reprend du service dans les Balkans

div>

SARAJEVO. L'ancien ambassadeur américain en Bosnie Richard Holbrooke devait se rendre lundi 15 juillet en ex-Yougoslavie, où il doit notamment rencontrer les dirigeants de Bosnie (Alija Izetbegovic), de Croatie (Franjo Tudjman) et de Serbie (Slobodan Milosevic), ainsi que le commandant de l'OTAN, l'amiral Leighton Smith, et le médiateur international civil, Carl Bildt.

Lors de sa visite à Sarajevo, dimanche à l'occasion de la fête nationale, le ministre français de la défense Charles Millon, faisant allusion à Ratko Mladic et Radovan Karadzic, a pour sa part estimé qu'il est du ressort du Conseil de sécurité de l'ONU, « l'autorité suprême de qui émane les pouvoirs d'intervention » en Bosnie, d'établir « les procédures d'arrestation des criminels de guerre ».

Djamel Zitouni aurait été évincé de la direction du GIA en Algérie

ALGER. Djamel Zitouni, responsable présumé de l'assassinat des sept moines trappistes français, en mai, aurait été évincé de la direction du Groupe islamique armé (GIA), selon un communiqué du conseil consultatif de cette organisation radicale.

D'autre part, le président Liamine Zerrouk et la classe politique devaient entamer, lundi 15 juillet, une nouvelle phase du « dialogue national ». Le chef de l'Etat avait lancé, le 1^{er} juillet, des invitations à douze principaux partis politiques pour ces rencontres qui font suite aux « bilatérales » qui s'étaient déroulées en avril-mai. L'un des objectifs de ces nouvelles négociations est, notamment, de fixer une date et un ordre du jour à la « conférence nationale » qui doit regrouper, à l'autonomie, l'ensemble des participants au dialogue, dont est exclu l'ex-Front islamique du salut (FIS). Ces entretiens « multilatéraux » interviennent dans un climat marqué par une recrudescence des actions meurtrières des groupes islamiques armés.

AFRIQUE

■ **MAROC** : deux filles et un fils du général Mohamed Oufkir, ancien ministre marocain de la défense, Malika, Soukaina et Raouf, sont arrivés, samedi 13 juillet, à Paris. Ils y ont rejoint Maria, une autre fille du général Oufkir, qui avait fui le Maroc et gagné la France le 25 juin. La veuve du général, Mme Fatima Oufkir, avait déclaré, après avoir reçu son passeport le 28 juin, qu'elle n'entendait pas quitter le Maroc.

■ **SENEGAL** : les ministres français de la justice et de la coopération, Jacques Toubon et Jacques Godfrain, sont arrivés, dimanche 14 juillet à Dakar, pour étudier des questions juridiques et d'harmonisation du droit des affaires dans les pays d'Afrique occidentale. Les discussions devaient également porter sur un projet de convention franco-sénégalaise sur le transfert de détenus vers leur pays d'origine.

AMÉRIQUES

■ **ARGENTINE** : quatorze personnes dont onze policiers ont été arrêtées, samedi 13 juillet, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre la mutuelle juive AMIA, commis le 18 juin 1994. L'attentat, perpétré à l'aide d'une camionnette piégée bourrée d'explosifs, avait fait 86 morts et quelque 200 blessés. Les policiers arrêtés seraient partie d'une bande de trafiquants de voitures volées qui auraient fourni le véhicule ayant servi dans l'attentat.

■ **ETATS-UNIS** : partie de Key West (Floride), une flottille anticraque de quinze embarcations a organisé, le 13 juillet, une manifestation symbolique à la limite des eaux territoriales cubaines, en hommage à la mémoire de quarante et un Cubains disparus en mer, en 1994, alors qu'ils tentaient de fuir le régime de Fidel Castro.

ASIE

■ **AFGHANISTAN** : la décision de fermer les cinémas de Kaboul a été prise le dimanche 14 juillet par le nouveau premier ministre, Gulbuddin Hekmatyar. La diffusion de musique à la radio et à la télévision a aussi été interdite. « Nous refusons tout ce qui contredit la charia » (loi islamique), a expliqué le ministre de l'Information. Ces décisions ont été critiquées par le chef militaire Ahmed Shah Massoud, qui est aussi le principal soutien du président afghan Burhanuddin Rabbani.

PROCHE-ORIENT

■ **EGYPTE** : la justice a ordonné l'annulation de l'élection de 120 députés pro-gouvernementaux sur les 444 élus lors du scrutin de novembre 1995, en raison d'irrégularités, ont indiqué samedi 13 juillet des sources judiciaires. Le Parlement doit toutefois donner son avis, un député ne pouvant être écarté sans le consentement d'au moins deux tiers de ses collègues.

■ **ISRAËL** : le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, a annoncé, dimanche 14 juillet, la conclusion de deux accords militaires avec les Etats-Unis prévoyant la mise en place en Israël d'un système d'alerte préventive contre des missiles balistiques, et le développement du projet commun de missiles Nautilus fonctionnant au laser, pour l'interception des roquettes de mortier Karouacha.

ÉCONOMIE

■ **VENEZUELA** : un prêt de 1,4 milliard de dollars (7 milliards de francs) a été consenti par le Fonds monétaire international (FMI) vendredi 12 juillet. Ce crédit de confirmation (stand-by) d'un an est destiné à soutenir un programme d'ajustement et de stabilisation économique. Il devrait favoriser le retour à une croissance positive, après la chute du PIB de quelque 3 % en 1994, et la quasi-stagnation de 1995. Le taux mensuel d'inflation doit être ramené entre 1,5 % et 2 % avant la fin de 1996.

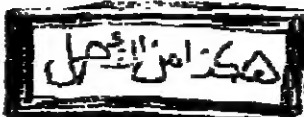
Avis d'appel d'offres international

Nous vous informons que la Compagnie Malienne pour le Développement des Fibres Textiles (CMDT) lance sept appels d'offres pour la fourniture d'intrants agricoles au Mali (campagne 1997/1998) :

N° 1 : 29 665 tonnes Urtée pelée N 46 %	Prix du dossier : 1 500 FF
N° 2 : 1 326 000 litres Insecticide EC	Prix du dossier : 1 500 FF
N° 3 : 43 720 tonnes Engrais NPKSB 14-22-12-7-1	Prix du dossier : 1 500 FF
N° 4 : 11 600 appareils Pulvérisateurs insecticides EC	Prix du dossier : 750 FF
N° 5 : 211 800 litres Herbicides coton, maïs, riz	Prix du dossier : 750 FF
N° 6 : 291 200 sachets Fongicides coton	Prix du dossier : 750 FF
N° 7 : 11 075 tonnes NPK 15-15-15	Prix du dossier : 1 500 FF

Date limite de dépôt des offres : 20 août 1996, à Bamako.

Le cahier des charges, ainsi que tout renseignement, peuvent être obtenus auprès de la CMDT BP 487 Bamako (Mali), de l'Ambassade du Mali à Paris, Washington, Bruxelles et Bonn, et de la Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles CFDT (Attention : Direction du Développement Rural), 13, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 42-99-54-52. Télécopie : 42-99-53-24.



Nelson Mandela, président de la République d'Afrique du Sud « Nous ne voulons pas faire cavalier seul pour résoudre les conflits en Afrique »

Invité d'honneur au défilé du 14 juillet, Nelson Mandela a été acclamé par les quelque 3 000 jeunes conviés à la garden-party de l'Élysée.

Sa visite d'Etat, qui doit s'achever mardi 16 juillet, est destinée à conforter le rôle de la « nouvelle » Afrique du Sud sur la scène internationale, notam-

ment auprès des milieux d'affaires invités à accroître leurs investissements, comme il le confirme dans l'entretien accordé, lundi, au Monde.

« Seriez-vous prêts à envisager avec la France une sorte de partenariat de la paix pour résoudre les conflits en Afrique ?

Il existe déjà un partenariat entre nos deux pays. Ce n'est pas un hasard si François Mitterrand a été le premier chef d'Etat étranger à être reçu dans mon pays après les premières élections multiraciales d'avril 1994. Il nous a apporté une énorme assistance matérielle et nous a ouvert les portes de l'Europe à un moment où nous étions encore seuls.

Quand j'ai rencontré, samedi, le président Chirac, nous avons discuté d'un nombre important de sujets, notamment de la reconstruction du Conseil de sécurité de l'ONU et des conflits en Afrique. J'insiste aussi sur le fait que ce n'est pas la première fois que je rencontre votre président. Je suis déjà venu à trois reprises en France depuis ma sortie de prison et à chaque visite je me suis entretenu avec lui en sa qualité de maître de Paris. Il m'arrive de décrocher mon téléphone et de l'appeler. Il existe donc entre nous un partenariat déjà bien vivant.

Pourquoi l'Afrique du Sud semble-t-elle si hésitante à prêter son concours à la solution des divers conflits qui agitent l'Afrique ?

Nous n'avons aucune hésitation mais nous devons prendre en compte l'existence d'organisa-

tions qui ont en charge la résolution de beaucoup de ces problèmes en Afrique. Je souhaite pouvoir agir à travers les Nations unies, la Communauté de développement de l'Afrique australe, l'Organisation de l'unité africaine. Ce ne serait pas correct pour quelque pays que ce soit de s'impliquer en dehors de ces structures. Mais, chaque fois que nous avons été sollicités, nous avons immédiatement répondu et sans réserves. Agir indépendamment conduirait au chaos, au désordre et à la duplication des efforts.

La grave menace de guerre civile qui pèse sur le Burundi ne vous contraind-elle pas cependant à tenter de l'éloigner ?

Nous avons réagi à la situation au Burundi mais nous l'avons fait en concordance avec d'autres responsables et organisations africains. Nous avons aussi fourni une assistance humanitaire, notamment en médicaments et en produits alimentaires. Mais, nous ne sommes pas prêts à faire cavalier seul.

Que pensez-vous des interventions de la France en Afrique, et notamment, en mal, en Centrafrique ?

Je n'ai pas toutes les données en mains pour apprécier la situation. Je ne sais pas quels sont les intérêts de la France, et ses griefs à l'encontre du gouvernement

centrafricain. Aussi, je ne peux pas prendre une position ferme sur le sujet sans disposer d'informations concrètes. Je n'en ai pas discuté avec le président Chirac. Tout ce que je peux dire, c'est que, chez nous, quand il s'est agi de mettre fin à l'apartheid, nous nous sommes assis autour d'une table, nous avons discuté et nous avons réussi à nous entendre avec nos ennemis.

Etes-vous par principe hostile à toute intervention étrangère en Afrique ?

Je ne dirais pas cela. Il faut apprécier pays par pays, au cas par cas. Il faut que je dispose de toutes les informations pour pouvoir me faire une opinion fondée.

L'Afrique du Sud sollicite-t-elle de la France une aide économique substantielle et dans quels domaines ?

La France a déjà investi en Afrique du Sud trois milliards de rands (environ 3,5 milliards de francs) et un nombre croissant d'entreprises françaises viennent s'installer chez nous.

C'est le devoir d'un pays comme la France, qui a fait une révolution pour chasser le féodalisme, et qui a eu un impact à travers le monde, de nous soutenir.

Un tel pays qui a donné naissance à des philosophes comme Montesquieu et Voltaire doit nous aider à passer du despotisme à la démocratie.

Mais, pour nous aider, nous avons besoin de plus d'argent, de plus d'investissements et de relations commerciales renforcées afin de développer notre économie et redresser les inégalités du passé : c'est le message que nous voulons faire passer.

L'insécurité ne place-t-elle pas votre pays dans une situation défavorable ?

Sans aucun doute la forte criminalité qui sévit dans le pays a une influence sur les investissements mais ceux qui suivent la situation savent que le gouvernement fait son possible pour diminuer la violence, notamment dans la province du KwaZulu-Natal où des élections ont eu lieu, en juin, dans des conditions satisfaisantes. C'est un fort message de paix. Nous avons lancé un plan de lutte contre la criminalité qui commence à produire ses effets mais il s'agit d'un processus de longue haleine.

Les incertitudes politiques, notamment votre succession, ne sont-elles pas aussi un élément négatif ?

S'agissant de ma succession, le Congrès national africain est tout à fait en mesure d'y faire face comme dans le passé. Nous disposons d'une direction collégiale, composée de gens compétents, efficaces et motivés dont beaucoup peuvent assumer la conduite des affaires du pays. Ce n'est pas pour moi un vrai sujet de préoccupation.

Propos recueillis par Jacques de Barrin, Frédéric Chambon et Serge Marti

Des incidents en Libye auraient fait vingt morts

Les violences ont éclaté dans un stade de football, à Tripoli, sur fond de crise économique

LE CAIRE

de notre correspondant

Une vingtaine de personnes auraient été tuées lors d'incidents armés qui ont eu lieu à l'occasion d'un match de football à Tripoli, a-t-on appris dimanche 14 juillet, de source bien informée, dans la capitale libyenne. L'affaire remonte au mardi 9. Le match opposait les deux plus grandes équipes de Tripoli, El Ahli et El Itihad, dirigées par deux fils du colonel Mouammar Kadhafi, les demi-frères Seif El Islam et Saad.

Lorsque l'arbitre a accordé la victoire au El Ahli par 1 à 0, les supporters d'El Itihad se sont révoltés. L'un des joueurs de l'équipe perdante a agressé l'arbitre. Des injures ont fusé, et la situation a dégénéré, les gardes du corps des deux fils du dirigeant libyen ayant commencé à tirer. Présents ces incidents comme des actes ordinaires de hooliganisme, l'agence officielle JANA a admis que huit personnes ont été tuées et trente-neuf blessées. La télévision a montré des supporters engagés dans une bataille rangée à coups de bâtons et de pierres. Les conseils d'administration des deux équipes ont été dissous.

D'après l'agence Reuters, les supporters se sont dispersés dans les rues, attaquant à coups de pierres des voitures appartenant à des étrangers et scandant des slogans hostiles au colonel Kadhafi. « C'était un mélange de hooliganisme et de violence politique qui a pris un tour xénophobe », a commenté un diplomate cité par l'agence.

Ces incidents sont intervenus sur fond de tension sociale (chô-

mage de 30 % et hausse vertigineuse des prix) et politique. Après les militaires, dont certains s'étaient révoltés en 1994, des incidents sanglants opposent depuis près d'un an les forces de l'ordre aux extrémistes musulmans, à l'est du pays, dans la région de Darnah.

CHASSE A L'HOMME

Il y a dix jours, selon l'opposition, une mutinerie déclenchée pour protester contre les mauvais traitements infligés aux détenus, à la prison centrale d'Abouslim, dans la région de Tripoli, a été réprimée dans le sang. Un responsable de l'opposition, cité par l'AFP, a affirmé que huit détenus politiques ont été tués. Ce même responsable a indiqué qu'une trentaine de prisonniers ont pu prendre la fuite et que les forces de sécurité ont lancé une vaste chasse à l'homme. La Ligue des droits de l'homme, en exil, a dit que deux personnes ont été interpellées après la mutinerie.

Six ans après l'imposition par le Conseil de sécurité de l'ONU de sanctions à Tripoli (pour forcer cette capitale à livrer des citoyens tenus pour responsables d'un attentat qui, fin 1988, avait visé un Boeing de la Panam au-dessus de Lockerbie, en Ecosse, faisant 270 morts), la révolte semble ainsi gronder en Libye - pays que les Etats-Unis accusent, par ailleurs, de construire une usine d'armes chimiques, à Tarhouna, au sud de la capitale. Samedi, les autorités ont annoncé que des manœuvres militaires à tir réel étaient en cours sur la côte.

Alexandre Buccianti

Un 14-Juillet sans hostilité dans le Pacifique sud

AUCKLAND

correspondance

Il y a un an, après dix ans de tensions, des invités s'étaient rendus à la réception donnée pour le 14-Juillet dans la capitale de Nouvelle-Zélande. Un peu d'ambassadeur, le Chinois, avait traversé les crues pour se rendre à la résidence à Canberra, en Australie, seul le tiers des invités s'était déplacé. A Sydney, le bal qui devait couronner une année d'événements culturels français pour le centenaire de l'Alliance française locale fut annulé.

Douze mois plus tard, l'ambiance s'est totalement changée. Pour le « Bastille Day », 1 200 personnes se sont réunies autour des ribambelles et du champagne de la résidence de France à Canberra - trois fois plus qu'à l'ambassade des Etats-Unis dix jours plus tôt. Quelque 1 500 personnes, un record, ont aussi participé, « enthousiastes », au 14-Juillet organisé par le consul général de Melbourne. En Nouvelle-Zélande, la plupart des manifestations liées à la fête se sont également bien déroulées. Il est vrai que l'affaire des politiques est restée modeste : en un pays où le sentiment anti-nucléaire est unanime, la proximité des élections européennes sans doute le gouvernement d'afficher une « amitié retrouvée » avec Paris. Le 8 juillet pourtant, l'ambassade a reçu une note annonçant la levée de l'interdiction de survol pour les avions militaires français.

Plus généralement, pour ce que l'on en voit et entend dans la rue et à la télévision, le « label France » s'affiche de nouveau. A la « une » du quotidien The Australian, un détail du tableau Danse à la campagne de Renoir annonce une exposition intitulée « Paris à la fin du XIXe siècle ». « Un signe parmi d'autres », estime Dominique Girard, ambassadeur à Canberra, que la présence de la France est redevenue normale. « Avons-nous pardonné », se demande le New Zealand Herald, qui estime qu'il y a « quelques

choses d'irréversible dans le style français ». Dans le secteur des affaires, le contraste est aussi saisissant un an après. En Nouvelle-Zélande, les échanges commerciaux, déficitaires depuis vingt ans pour la France sont devenus excédentaires en 1995 - surtout grâce à la livraison de cinq avions ATR 72. Certes les importations de voitures et de vin ont baissé, ce que des facteurs conjoncturels expliquent. Le gel des contacts en matière de défense en 1995 avait eu pour conséquence de stopper les négociations entre Matra et le ministère de la défense de Wellington portant sur des missiles sol-air Mistral. Désormais une décision devrait être annoncée assez vite, et la France pourrait être le fournisseur.

UN SEUL DOSSIER EN SUSPENS

En Australie, non plus, on n'a pas vu baisser les importations hexagonales, et des investissements majeurs ont eu lieu. Certes, la participation aux cours de français des Alliances dans les deux pays a baissé - « comme partout dans le monde », précise toutefois un directeur.

Reste le tourisme des Australiens et des Néo-Zélandais vers la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie, qui a diminué en 1995 ; mais une reprise serait perceptible. Un seul dossier reste en suspens : la France n'a toujours pas été réinvitée au dialogue post-Forum du Pacifique sud (FPS), dont elle a été exclue en septembre 1995. Alors que plusieurs membres du FPS, dont l'Australie, soutiennent la demande de Paris, la décision est entre les mains du président du Forum, Sir Julius Chan, premier ministre de Papouasie Nouvelle-Guinée. La France souhaite que la décision soit prise avant le prochain Forum, aux Marshall en septembre : faute de quoi, elle ne pourrait « techniquement » pas être présente.

Florence de Changy

Les relations américano-vietnamiennes piétinent

BANGKOK

de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

Vingt et un ans après la fin de la guerre et douze mois après que des relations ont été établies entre Hanoi et Washington, la recherche des Américains « disparus au combat » (MIA) demeure la « priorité » des Etats-Unis dans les relations bilatérales. Tel a été le message d'Antony Lake, conseiller à la sécurité du président Clinton, pendant les trois jours qu'il a passés au Vietnam. Samedi 13 juillet, M. Lake avait inspecté un des sites de recherches proches de Quang-Tri, au centre du pays.

En pleine campagne aux Etats-Unis, un candidat ne peut pas donner l'impression de vouloir boucler prématurément un programme qui concerne encore - au Laos, Cambodge et Vietnam - 1 600 cas non élucidés, et dont le coût, ces quatre années, s'est élevé à 200 millions de dollars. Les dirigeants vietnamiens estiment,

pourtant, que le renforcement des relations entre les deux pays « devrait avancer un peu plus vite », ainsi que l'a déclaré, vendredi 12 juillet, à Hanoi, le secrétaire général du PC vietnamien, Đỗ Mười, devant des journalistes, alors que M. Lake venait de se féliciter des « nombreux progrès » accomplis depuis un an. Tout en demandant au conseiller américain de transmettre à son président ses « vœux de succès à l'élection », Đỗ Mười a ajouté qu'il avait cru comprendre que « certaines personnes », aux Etats-Unis, demeuraient « réticentes » à la normalisation.

Sur le plan commercial, le milliard de dollars d'investissements américains agréés ne représente que le vingtième des investissements étrangers. La négociation par Hanoi de la clause de la nation la plus favorisée, que Washington a déjà accordée au Cambodge voisin, piétine. Un porte-parole vietnamien a pourtant déclaré, à la veille de la visite, que Hanoi « n'a

pas de raison d'être déçu au bout d'un an, surtout au regard de la longue période d'hostilité passée ». Cependant, tout en poursuivant le dialogue sur les questions commerciales, les droits de l'homme ou la sécurité régionale, Washington ne donne pas l'impression de vouloir resserrer rapidement des liens.

En outre, la tournée asiatique d'Antony Lake - qui est allé d'abord en Chine et en Thaïlande avant de se rendre en Corée du Sud - semble avoir pour objet principal de redonner une cohésion à la diplomatie américaine à l'égard de la Chine, un effort qui sera repris, la semaine prochaine à Djakarta, par Warren Christopher, lorsque le secrétaire d'Etat américain y rencontrera son homologue chinois Qian Qichen dans le cadre des réunions annuelles de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean).

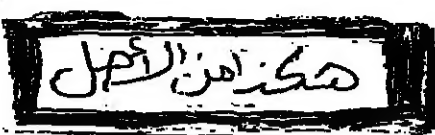
Jean-Claude Pomonti

On ne peut pas
passer sa vie sans savoir.



CEP
COMMUNICATION

La Vie Française, un magazine
du groupe C.E.P. Communication.



6

FRANCE

LE MONDE / MARDI 16 JUILLET 1995

POUVOIR L'intervention télévisée du président de la République, dimanche 14 juillet, à l'occasion de la fête nationale a été consacrée par Jacques Chirac à une défense de la

politique menée depuis l'automne 1993, « aussi bien qu'il est possible », par Alain Juppé - que le chef de l'Etat n'a pas nommé - et par son gouvernement. ● LA JUSTICE a oc-

cupé une bonne part des propos du président, qui s'est indigné de la violation « systématique » du secret de l'instruction et qui a exprimé le regret que près de la moitié des per-

sonnes détenues en prison le soient au titre de la détention provisoire (lire page 7). ● LES DANGERS DE L'AMIANTE ont été aussi évoqués par M. Chirac, qui a annoncé la fer-

meture de l'université de Jussieu d'ici à la fin de l'année et défendu le principe de précaution dans toutes les affaires de santé publique. (Lire aussi notre éditorial, page 13.)

M. Chirac juge que le gouvernement agit « aussi bien qu'il est possible »

Le président de la République demande « le minimum de temps » nécessaire pour « recueillir les fruits » des réformes engagées. Il exclut de dissoudre l'Assemblée nationale, ne prévoit pas de référendum et invite la majorité à défendre l'exécutif

LE PRÉSIDENT de la République a répondu, pendant une heure, dimanche 14 juillet, sur TF1 et sur France 2, aux questions de Patrick Poivre d'Arvor et d'Alain Duhamel. Voici l'essentiel de ses déclarations :

■ **Pessimisme :** « Il y a une inquiétude profonde dans le cœur et dans l'esprit des Français. Comment pourrait-il en être autrement ? Il n'y a pas une intervention que nous recevions qui ne concerne un emploi, pour le père, pour le fils, pour le cousin. [...] On se demande si ce que l'on respire ne va pas tout d'un coup porter atteinte à notre santé. [...] On se demande si ce que l'on mange ne va pas tout d'un coup nous rendre malade. [...] Il y a une espèce de désordre et de confusion, qui se développent d'autant plus qu'il n'y a pas de moral. Et il n'y a pas de moral, c'est beaucoup parce que la France s'est laissée aller depuis trop longtemps. »

■ **Défense nationale :** « En ce qui concerne les bases, les unités qui seront dissoutes seront remplacées par d'autres activités. La loi a prévu des mesures d'accompagnement extrêmement importantes [...] pour compenser les pertes dans chacune des régions. [...] En ce qui concerne les industries d'armement, aujourd'hui, on n'achète plus autant d'armements qu'avant. [...] D'une certaine façon, je dirais : tant

mes fonctions, la justice passera de la même façon pour tous. Elle sera indépendante par définition. [...] Je souhaite peut-être qu'elle soit encore plus sereine. [...] »

■ **Aujourd'hui, dans nos prisons,** près de la moitié des détenus [...] sont en détention préventive [...]. Dès que l'on est mis en examen, on est considéré comme coupable, alors que le fond de votre droit est la présomption d'innocence. [...] On constate aujourd'hui que le secret de l'instruction - je ne sais pas du tout s'il faut le maintenir ou non, mais c'est un des principes, c'est la loi [...] - est systématiquement violé. [...] On peut se demander pourquoi la justice est si lente et pourquoi elle manque de moyens. Donc, j'ai demandé au gouvernement, pour la fin de cette année, [...] de voir comment on peut [...] modifier la procédure pénale et améliorer les moyens d'action de la justice [...]. »

■ **Les relations entre le pouvoir politique et les magistrats** sont saines. [...] J'ai présidé tout récemment le Conseil supérieur de la magistrature dans la plus grande sérénité. [...] Il n'y a [eu] aucune espèce de conflit. [...] Le président [de la République] est le garant de l'indépendance de la justice dans tous les domaines, et l'exercice de cette fonction, c'est-à-dire que je n'accepterai pas que la justice soit monopolisée par telle ou telle tendance. Jusqu'ici, je n'ai eu aucun problème avec la justice. »

■ **Taux d'intérêt :** « Aujourd'hui, une PME qui veut un crédit se heurte à deux difficultés : la première, c'est qu'elle a beaucoup de mal à le trouver dans une banque, et la deuxième, c'est qu'elle paie entre 7 % et 8 %, alors que [...] nous avons une inflation, aujourd'hui, qui est à zéro. [...] Je ne veux pas faire d'ingérence dans les affaires de la Banque de France, qui [...] est indépendante. [...] Mon opinion, c'est que les taux d'intérêt sont [...] nettement trop élevés et qu'il y a une marge de diminution qui est importante. »

■ **Deuxièmement, nous avons** [...] un système bancaire dont on peut dire deux choses : premièrement, il est le moins rentable de tous les grands pays qui nous entourent [...] et, deuxièmement, il a connu dans les années passées de véritables crises : le Crédit lyonnais [...], le Crédit foncier [...], le Comptoir des entrepreneurs [...]. Pourquoi a-t-on laissé les choses aller comme cela ? Pourquoi le contribuable est-il aujourd'hui sollicité pour payer de telles erreurs ? [...] »

■ **Toutes ces banques apparte-** naient à l'Etat. [...] Il y avait la direction du Trésor, il y avait la Banque de France, qui étaient chargées d'assurer ce contrôle. Et, je regrette de le dire, ce contrôle n'a pas été bien exercé. Et là, je constate que

personne ne s'interroge sur les responsabilités passées qui nous ont conduits à de tels maux financiers [...]. Il va falloir [...] que, dans les prochains mois, on trouve le moyen de garantir une gestion plus sereine par l'Etat de son propre patrimoine [...]. »

■ **Réduction du temps de tra-** vail : « Nous devons diminuer, réduire le temps de travail, mais il faut le réduire pas seulement dans l'intérêt d'un aménagement, [...] le réduire pour permettre d'améliorer la compétitivité des entreprises et diminuer ainsi le chômage. [...] Tout ceci doit être décidé non pas au plan national [...] mais branche par branche et, aussi, entreprise par entreprise. [...] La diminution du temps de travail conduit généralement [...] à une amélioration de la productivité. [...] Celle-ci améliore les profits des entreprises et, là, on peut imaginer, [...] lorsqu'on a dû baisser le salaire [...], compenser par un mécanisme d'intéressement. »

■ **Education :** « Sur l'éducation nationale, qui est un secteur que je suis de très, très près, je dirai nettement que, pour la première fois depuis très longtemps, on sort de l'immobilisme. [...] Et j'ajoute que, pour une fois, cette réforme se fait, s'est engagée à la suite d'une concertation si large et si intense qu'on est arrivé à une sorte de consensus. [...] Quant à l'éventualité d'un référendum, nous verrons cela le moment venu. »

■ **Culture :** « Le 1 % culture, je tiens beaucoup à cela, c'est un peu

emblématique, mais dans un pays comme la France, cela compte. »

■ **Parité hommes-femmes :** « Nous avons changé d'époque. Nous sommes dans une période où la parité est tout à fait justifiée, naturellement ; les trois quarts des femmes travaillent. [...] Il faut une société qui soit aujourd'hui mieux faite pour les femmes. Il ne faut pas seulement évoquer le problème du nombre de femmes députées. [...] Le cœur du problème est ailleurs. »

■ **Il est, d'abord, de reconnaître** objectivement les mêmes droits aux femmes qu'aux hommes, ce qui n'est pas le cas. [...] La deuxième problématique, c'est celui de l'aménagement du temps de travail, [...] qui convient mal aux femmes parce que les femmes ont aussi pour fonction de faire des enfants. [...] Il faut avoir un aménagement du temps de travail qui laisse aux femmes le choix. »

■ **Amiante :** « Dès qu'un phénomène apparaît, il faut l'évaluer très rapidement, réagir immédiatement, et cela dans une situation de transparence totale, c'est-à-dire qu'il faut que l'opinion publique sache tout. [...] Pour l'amiante, c'est ce qui s'est passé. [...] Naturellement, on ne va pas continuer à enseigner à l'université de Jussieu. Il va y avoir le temps du démantèlement mais, avant la fin de l'année, il n'y aura plus d'étudiants à Jussieu, parce qu'il y a un risque. Cela implique un coût, mais ce sont des coûts qu'il est nécessaire d'assumer. »

■ **« Vache folle » :** « Face à un

problème qui, tout à coup, met en cause la santé publique, on ne prend jamais trop de précautions. [...] Il faut se fonder sur le pire des scénarios [...], et toutes les mesures nécessaires ont été prises. [...] Ma confiance personnelle est totale et, en famille, je continue à manger tranquillement de la viande bovine. [...] C'est un vrai drame, qui frappe de plein fouet les éleveurs et puis toute la chaîne ensuite. [...] Pour les éleveurs, c'est un drame financier et psychologique de l'ampleur duquel on ne se rend pas compte. [...] Alors, c'est un domaine où la solidarité nationale et européenne doit jouer. »

■ **Corse :** « Il y a eu vingt ans de violence. Je crois qu'aujourd'hui on peut, si on le veut, tourner cette page. Je ne crois pas qu'il y ait de problèmes institutionnels et, donc, je ne suis pas favorable à des modifications d'institutions. Il y a un problème économique, que l'on a souvent essayé de régler, et l'on n'a pas réussi. Le gouvernement l'a pris en main et a fait des propositions, notamment la zone franche [...]. »

■ **Il y a un problème politique.** Ce problème politique ne peut être réglé que par le dialogue, et je crois qu'aujourd'hui le moment du dialogue positif est arrivé, parce que les nationalistes se rendent compte, je crois, de plus en plus, qu'ils se sont mis, en quelque sorte, dans une impasse. [...] »

■ **Le troisième problème de la** Corse, c'est un problème de droit commun, c'est un problème de mafias qui se sont constituées et qu'il

faut absolument éradiquer. [...] En Corse, il semble que tout le monde puisse se promener avec des armes. [...] Il faut faire en sorte que les gens soient désarmés, que les armes soient instantanément détruites et que des sanctions pénales soient appliquées, au moins des sanctions financières. »

■ **Immigration :** « Je suis aussi sensible que quiconque quand je vois [...] des familles complètement en désarroi parce qu'elles sont en réalité clandestines et qu'elles n'ont aucun droit. [...] Je n'ai pas un cœur de pierre. Je comprends ces problèmes, mais, en revanche, il faut aujourd'hui refuser l'immigration clandestine avec efficacité. [...] Si l'on se dit un peu partout : « En France, on peut venir, on a peu de chances d'être sanctionné », tout le monde vient. »

■ **Cela suppose [...] la mise en** œuvre de toutes les procédures nécessaires à l'intégration des immigrants légaux dans notre pays. [...] Le maintien de l'aide internationale au développement [...], parce que si nous ne voulons pas avoir d'immigrés clandestins, il faut évidemment faire les efforts de solidarité internationale nécessaires pour que ces gens désarmés, qui ne souhaitent pas l'être, puissent trouver chez eux, grâce à un développement suffisant, la possibilité de vivre et de travailler [...]. »

■ **Dissolution :** « La dissolution [de l'Assemblée nationale] n'a jamais été faite, dans notre Constitution, pour la convenance du président de la République. Elle a été faite pour trancher une crise politique. Il n'y a pas, aujourd'hui, il n'y avait pas, au lendemain de mon élection, une crise politique. »

■ **Premier ministre :** « Si je considérais que le premier ministre et le gouvernement ne faisaient pas leur travail, dans une période difficile, aussi bien qu'il est possible, j'en aurais naturellement tiré les conclusions. [...] La façon dont le gouvernement conduit, dans une période très difficile, les affaires de la France est, de mon point de vue, parfaitement conforme aux objectifs que j'avais fixés lors de ma campagne électorale. [...] Je considère qu'il le fait le mieux possible et je lui suis d'autant plus reconnaissant que ce ne sont pas les embûches qui lui ont manqué [...]. »

■ **Majorité et opposition :** « S'agissant des élus de la majorité, qui soutiennent l'action du gouvernement, je serais tenté de leur dire : c'est à vous d'expliquer, de vous mobiliser, de donner l'exemple en montrant que le pessimisme n'est pas de mise, que la malédiction n'est pas tombée sur la France. [...] Et aux élus de l'opposition [...] que leur rôle est évidemment de critiquer l'action du gouvernement - c'est la démocratie -, mais également de proposer [...] des solutions alternatives. »

Mandela, Voltaire et les autres à la garden-party

IL ÉTAIT DIFFICILE, ce dimanche 14 juillet, peu avant midi, d'accéder à l'une des entrées de l'Élysée, même muni d'un carton d'invitation en bonne et due forme. Une police zélée autant qu'obtus interdisait le franchissement des Champs-Élysées. Non pas à l'entrée du crotin de cheval républicain fraîchement déposé en longues gerbes brunes, mais dans l'attente du passage des voitures officielles.

Enfin elles passèrent, fanions au vent, sous l'œil peu amène des badauds, et l'on put accéder au fameux jardin où s'annonçait une partie de plaisir, selon le petit Robert, qui accepte « garden-party » dans ses colonnes au nom de Proust. Comme en 1993, l'accent a été mis sur la jeunesse et la diversité des cultures. La présence de Nelson Mandela interdisait un 14 juillet trop normannique. Les buffets dispersés sur les pourtours de la pelouse proposaient donc des mets du monde entier, raviolis italiens, mini-hamburgers américains, chili con carne mexicains, sashimis japonais, pastillas marocaines, etc.

Les portes étaient largement ouvertes aux jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans - ou moins si accompagnés -, que les préfets de chaque département avaient sélectionnés suivant des critères très variés. Vingt-deux jeunes représentant les vingt-deux régions allaient bientôt avoir l'honneur d'être à la table du président et de son hôte. Sur la pelouse un orchestre militaire jouait des choses peu militaires, comme *It ain't necessarily so*.

Partout, des adolescents des deux sexes, dont bien peu s'étaient cru obligés de renoncer au T-shirt et aux Nike, avec une grande proportion de beurs et d'Africains qui se déplaçaient d'un buffet à l'autre avec une aisance toute naturelle. Fadli Jaoual, dix-sept ans, élève en troisième générale à Clermont-Ferrand, a été choisi par le ministère de la jeunesse et des sports. « Je suis champion de France en boxe ». En léger ? Plume ? « En mi-mouche ». Il est accompagné d'un autre champion de treize ans, un quart de mouchette sans doute, la casquette de rappeur sur le côté.

Dehors, une bonne partie des quatre mille invités s'amuse derrière une corde tendue par des gardes. Les deux présidents paraissent, on ne les voit pas vraiment, faute de podium. Jacques Chirac propose un bain de foule, Nelson Mandela opine, et c'est une mini-tourade qui se déclenche dans la foule compacte, un tourbillon musclé où les deux excellences n'évitent le piètement que par l'intervention de leurs gardes du corps.

Nelson Mandela remercie Jacques Chirac, « mon vieil ami qui est parmi les chefs d'Etat les plus remarquables au monde ». Il se dit heureux de repartir avec « le souvenir du pays de Rousseau, de Voltaire, de Montesquieu, les architectes des principes de liberté, d'égalité et de fraternité ». Et avec beaucoup d'espoir. Il est acclamé. Une petite brise passe, le soleil brille.

Michel Braudeau

Fermeture programmée du campus de Jussieu

JACQUES CHIRAC a tranché sans hésitation. Il a privilégié, sur toute autre considération, les menaces que représentent les 220 000 m² de surface amantée du campus de Jussieu pour les 40 000 étudiants, les 10 000 enseignants, chercheurs et personnels des deux universités de Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), Denis-Diderot (Paris-VII), et de l'Institut de physique du globe. La déclaration de Jacques Chirac n'en a pas moins provoqué la stupeur parmi les responsables du site, inquiets des conséquences immédiates tant sur la poursuite de l'enseignement que de l'activité de recherche.

Bien qu'évoquée récemment, l'hypothèse d'une fermeture partielle de la plus importante concentration universitaire de France (*Le Monde* du 10 juillet) ne leur paraissait guère crédible. Durant toute la semaine, ils avaient participé à l'élaboration du pro-

gramme de décontamination que François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, avait prévu d'annoncer avant la fin juillet.

■ **DÉTERMINATION :** Malgré les incertitudes financières - le chantier est évalué à près de 1 milliard de francs -, ce plan prévoyait le transfert de l'université Paris-VII dans les locaux inoccupés du Palais des expositions de Bercy. Avec l'installation de bâtiments provisoires, près de 100 000 m² auraient été libérés pour démaurer les travaux de désamiantage à une grande échelle. Cette solution, immédiatement opérationnelle selon les experts, aurait le mérite de maintenir le potentiel universitaire dans Paris intra-muros, sans attendre la construction de nouveaux bâtiments sur la ZAC Seine-Rive gauche.

La décision brutale du chef de l'Etat remet en question cette es-

quisse et laisse envisager la fermeture totale du site aux deux universités. Personne n'ose en effet imaginer que Jacques Chirac ne se soit préoccupé que du sort des étudiants, occupants temporaires, en excluant les chercheurs et les personnels en permanence exposés depuis trente ans.

■ **Le président a voulu marquer la** détermination des pouvoirs publics de régler le problème de Jussieu pour qu'il ne puisse y avoir aucun soupçon sur la sécurité, a précisé M. Bayrou, conscient toutefois que « le démantèlement de l'équivalent d'une ville moyenne de 50 000 habitants impose des contraintes immobilières, surtout à Paris ». Le ministre de l'éducation semble craindre également que le président de Jussieu ne puisse être invoqué par d'autres centres universitaires, eux aussi « floqués » à l'amiante.

Michel Delberghe

Réorienter la recherche biologique

À EN CROIRE l'Observatoire français des sciences et des techniques (OST), la France occupe le cinquième rang mondial des nations qui font de la recherche derrière les États-Unis, l'Allemagne, le Japon et la Grande-Bretagne. Cette place très honorable, la France la doit aux efforts importants que les pouvoirs publics ont consenti de la fin des années 70 au tout début des années 90.

A partir des années 90, on note une quasi-stagnation ; voire, en 1992, une diminution de la dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) qui, en 1993, représentait 171 milliards de francs. La crise que connaît la France n'a rien arrangé à l'affaire. Ainsi le budget civil de recherche et développement pour 1996 n'a, avec la dotation de 53 milliards de francs accordée par l'Etat au secrétariat d'Etat à la recherche, progressé que de 1,4 % par rapport à 1995. Un recul qui n'invite guère au

lancement de programmes nouveaux et n'incite pas non plus à la multiplication de mesures nouvelles propres à gommer des carences par trop évidentes.

■ **CONTRAINTES BUDGÉTAIRES** En effet, si la recherche française peut se féliciter, selon l'OST, de posséder des forces dans les domaines des mathématiques, de la biologie fondamentale, de la chimie, de la physique, des transports, de l'instrumentation et des procédés, force lui est de reconnaître des faiblesses dans les sciences de l'ingénieur, les télécommunications, l'audiovisuel et la biologie appliquée. Un constat commenté de manière mordante par la biologie par Jacques Benveniste, directeur de recherche à l'Inserm, dans une tribune accordée au *Monde* (*Le Monde* du 22 mai). Et de signifier l'incapacité de la recherche à restaurer l'immunité des malades atteints du sida, l'absence de vac-

Jean-François Augereau

FRANCHEMENT, C'EST PAS FACILE
AVEC LES FRANÇAIS QU'ON M'A DONNÉS !



Nouveau réquisitoire contre les banques et le niveau des taux d'intérêt

Le gouverneur de la Banque de France est directement visé

LE PRÉSIDENT de la République n'apprécie guère les milieux financiers. Il avait montré à plusieurs reprises - avant et depuis son arrivée à l'Élysée - en critiquant vertement l'attitude des banques en matière de crédit, notamment à l'égard des PME. En mars, depuis Singapour, le chef de l'État avait souligné la mauvaise gestion des établissements financiers et leur incapacité à soutenir les entreprises pour s'implanter à l'étranger. Il a réitéré dimanche, mais son discours s'est affiné. M. Chirac, s'appuyant sur une analyse des sinistres passés du Crédit lyonnais comme du Crédit foncier, estime que la cause de cette frilosité des banques est la mauvaise gestion des banquiers, « probablement de très brillantes personnalités sur le plan de leur capacité administrative, (mais) pas des hommes d'affaires ».

La charge de Jacques Chirac n'a à lancer la réforme en profondeur attendue du système bancaire français et de ses autorités de contrôle. La « Commission Le-mière », du nom de l'actuel directeur du Trésor, prépare un rapport. Le gouverneur de la Banque de France n'a que récemment souligné la nécessité d'une reconstitution du secteur. La Commission bancaire doit le nouveau secrétaire général vient d'être nommé par le ministre des finances s'est engagé à améliorer ses systèmes de contrôle des banques.

Si n'est pas notamment cité, Jean-Claude Trichet correspond au portrait-robot décrit par le chef de l'État : gouverneur de la Banque de France, président de ce fait de la Commission bancaire, ancien directeur du Trésor et inspecteur des finances, il semble directement visé par les attaques présidentielles. D'autant que Jacques Chirac, s'en court terme français ont baissé de 3,5 % depuis cette date, une décade d'une ampleur et d'une rapidité sans précédent. Ils se situent à leur plus bas niveau depuis vingt-cinq ans (les rendements à trois mois s'établissent à 3,70 %). La France possède également le taux à long terme parmi les plus bas du monde (seuls les Pays-Bas, la Suisse et le Japon ont des rendements inférieurs).

« Dialogue positif » et fermeté vont de pair dans la gestion du dossier corse

Le chef de l'État souligne l'« impasse » du nationalisme insulaire

LE PASSAGE consacré à la Corse dans l'intervention télévisée de Jacques Chirac, dimanche 14 juillet, semble confirmer qu'après diverses hésitations l'exécutif a opté de façon définitive pour le triptyque « dialogue, développement économique, fermeté », trois thèmes que le président de la République a d'ailleurs développés successivement. En affirmant que le temps du « dialogue positif » est venu, en estimant que les dirigeants nationalistes corses ont conscience d'être « dans une impasse », M. Chirac a rejoint, face aux tenants du « tout-répressif », ce qui pourrait être qualifié de camp de la raison, incarné au sein du gouvernement depuis de longs mois, non sans difficultés, par son ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré.

Si le processus de paix entamé en janvier offre sans doute une chance réelle de sortir du marasme où la Corse s'enfonce depuis si longtemps, c'est bien parce que la plupart des dirigeants nationalistes ont compris désormais, au-delà de l'écume des choses, qu'il faut en finir avec une violence qui exaspère la population et bloque toute possibilité de développement. De son côté, M. Chirac, pour se déterminer, a-t-il pris conseil auprès de Charles Pasqua ? L'ancien ministre de l'Intérieur fait en tout cas partie de ceux qui jugent que les dirigeants nationalistes cherchent avant tout une « sortie honorable », étant entendu que restent à déterminer les modalités de cette « sortie ».

Sur le plan économique, avant même que ses contours définitifs ne soient connus, la zone franche proposée par le gouvernement et évoquée dimanche par M. Chirac suscite réserves, inquiétudes et critiques. Il paraît évident qu'elle ne suffira pas à lever tous les ver-

LE PROBLÈME DES ARMES

Reste la question des armes. Les déclarations de M. Chirac n'ont pas levé une certaine ambiguïté dans ce domaine. Le problème de la « délimitation » de l'espace corse recouvre en effet deux réalités distinctes. D'une part, il s'agit de l'armement au quotidien : un tel comportement, ancré dans les esprits, est difficile à éradiquer rapidement, d'autant que le climat d'insécurité au sein de la mouvance nationaliste pousse les militants qui se sentent menacés à s'armer. Toutefois, après des années de tolérance, les pouvoirs publics ont commencé à agir. Il y a déjà plusieurs mois. Le « tarif » pour le port prohibé d'un pistolet est désormais d'environ quatre mois ferme, plutôt plus que sur le continent. Les deux nationalistes qui viennent d'être condamnés à un an ferme (Le Monde du 14-15 juillet) étaient, eux, plus lourdement armés au moment de leur arrestation, ce qui explique qu'ils aient été plus gravement sanctionnés. Cela étant, il paraît difficile d'engager une action d'envergure dans ce domaine, sauf à interdire et à fouiller systématiquement chaque passant.

complicé et, politiquement, plus sensible. Un réflexe démocratique normal inciterait à juger qu'il n'y a là rien à négocier, que cette situation n'a déjà que trop duré et que les nationalistes n'ont qu'à rendre toutes leurs armes immédiatement. En réalité, l'expérience de situations peu ou prou comparables, à l'étranger - au Pays basque espagnol ou en Irlande du Nord - montre que le problème ne peut pas se régler de façon aussi simple et qu'il est souvent plus réaliste de concevoir le désarmement comme une résultante d'un processus de paix réussi plutôt que comme un préalable.

En Irlande du Nord, le maintien d'une telle exigence de la part de John Major, cela contre l'avis de l'Américain George Mitchell, président des négociations sur l'avenir de la province, a contribué à la rupture du cessez-le-feu de l'IRA.

En Corse, le fondateur de l'Accolta nazionale corsa (ANC), Pierre Poggioni, tout en plaçant pour l'arrêt de la violence, souligne, à l'instar d'autres dirigeants nationalistes, cet écueil. « On ne sort pas du jour au lendemain, écrit-il dans son Journal de bord d'un nationaliste corse (éditions L'Aube ; Le Monde du 12 juin), d'une situation de violence dans laquelle a baigné toute une génération de militants sur un simple coup de baguette magique. Cela risquerait au contraire de créer les conditions de dérives encore plus graves, libérant dans la nature des centaines de « soldats perdus ». » Le gouvernement est donc amené à rechercher dans le « dialogue positif » les moyens de convaincre les « militaires » du nationalisme que le temps de la clandestinité est terminé et qu'ils doivent - et peuvent - se reconvertir à la vie « civile ».

Jean-Louis Andreani

Baisse des impôts confirmée pour 1997

Jacques Chirac a confirmé, au cours de son entretien télévisé, dimanche 14 juillet, que la baisse des impôts sera bien engagée « en 1997 ». C'est « probablement l'attente aujourd'hui la plus forte des Français », estime le chef de l'État, qui a précisé que la réduction de la pression fiscale concernera sans doute l'impôt sur le revenu. Le 3 juin, après avoir reçu le rapport sur fiscalité du groupe de travail présidé par Dominique de La Martinière, le premier ministre avait annoncé qu'il présenterait en septembre, en même temps que le projet de budget pour 1997, « un programme quinquennal de baisse des impôts et de maîtrise des dépenses » (Le Monde du 4 juin). Deux mois avant, Alain Juppé jugeait très difficile une baisse rapide des impôts en raison de l'importance du déficit budgétaire. Sous la pression de sa majorité et, notamment, des balladuriers, il a finalement annoncé une réduction des impôts qui, au demeurant, était inscrite dans le programme présidentiel de M. Chirac.

sans doute pas tort sur le constat : le système bancaire français est en crise. Toute la question est de savoir comment en sortir. Le gouvernement a choisi, pour financer les PME en mal de crédit, de relancer la banque spécialisée CEPME en l'associant avec la Sofaris et en portant de 12 à 30 milliards de francs les ressources récoltées par la Codevi. Il en revient à une politique de crédits bonifiés, disparue (sauf dans l'agriculture) au cours des années 80.

Au-delà, le gouvernement tarde est également pris à la politique menée par la Banque de France. Sans vouloir « faire d'ingérence dans les affaires de la Banque de France, qui est indépendante », le président de la République a déploré le niveau « nettement trop élevé des taux d'intérêt en France, mais aussi en Allemagne ». Il a estimé qu'« il y a une marge de diminution qui est importante ».

Cette requête peut surprendre, étant donné la dérive monétaire observée en France depuis la fin du mois d'octobre. Les rendements à

Pierre-Antoine Delhommais et Babette Stern

Des nominations judiciaires « dans la sérénité »

LORS de son intervention télévisée, dimanche 14 juillet, Jacques Chirac a précisé que la réunion du Conseil supérieur de la magistrature sur les nominations dans la haute hiérarchie judiciaire, le 9 juillet (Le Monde du 11 juillet), s'était passée « dans la plus grande sérénité ». « Il n'y a aucune espèce de conflit », a-t-il conclu.

Les nominations aux premières présidences de Paris, Versailles, Lyon, Orléans et Douai ainsi qu'à la présidence du tribunal de Paris ont pourtant été reportées à la suite de désaccords entre l'Élysée, la chancellerie et les membres du CSM. Les discussions portaient notamment sur le sort d'Alexandre Benmakhouf, ancien conseiller de M. Chirac à la Mairie de Paris et actuel directeur de cabinet du garde des sceaux, Jacques Toubon. Le pouvoir exécutif souhaitait le voir accéder à la première présidence de la cour d'appel de Paris, mais certains membres du Conseil supé-

rieur de la magistrature étaient réticents. A cette occasion, l'Élysée et la chancellerie ont envisagé de voter sur les propositions de nomination, ce qui ne s'est pas fait depuis l'avènement de la V^e République, en 1958. M. Chirac, interrogé sur ce point, a répondu de façon allusive qu'il lui incombe de « présider » le CSM et de garantir « l'indépendance » de la justice.

SECRET « BAFOUÉ »

M. Chirac a exprimé, d'autre part, le regret que près de la moitié des détenus soient en détention provisoire - « c'est-à-dire en prison sans avoir été jugés » - et que l'on soit « considéré comme coupable dès lors que l'on est mis en examen ». Soulignant que le secret de l'instruction était régulièrement « bafoué », il a rappelé que le gouvernement étudiait une réforme de la procédure pénale. Au mois de novembre 1995, le garde des

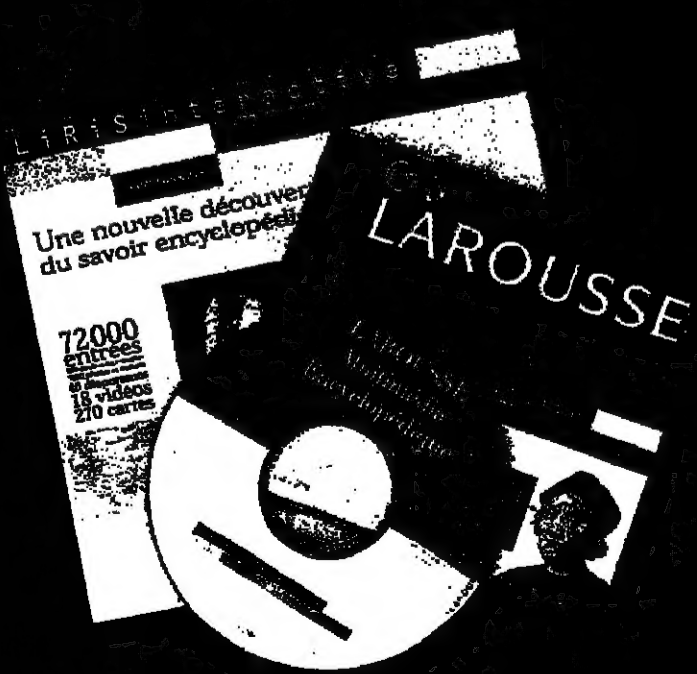
sceaux a en effet confié un rapport sur ce thème à un professeur de droit, Michèle-Laure Rassat, qui devrait rendre ses conclusions à l'automne.

St elle a lieu, cette réforme s'ajoutera à une longue série de réformes. Depuis 1970, la détention provisoire a fait l'objet de huit textes, auquel s'ajoute un projet de loi élaboré par Jacques Toubon et examiné au printemps par le Parlement (Le Monde du 25 avril). Proposé par MM. Nallet, Sapin et Vauzelle, un vaste remaniement de la procédure pénale est en outre intervenu en 1993. Ce texte introduisait l'avocat en garde à vue, confiait le contentieux de la détention à un juge délégué et permettait aux avocats de demander des investigations pendant l'instruction. Une partie de ces innovations a été supprimée en août 1993 par le gouvernement d'Edouard Balladur.

Arme Chemin

On ne peut pas
passer sa vie sans savoir.

LAROUSSE



CEP
COMMUNICATION

Liris Interactive, une société
du groupe C.E.P. Communication.



M. Le Pen invite M. Chirac à démissionner « avant qu'il ne soit trop tard »

Le président du Front national a animé une « fête des tricolores de Provence »

Jean-Marie Le Pen a assisté, dimanche 14 juillet à Toulon (Var), pour la deuxième fois, au défilé militaire. Participant, l'après-midi, à la « fête des

tricolores de Provence », le président du Front national a demandé la démission du chef de l'Etat. « Je crains que l'Histoire ne vous laisse pas

beaucoup de temps », a-t-il lancé à l'intention de Jacques Chirac. Il a aussi dénoncé ces fameux « complots » qui selon lui menacent la France.

TOULON

de notre envoyé spécial
Après avoir longuement hésité - officiellement à cause d'un emploi du temps chargé -, Jean-Marie Le Pen n'a pu résister au plaisir d'assister, pour la deuxième fois, au défilé militaire organisé à Toulon (Var) dimanche 14 juillet. Il a eu le plaisir de voir passer devant lui le préfet maritime, le vice-amiral d'escadre Philippe Durteste et le préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, même si le fait d'être en uniforme les a dispensés de serrer les mains.

M. Le Pen a aussi pu voir défiler des représentants d'unités de marine ou de l'aéronautique navale, affectées par la future réorganisation de l'armée, et dont il réclame, au contraire, le renforcement. Le président du FN est favorable à une armée de métier mais demande également que le budget de

la défense atteigne 5 % du produit intérieur brut. De même, il se prononce pour un service volontaire, mais militaire. Vendredi 13 juillet, à l'ouverture de l'université d'été des jeunes, à Neuilly-sur-Barangeon (Cher), il a chaudement encouragé les nouvelles recrues à « servir dans les forces armées, même pour un temps minimum ». « L'armée, la marine ou l'aviation, l'état militaire sont irremplaçables pour vous faire acquiescer, que vous soyez fille ou garçon, les qualités qui sont nécessaires dans la conduite de la vie et des responsabilités », a-t-il lancé.

L'après-midi du 14 juillet, le président du Front national a présidé la « fête des tricolores de Provence », organisée par son parti à Saint-Martin de Crau (Bouches-du-Rhône). Une fête où les militants pouvaient se rafraîchir dans des guinguettes appelées « Au petit bistrot, chez Bruno de Vitrolles » ou

« Chez Daniel de Marignane ». Daniel pour Daniel Simonpieri, maire FN de Marignane, et Bruno, pour Bruno Mégret, le délégué général qui brigue la mairie de Vitrolles. Les militants pouvaient faire provision d'ouvrages ultra-nationalistes et de breloques diverses, avec la flamme du FN ou le portrait de son chef.

COMPLOTS

M. Le Pen a centré ses attaques contre M. Chirac. Qualifiant l'intervention télévisée du chef de l'Etat de « navrant et presque pathétique », le chef du parti d'extrême droite s'est déclaré « navré de voir que le président de la République (...) ait donné une impression aussi pitoyable de faiblesse et de franchise médiocre ». « Il faut démissionner avant qu'il ne soit trop tard (...), s'est-il écrit à l'intention de M. Chirac. Si vous estimez ne pas

pouvoir remplir votre mission, retirez-vous ! »

M. Le Pen a ensuite dénoncé quelques-uns de ces fameux complots qui, selon lui, menacent la France. L'un est démographique. « Une volonté secrète » voudrait « abaisser notre pays à un niveau démographique tel qu'il justifie l'abîme qu'il faut de plus en plus d'immigrés pour payer nos retraites ». L'autre a trait à des « volontés plus politiciennes que sportives » qui se seraient manifestées lors de la composition de l'équipe de France de football lors de l'Euro et auraient montré une « intention délibérée de projeter par la France telle que la souhaitent ceux qui nous gouvernent », à l'opposé des vœux du FN : une France multiraciale.

Christiane Chombeau

Le gouvernement cherche vingt-deux « préfets sanitaires »

Cinq cents candidatures ont été déposées au ministère des affaires sociales pour diriger les agences régionales hospitalières

LA PETITE ANNONCE aurait pu être rédigée ainsi : « Gouvernement recherche responsables de haut niveau, du secteur public ou privé, pour mettre en œuvre la réforme du système hospitalier ; prise de fonctions au 1^{er} septembre. » Plus classiquement, les pouvoirs publics ont publié un avis au Journal officiel. La première étape de la réforme hospitalière, inscrite dans l'ordonnance du 24 avril, passe, en effet, par la nomination des directeurs des vingt-deux agences régionales de l'hospitalisation. Ces groupements d'intérêt public, dont l'exécutif sera composé à parité de représentants de l'Etat et de l'assurance-maladie, géreront les dotations financières allouées à ce secteur (300 milliards), signeront des contrats d'objectifs et de moyens avec les établissements (hôpitaux, cliniques) et procéderont aux restructurations du tissu hospitalier, qui est le plus dense d'Europe.

LES DRASS « DÉPOUILLES »

Alain Juppé souhaite que les nominations en conseil des ministres de ces « préfets sanitaires » interviennent fin juillet, afin qu'ils puissent prendre leurs fonctions début septembre. Ils auront alors jusqu'au 31 décembre 1996 pour établir la convention précisant dans quelles conditions les agents de l'Etat (directions régionales et départementales de l'action sanitaire et sociale, DRASS et DDASS) et des caisses primaires et régionales d'assurance-maladie (CPAM, CRAM) seront mis à la disposition des agences. Un membre de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), Rémy Dhucque, a été chargé par le gouvernement de réfléchir aux moyens de faciliter ces transferts de personnels.

A ce jour, environ cinq cents candidatures ont été déposées au ministère des affaires sociales. M. Barrot a demandé à trois experts d'auditionner les candidats : Jean-Claude Auroseau, ex-préfet de Paris et de la région Ile-de-France ; Jean Choussat, ancien directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris ; Dominique Le Vert, qui fut directeur général de l'administration et de la fonction publique. Ces personnalités lui remettront une pré-élection courant juillet.

Le gouvernement a souhaité ouvrir le recrutement en ne réservant pas ces postes aux gestionnaires traditionnels du secteur social, mais en les proposant à des responsables issus du secteur privé ou ayant d'autres formations (ingénieurs, médecins...). Par un tropisme naturel, ce sont pourtant les directeurs de DRASS et de DDASS

et des responsables d'administrations centrales des ministères (sous-directeurs, chefs de service...) qui se sont présentés en masse. Plusieurs directeurs de grands hôpitaux et des membres de l'IGAS ou de la Cour des comptes se sont aussi portés candidats, ainsi que quelques dizaines d'ingénieurs.

Les salaires annuels proposés sont attractifs pour des hauts fonctionnaires dont les dévouements de carrière sont bouchés : ils oscillent entre 500 000 et 600 000 francs brut pour des postes à hauts risques dont les titulaires peuvent être révoqués du jour au lendemain par le gouvernement. Si la moitié des « DRASS » se sont portés candidats, « c'est aussi par lucidité, analyse un observateur du secteur. Les DRASS vont être dépourvues de leurs attributions dans le domaine hospitalier par les agences ».

Les directeurs d'agence auront une tâche considérable. Ils devront d'abord s'imposer dans un environnement hostile. Les caisses d'assurance-maladie, qui financent les dépenses hospitalières, sont réticentes vis-à-vis des agences, même si celles-ci leur donnent a priori plus de pouvoirs qu'elles n'en avaient jusqu'à présent. Les DRASS se remanifesteront difficilement d'avoir été amputées du contrôle des hôpitaux, qui représentaient une part importante de leur activité. Quant à certains préfets, ils n'ont pas apprécié de perdre toutes leurs attributions en matière de politique hospitalière.

HOMMES A POIGNE

Les autres obstacles viendront de la nature des missions des agences : fermer ou reconstruire des services, voire des hôpitaux entiers. En 1994 et 1995, l'élaboration des schémas régionaux d'organisation sanitaire a montré que la tâche est d'une extrême difficulté, l'hôpital se situant au point de rencontre des pouvoirs des élus, des syndicats et du corps médical. Les directeurs devront, selon de bons observateurs, être des hommes à poigne ne redoutant ni les potentats locaux, ni l'administration centrale, ni leur ministre de tutelle.

Mais le premier obstacle pourrait résider dans les hommes eux-mêmes. « Je suis fasciné par l'esprit de soumission qui anime le haut fonctionnaire français », confie un ancien « baron » du ministère des finances. Or les « préfets sanitaires » devront être plus que les exécutants d'une politique décidée à Paris. Il est peu probable qu'ils répondent tous à ce profil.

Jean-Michel Bezat

Le « méchoui des libertés » de l'association Toulon, c'est nous aussi

TOULON

De la Poncette à la Beauchère, de l'est à l'ouest de Toulon, Akila a toujours vécu en cité. Elle en a partagé les problèmes de « moules » et de chômage. A vingt ans, elle a gardé sa double nationalité française et algérienne et se refuse à choisir entre l'une et l'autre : « Là-bas sont mes racines, ici est ma vraie culture, ma patrie... Cette double appartenance devrait être une richesse. C'est pourquoi elle a « décidé de se battre pour ceux et celles qui sont exclus, que le Front national montre du doigt en même temps qu'il tente de les amadouer ». Akila est heureuse de participer à ce « méchoui des libertés », organisé par l'association « Toulon c'est nous aussi », dans cette cité de Sainte-Musse, à l'est de Toulon. Là, où, dans la bonne humeur, plusieurs centaines de personnes se rencontrent,

bavardent et s'accrochent parfois sur la position à adopter face à la mairie frontiste « qui est entrée dans l'ère de la récupération douce ».

Pendus dans la foule, Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, et Bernard-Henri Lévy ne bénéficient pas de faveurs médiatiques particulières : jeunes et adultes les accablent, les interrogent. Pendant que Cheb Mami et Mory Kanté font un « bouef » avec de jeunes rappers dont le thème de prédilection est le combat par le vote. C'est aussi l'un des thèmes privilégiés de « Toulon c'est nous aussi », né au lendemain de l'arrivée du Front national en mairie de Toulon.

Akila n'a pas assisté au défilé du 14 juillet, estimant que « Le Pen et les siens veulent récupérer la liberté, l'égalité et la fraternité : trois notions qu'ils rejettent dans leur politique ». Elle n'a pas non plus participé au cortège des sept cents syndicalistes qui ont manifesté ce même 14 juillet

contre le plan gouvernemental et les suppressions d'emplois... C'est qu'elle est « plutôt méfiante » vis-à-vis des politiques et des syndicats, « tellement absents du quotidien et si rares à cette fête. Dans l'association, j'ai appris la droite, les partis, les différences, et surtout le droit à l'expression et l'importance de la parole ».

Akila s'occupe d'un petit journal de quartier diffusé dans les autres cités toulonnaises, car elle pense que « tout le monde peut et doit s'exprimer, notamment par les urnes, et hors de ce front républicain, qu'on nous avance comme une solution miracle et qui pourrait être une nouvelle et cruelle déception. Notre front républicain, il est là... », toutes ces personnes qui font la fête pour prouver qu'elles sont confiantes et déterminées.

José Lenzini

RÉGIONS

La grande fête Brest 96 va continuer en baie de Douarnenez

BREST

Un monde fou, fou, fou. Brest, qui jusqu'à ces derniers jours témoignait encore son inquiétude devant l'avenir des emplois à l'arsenal et la nouvelle configuration de la marine, s'est laissé glisser avec bonheur dans une fête débordante de chaleur populaire. Dimanche soir 14 juillet, alors que le rassemblement de vieux gréements avait encore deux jours devant lui, les organisateurs de Brest 96 estimaient déjà à huit cent mille le nombre des visiteurs. Deux mille six cents bateaux, grands ou petits, du gomier de la Martinique à la grande goélette traditionnelle, en passant par la pirogue de Taïwan, étaient au rendez-vous : soit six cents bateaux de plus que lors de la manifestation précédente, il y a quatre ans.

Le site d'accueil avait été lui-même agrandi, vaste déambulateur allant de l'amorce du port de réparation navale à l'enceinte de l'arsenal, ouverte pour la circonstance, en passant par les quais du port de commerce.

Le spectacle était sur l'eau avec, à certains moments, plus de mille bateaux regroupés, dans une sorte de ballet nautique décousu, bigarré, sonore, où les esquifs croisaient des monstres comme le trois-mâts ukrainien Khersones, de 108 mètres de long,

le plus grand voilier de la fête, mais aussi le cotre corsaire Le Renard.

Dimanche aussi, Brest 96 s'est offert deux moments forts. La gabare Notre-Dame-de-Rumengol, un duné de 22 mètres remis à neuf, a été lancée selon les procédures anciennes. Après huit minutes de suspense, ses 80 tonnes ont descendu le slipway et filé dans l'eau, décrivant un superbe premier cercle. Des rameurs costauds ont accroché une amarre et l'ont remorquée.

GRAND SPECTACLE

Dimanche soir, la foule avait rendez-vous avec la musique traditionnelle bretonne, un rassemblement de cent sonneurs représentant vingt-six « bagadous ». De plusieurs points de la fête, ils ont convergé vers l'héliport de la préfecture maritime pour jouer finalement ensemble quelques minutes sous la direction d'un seul « penn sonneur ».

Lundi après-midi, la régata des goélettes devait donner à nouveau un grand spectacle dans la rade, lever de rideau avant la finale brestoise, mercredi 17 juillet. Toute la flotille quittera alors le port du Ponant pour rejoindre Douarnenez, après avoir doublé la presqu'île de Crozon.

Pour quatre autres jours de fêles, jusqu'au 20 juillet, comme un retour de noces. (Interim.)

Nice porte plainte après l'échec du Festival de films de télévision

NICE

Jacques Peyrat, qui a récemment adhéré au RPR, a laissé éclater sa colère en dénonçant une partie des comptes du Festival, le premier Festival international des films et feuilletons de télévision, qui s'est achevé il y a quelques jours à Nice. La ville qu'il dirige aurait-elle été flouée ? Le maire dispose, indique son entourage, de suffisamment d'éléments selon lesquels « les termes de la convention passée entre Festif Organisation et la municipalité n'ont pas été respectés ». Le 10 juillet, la ville s'est constituée partie civile et a déposé une plainte contre X... pour abus de confiance et escroquerie. Cette plainte traduit l'inquiétude de la mairie face aux nombreux créanciers de Festif Organisation.

Ce premier Festival international de télévision, qui voulait être un petit écran ce que Cannes est au cinéma, s'est achevé sans atteindre ses objectifs. Bien que la manifestation ait bénéficié d'une forte couverture médiatique, on ne retrace pas vingt mille spectateurs environ, selon les organisateurs, sur les cent mille attendus. Quant aux cent stars « à l'affiche », une quarantaine ont répondu à l'appel, y compris l'inusable Robert Stack (Les Incorruptibles) et Peter Graves (Mission Impossible). Ils ont dû repartir du service sans pour autant sauver le Festival, ponché de coups retentissants.

A l'opéra, la cérémonie de clôture a été boycottée par la plupart des médias, relégués au poulailler. Georges Desrières, qui devait recevoir un Ange d'Or, a attendu en vain une voiture officielle du Festival à son domicile, près de Grasse. L'organisation lui a suggéré de prendre un taxi. Il a préféré aller se coucher.

Plus grave, le marché des programmes audiovisuels a brillé par son absence, constaté-t-on à la mairie, tout en admettant avoir fait confiance, dans un premier temps, à Festif Organisation. Une

subvention de 3 millions de francs avait été votée par le conseil municipal, le 14 mars, pour cette manifestation dont le budget s'élevait à 7,6 millions de francs. La ville a déjà versé près de 2 millions de francs. Or, trois jours avant le lever de rideau, la mairie aurait constaté que les termes de la convention n'étaient pas respectés par les organisateurs. Un audit est en cours. Conséquence, le solde de 1 million de francs ne pourra être débouqué par la municipalité qu'après présentation du bilan comptable, certifié par un commissaire aux comptes.

CHÈQUES EN BOIS

Le président du Festival, Jacques-Eric Tazartes, s'est montré résolument confiant juste avant le dépôt de plainte, assurant que « le budget sera bouclé dans deux ou trois semaines », mais la vingtaine de sociétés prestataires de services exigent le paiement de leurs créances (5 millions de francs au total, 1 million de francs selon M. Tazartes). Certains créanciers ont reçu des chèques en bois émis sur la banque San Paolo par Festif Organisation. Une société de logistique spécialisée dans le spectacle souffre d'un manque à gagner de près de 300 000 francs.

Comment les organisateurs ont-ils utilisé l'argent des subventions ? L'interrogé l'opposition municipale, Paul Cutorello (PS) assure qu'« aucune précaution n'a été prise par la majorité municipale quant au sérieux des organisateurs ». Quant à Charles Carassa (PCF), il estime que la ville s'est « fait avoir ». Il a demandé au maire que la convention engageant la ville pour trois ans soit dénoncée. M. Peyrat a précisé, dans un communiqué, que « la ville s'en tiendra aux termes de la convention approuvée en conseil municipal ». Or, celle-ci stipule que l'organisation supportera seule les conséquences d'un éventuel déficit.

Paul Barelli

Pour vous aider à réussir

Stages intensifs et préparations annuelles
• SCIENCES PO : entrée en 1^{re} et 2^e années.
• GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE - HEC & ESC et admissions parallèles : bac+2 et bac+3.
• Grands concours juridiques : EPF (CEPA) et ENM.
• DROITSC.ECO : soutien méthodologique universitaire.
• Concours d'entrée en MSTCE.

ISTH La confiance - La performance
Enseignement Supérieur Privé
DEPUIS 1954 Tél. 42.24.10.72+ Minitel 3615 ISTHES

SANTÉ Deux rapports d'enquête inédits de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de la direction de l'inspection générale de l'Assistance publique-Hôpitaux de

Paris (AP-HP) font état de « graves irrégularités, dont certaines sont susceptibles de qualifications pénales », à la Pharmacie centrale des hôpitaux de Paris (PCH). ● OUTRE

une série de détournements de fonds pour un montant de 7 millions de francs au préjudice de la PCH, l'IGAS a constaté que des médicaments avaient été revendus « dans

des conditions inacceptables, voire scandaleuses », notamment à des sociétés commerciales d'import-export. ● LE MINISTRE du travail et des affaires sociales a engagé une

procédure disciplinaire contre Bernard Certain, praticien hospitalier, directeur de l'unité logistique de la PCH, qui a été suspendu de ses fonctions, vendredi 12 juillet.

De « graves irrégularités » constatées à la Pharmacie des hôpitaux de Paris

Les constatations de l'inspection générale des affaires sociales ont entraîné la suspension de Bernard Certain, directeur de l'unité logistique de l'établissement. Dans un communiqué diffusé lundi 15 juillet, l'Assistance publique affirme avoir engagé une réforme de la PCH

C'EST le portrait d'une pétardière que brosse l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) à propos de la Pharmacie centrale des hôpitaux de Paris (PCH), dans un rapport encore inédit, remis mercredi 10 juillet au directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). La mission de l'IGAS a d'ores et déjà débouché sur une mesure exceptionnelle dans le milieu des praticiens hospitaliers : la suspension par arrêté ministériel, vendredi 12 juillet, de Bernard Certain, directeur de l'unité logistique de la PCH, contre qui une procédure disciplinaire a été engagée. M. Certain est par ailleurs ancien secrétaire général du Syndicat national des pharmaciens hospitaliers et praticiens universitaires (Snpup).

Alerté, dès sa nomination en septembre 1995, par de nombreux mouvements de matériels informatiques dans son établissement, le nouveau directeur de la PCH, Martin Hirsch, avait sollicité en février une enquête administrative interne, qui avait conclu à l'existence de multiples irrégularités et de faits délictueux. Quatre agents de la PCH, dont le directeur des services économiques et financiers, Jean-Pierre Bibinet, avaient été suspendus ou licenciés. Une plainte contre X avec constitution de partie civile avait été déposée le 2 mai et une instruction confiée à un juge parisien.

Dans son rapport de plus de trois cents pages (hors annexes),

qui sera transmis au parquet de Paris, l'IGAS relève à son tour que « des pratiques irrégulières, voire délictueuses, ont pu se poursuivre impunément pendant plusieurs années, en particulier sur le site de Nanterre, sans aucun contrôle ni sanction ». Outre des dérives inquiétantes en matière de vente de médicaments (voir ci-dessous), l'inspection évoque « une contagion des défaillances individuelles » et recense jusqu'à vingt-huit agents impliqués dans des irrégularités ou malversations. Le préjudice financier pour la PCH a été estimé, entre 1988 et 1996, à plus de 7 millions de francs.

Les inspecteurs de l'IGAS ont notamment mis au jour l'existence d'une myriade d'associations, créées et dirigées pour nombre

d'entre elles par des responsables de la PCH et ayant leur siège social à la Pharmacie centrale. Ces associations salariaient des agents de la PCH, qui, sans autorisation préalable et en totale contradiction avec leur statut d'agents de la fonction publique, arrondissaient ainsi leurs fins de mois.

FAUX EN TOUS GENRES

L'IGAS pointe par ailleurs le rôle de l'Association pour la santé et le développement social (Asdes), créée en 1989 par M. Certain et contrôlée « quasi exclusivement » par ses collaborateurs et de proches parents. Cette association, dont l'IGAS demande la dissolution et la dévolution des biens à la PCH, a facturé des examens et des analyses réalisées par le labo-

rotoire de contrôle de la Pharmacie centrale et encaissé des recettes qui étaient normalement destinées à celle-ci. L'Asdes, qui intervenait notamment dans les pays en voie de développement, a procédé de même à des actions de formation de pharmaciens et de cadres étrangers dans les locaux et avec les intervenants de la PCH. L'IGAS note par exemple que l'ad-joint du directeur de l'unité logistique, agent contractuel employé à temps plein par l'AP-HP, « consacrait l'essentiel de son temps à des missions à l'étranger pour le compte de l'association », soit cent treize jours en 1995. En outre, il ressort du rapport qu'une société, Pharmadis, disposait sans contrepartie financière d'une palissade au sein même du laboratoire de contrôle de Nanterre.

Enquêtant tous azimuts sur les pistes tracées par l'inspection générale de l'Assistance-publique, l'IGAS a constaté de nombreuses autres irrégularités : établissement de faux en vue de l'acquisition de matériels informatiques, disparition de ces mêmes matériels..., paiement de prestations informatiques non exécutées, surfacturation sur l'entretien des espaces verts du site de Nanterre, détournement de fonds portant sur le recyclage des palettes de stockage des médicaments, dont le produit de la vente était reversé à l'association amicale des personnels de la PCH (AAPCH), puis, à partir de 1995, à l'association pour l'évaluation et la recherche sur les trai-

tements en toxicomanie (Thera T), créée par M. Certain.

Enfin, les inspections ont mis au jour l'existence d'une caisse noire, constituée à partir des recettes des distributeurs de boissons, baptisée « caisse des cafés ». Cette caisse noire à vocation « sociale », qui a fonctionné régulièrement jus-

qu'à l'achat de fleurs « offertes lors d'événements familiaux touchant certains agents », des cadeaux de départ en retraite, quelques galeries des rois ou encore certaines cotisations syndicales... Elle permettait également l'achat de timbres-postes ou le remboursement de contraventions et d'amendes.

Le ministre du travail et des affaires sociales a engagé, dès le 12 juillet, une procédure disciplinaire contre le directeur de l'unité logistique, Bernard Certain, qui, selon l'IGAS, « apparaît personnellement au cœur d'au moins cinq affaires faisant l'objet de constats d'irrégularités ». Estimant qu'ils ont péché « soit par ignorance, soit par complaisance », l'IGAS indique par ailleurs qu'on « ne saurait exonérer de toutes responsabilités les deux précédents directeurs de la PCH » : Michel Baur, actuel directeur de l'hôpital Henri-Mondor à Créteil, et Henri Cerceau, directeur de la PCH entre 1981 et 1991 aujourd'hui inspecteur général des services pharmaceutiques de l'AP-HP.

Dans un communiqué diffusé lundi 15 juillet, l'AP-HP souligne que son directeur général, Alain Cordier, « prendra les mesures individuelles qui relèvent de sa compétence » et que « la réforme de l'organisation de la PCH est engagée conformément aux orientations votées par [son] conseil d'administration le 23 juin ».

Jean-Michel Dumay

Un service public industriel et commercial

Apparue sous le nom d'apothicaire de l'Hôtel-Dieu, la pharmacie hospitalière, vieille d'un demi-millénaire, représente près de 12 % de l'ensemble du marché français du médicament, soit 10 milliards de francs. Au sein de cet ensemble, la pharmacie centrale des hôpitaux de Paris (PCH), créée en 1795, approvisionne en médicaments l'ensemble des établissements de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. La PCH emploie environ cinq cents salariés, dont une cinquantaine de pharmaciens, et dispose d'un budget d'exploitation de 3 milliards de francs.

Cet établissement de service public industriel et commercial constitue le premier pôle logistique européen d'approvisionnement médical. Son siège social parisien regroupe des laboratoires de physiologie, microbiologie et de toxicopharmacologie. Son unité logistique, située à Nanterre (Hauts-de-Seine), abrite un centre de stockage et de distribution, ainsi qu'une unité de production industrielle de médicaments non disponibles sur le marché et de produits spécifiques (morphine haut dosage, traitements pour maladies rares).

Des ventes de médicaments « inacceptables, voire scandaleuses »

LORS de son contrôle de la pharmacie centrale des hôpitaux de Paris (PCH), l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) a pointé des dérives inquiétantes en matière de vente de médicaments. Etablissement destiné à approvisionner quasi exclusivement les hôpitaux de l'Assistance publique de Paris (AP-HP), la PCH peut, dans un cadre juridique dérogatoire précis, fournir des médicaments à des tiers - particuliers, établissements de santé, organisation à but non lucratif et à vocation humanitaire -, soit pour des produits particuliers, soit en cas d'urgence. Or, remarquent les inspecteurs de l'IGAS, cette activité « hors AP-HP », gérée par la division extérieure de la PCH, située à Nanterre, qui représentait 15 % du chiffre d'affaires en 1984, en a généré 26,4 % en 1995, au mépris, la plupart du temps, des dispositions juridiques.

« Les ventes à des organismes extérieurs », écrivent Yves Carcenac et Pierre Delomenie, les auteurs du rapport, sont réalisées dans des conditions inacceptables, voire scandaleuses ». Cinq agents, non pharmaciens, sont par exemple habilités à débiter des commandes de stupéfiants. Par ailleurs, la classification des clients de la PCH apparaît si floue que « des clients ne sont humanitaires que dans la classification PCH » : seulement quatre des quarante-sept associations pharmaceutiques, comme Phytomax, Sinomax et Interface, mais de simples sociétés commerciales d'import-export. La fréquence de ces commandes, remarquent-ils, est « régulière ». Celles-ci ne correspondent pas à des cas d'urgence et les médicaments cédés ne sont pas, le plus souvent, des produits indisponibles. En outre, figurent parmi les produits revendus des médicaments « que la PCH n'est pas censée revendre », certains gros marchés lui ayant été effectivement dévolus, moyennant des conditions d'achat particulièrement favorables, à la condition expresse que ces médicaments ne soient pas rétro-cédés. Les inspecteurs ont aussi retrouvé trace de la vente de médi-

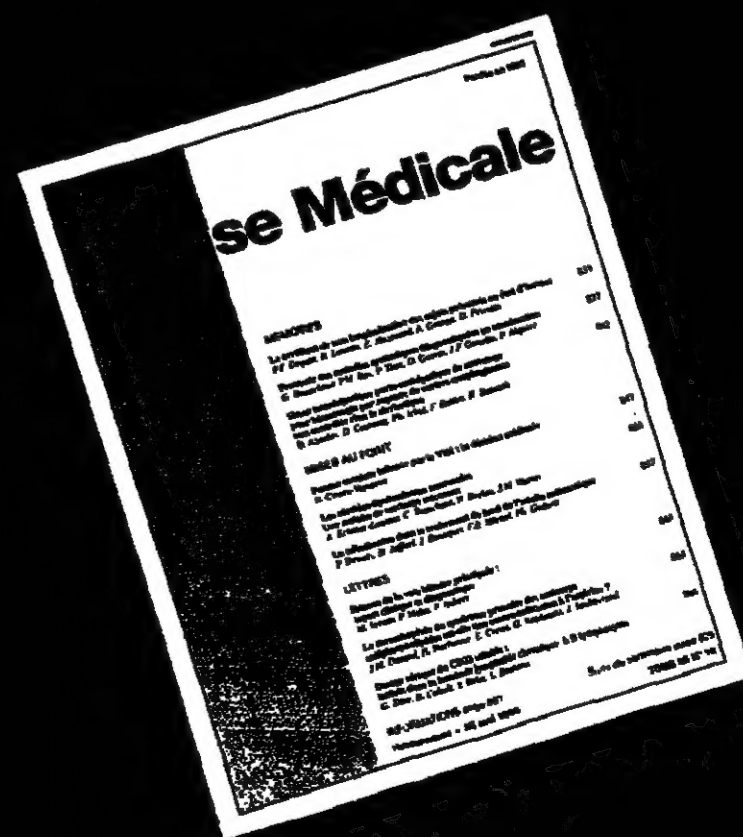
caments classés comme stupéfiants, « dérivés opiacés susceptibles d'être l'objet d'un usage détourné : ampoules injectables de chlorhydrate de morphine, Palfium, Temgesic », etc., et de médicaments pris en charge par les organismes d'assurance-maladie et non réservés à l'usage hospitalier, tels qu'Augmentin, Théralone, Temesta, Lézomil, « dont rien ne justifie que des organismes, fussent-ils humanitaires, ne s'approvisionnent auprès des laboratoires fabricants ».

Enfin, les enquêteurs de l'IGAS se sont préoccupés de l'achat, du contrôle de la prise en charge et de la distribution de l'hormone de croissance dont la PCH est responsable au plan national. Ils estiment que certaines des clauses des contrats d'achat des six hormones de croissance synthétiques actuellement commercialisées en France « reviennent à faire financer par l'Assistance publique soit des essais cliniques dont les laboratoires [pharmaceutiques] sont promoteurs, sans que les produits transitent par la PCH, soit la trésorerie desdits laboratoires ». Ils notent qu'« il n'y a eu au sein de la PCH ni suivi des bons de commande, ni contrôle des factures par rapport aux termes des marchés, ni vérification des bons de livraison par les fournisseurs ».

Les inspecteurs remarquent, enfin, que la PCH s'est déchargée de ses fonctions opérationnelles sur deux sociétés privées : T2A et le Centre de spécialités pharmaceutiques (CSP), faisant office de dépositaire pharmaceutique pour la province, contrairement aux dispositions du code de la santé publique. Ils indiquent que, pour ce médicament spécifique, « les patients, au moment de la délivrance des produits, n'émargent aucun document ». Ils relèvent, en conclusion, que la pharmacienne de la société T2A chargée d'effectuer et de contrôler l'exécution d'actes pharmaceutiques « n'est inscrite à aucun tableau d'une section de l'Ordre national des pharmaciens, et exerce donc en toute illégalité ».

J.-M. Dy.

On ne peut pas passer sa vie sans savoir.



CEP
COMMUNICATION

Masson, un éditeur du groupe C.E.P. Communication.

Le taux de réussite au baccalauréat a atteint le niveau record de 76 %

La proportion de lauréats par génération diminue

En 1996, le taux de réussite au baccalauréat continue sa progression pour atteindre 76 % en moyenne alors que le nombre de lauréats est en

diminution. Sur les 609 000 candidats, 463 000 sont devenus bacheliers, selon les chiffres publiés, lundi 15 juillet, par le ministère de l'éduca-

tion nationale. Un creux démographique et une moindre orientation vers la classe de seconde expliquent cette baisse.

LE SUPERLATIF s'impose cette année pour qualifier la deuxième cuvée du baccalauréat réformé par François Bayrou : 76 % des candidats ont été reçus, taux jamais atteint. Sur les 609 000 candidats présentés, des séries générales, technologiques, professionnelles et agricoles, 463 000 sont devenus bacheliers, selon les chiffres publiés, lundi 15 juillet, par le ministère de l'éducation nationale. Le baccalauréat 1994 méritait déjà la mention « particulièrement brillant » avec son taux de réussite de 73,4 % et les résultats de 1995, atteignant 75,2 %, avaient été jugés « excellents » par le ministre.

En dépit de cet exceptionnel taux de réussite, on compte 17 000 lauréats de moins qu'en 1995. Un creux démographique explique en partie ce phénomène, qui s'est déjà traduit par une baisse importante (de 5 % environ) du nombre de candidats présentés (Le Monde du 18 juin). La diminution du nombre de bacheliers, qui devrait alléger un peu la rentrée universitaire, s'explique aussi par la politique d'orientation suivie à partir de 1992 à l'issue du collège.

Depuis cette date en effet, de moins en moins d'élèves sont orientés vers le lycée général ou technologique (lire le tableau) au profit du lycée professionnel (même si ces orientations tendent, elles aussi, à diminuer). Or la voie professionnelle conduit moins souvent au baccalauréat que la filière générale ou technologique. Les nouveaux lycéens parvenus en seconde au moment où le passage vers le lycée s'est rétréci, arrivent ainsi aujourd'hui au baccalauréat en rangs moins serrés que leurs aînés.

Autre conséquence, la proportion d'une génération qui décroche le baccalauréat n'augmente pas cette année, « et même diminue » selon le ministre, alors qu'elle n'avait cessé de croître depuis que l'objectif des « 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat » avait été fixé par les pouvoirs publics, au milieu des années 80. La proportion d'une génération « au niveau » du baccalauréat, c'est-à-dire entrée dans une classe préparant à cet examen-sésame, avait déjà commencé à diminuer en 1995. Passée de 40,8 % en 1987 à 67,1 % en 1994, elle était redescendue pour la première fois à 63,7 % en 1995. Cette année, 61 % de jeunes ont obtenu le baccalauréat au lieu de 63 % en 1995. Ce pourcentage, qui traduit les progrès spectaculaires de la scolarisation ces dernières années, passait pour la première fois la barre des 50 % en 1992. En 1986, voilà tout juste dix ans, il n'était que de 30 %.

Moins de candidats en 1996

	Présentés	Admis	Taux de réussite	Présentés	Taux de réussite	Différence
BACCALAURÉAT GÉNÉRAL	347 102	258 235	74,4 %	-42	75,2 %	-0,8
Série L	90 379	64 965	71,9 %	-7	71,7 %	-0,1
Série ES	95 545	67 903	71,1 %	-68	72,2 %	-1,1
Série S	161 178	125 367	77,8 %	-7	78,4 %	-0,6
BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE	146 239	130 344	89,4 %	-5	75,8 %	-13,6
Industriel	57 749	42 765	74,1 %	-2	68,4 %	-5,7
Tertiaire	108 490	87 579	80,7 %	-3	79,5 %	-1,2
BACCALAURÉAT PROFESSIONNEL	90 787	70 975	78,2 %	-39	73,0 %	-5,2
Industriel	38 340	28 505	74,3 %	-36	70,2 %	-4,1
Tertiaire	52 447	42 470	81,0 %	-3	74,8 %	-6,2

Les causes de cette nouvelle tendance - un moindre passage au lycée après le collège - restent malaisées à déterminer. Cette orientation est le fruit des milliers de micro-décisions des conseils de classe et des chefs d'établissement, ainsi que des choix et des décisions des familles.

En série générale seuls les littéraires sont en progression

Officiellement, elle n'a fait l'objet d'aucune instruction publique, mais la poursuite de cette pente depuis trois ou quatre ans, incite tout de même à s'interroger. Assisté-t-on à un revirement dans l'attitude des familles, pourtant très demandeurs d'un allongement de la scolarité ces dernières années ? Jugent-elles qu'il existe une difficulté croissante, réelle ou supposée, à suivre les filières générales ? Sont-ce surtout les enseignants et les chefs d'établissement qui ont fait la différence ?

Nul doute en tous cas, que les élèves et leurs familles examineront cette année encore avec soin les résultats par série. Pour la deuxième année consécutive, les bons résultats du baccalauréat sont essentiellement imputables aux performances des séries technologiques et professionnelles : le « bac techno » vient encore en tête avec 78,4 % de taux de réussite, suivi par le « bac pro » (78,2 %), tandis que le bac général ferme le ban (74,4 %). Lors de cette session, sur 100 lauréats, 56 sont des bacheliers généraux, 29 des bacheliers technologiques, 15 des bacheliers professionnels.

Parmi les bacheliers généraux, seuls les littéraires connaissent un taux de succès en progression, bien que modeste. Les éventuels effets de réajustement liés au nou-

veau bac dans cette série, seront longs à mesurer car les épreuves anticipées de français ont été modifiées et une nouvelle épreuve de lettres s'est créée l'an dernier, en terminale, avec quelques tâtonnements. En série S, où se concentrent toujours les bons élèves, même si le taux de réussite reste le plus fort (77,8 %), il connaît une légère érosion (-0,6). Les ES (série économique et sociale) qui avaient connu d'exceptionnels résultats l'an dernier, s'attirant l'indulgence des jurys en raison des conditions difficiles imposées aux candidats, chutent cette année : -2,1 points, avec 71,1 % de réussites. C'est le taux le plus faible, toutes séries confondues.

Pour l'ensemble des baccalauréats technologiques et professionnels, c'est la bonne performance des séries industrielles qui retient l'attention. Le taux de réussite dans ces séries progresse respectivement de 3,7 points (bac

techno) et de 4,1 points (bac pro). Les séries littéraires détiennent pourtant le record absolu du taux de réussite : 80,7 % en technologique, 81 % en professionnel (+6,2 %).

Enfin, la tendance à la réduction des inégalités entre les académies se poursuit pour le bac général. Entre la meilleure, Rennes (78,8 % de réussite), et la moins bonne, Créteil (66,9 %), on compte 11,9 points de différence, alors qu'il y en avait en 1995 12,6 entre l'abonné aux lauriers, Strasbourg, et celle qui fermait la marche, la Corse. Ces écarts sont plus importants pour le bac technologique : près de 14 points de différence entre la Corse et les deux meilleures ex-aequo, Strasbourg et Orléans-Tours. Le fossé s'est tout de même comblé par rapport à l'an dernier, où 19 points environ séparaient Nantes, la meilleure, de la Corse.

Béatrice Gurrey

Une question sur un texte d'Emile Zola à l'origine d'une bavure à l'épreuve de français

Paris, Versailles et Lille sont concernées

EN 1995, on avait frôlé la catastrophe. Erreurs dans les sujets, méprise dans la distribution des enveloppes, épreuve trop difficile, rien n'avait été épargné aux candidats qui inauguraient le baccalauréat réformé, avec séries resserrées. Cette année s'est révélée moins fertile en rebondissements, bien que quelques enseignants aient éprouvé de l'agacement, au mieux, en recevant leurs convocations. Difficile en effet de se présenter à Taverny, Argenteuil et Franconville, le même jour à la même heure, comme cela a été demandé à un professeur de langues. Surtout lorsque l'on est convoqué la veille.

Vaillait que vaillât, le bac s'est tout de même passé, la grosse colère du ministre ayant porté ses fruits. Après les bourdes de 1995, François Bayrou avait sommé l'inspection générale de prendre ses responsabilités et de vérifier les sujets sous toutes leurs coutures. Cela n'a pas empêché le sort de tomber sur les plus jeunes, les lycéens de première qui passaient l'épreuve anticipée de français.

Pour procéder à l'« étude d'un texte argumentatif », nouvelle version du « bac français », les élèves devaient répondre à une série de questions, puis rédiger un travail plus personnel. Dans ce texte d'une cinquantaine de lignes tiré des *Œuvres complètes* d'Emile Zola, il s'agit de critiquer pour exposer sa conception de l'œuvre d'art. Il y est expliqué avec lyrisme ce qu'il demande à l'artiste : « c'est de se livrer lui-même cœur et chair, c'est d'affirmer hautement un esprit puissant et particulier, une nature qui saisit largement la nature en sa main et la plante tout debout devant nous, telle qu'il la voit ». Pour le romancier naturaliste, une œuvre d'art est « une personnalité, une individualité ».

L'auteur de Germinie déclare sa « plus profonde admiration pour les œuvres individuelles, pour celles qui sortent d'un jet d'une main vigoureuse et unique ». Clair jusqu'à la simplification, il écrit encore : « Ce que je cherche avant tout dans un tableau, c'est un homme et non pas un tableau ».

DÉBOUILLARDISE

« Par quels procédés s'expriment les oppositions entre les deux conceptions de l'œuvre d'art aux lignes 9 à 15 et 44 à 49 ? », était-il demandé aux candidats des académies de Paris, Versailles et Lille, dans une question notée sur quatre points. Or le dernier passage de Zola ne figurait pas dans les lignes indiquées. Si le candidat se contentait des lignes 9 à 15, comme on le lui demandait, il risquait, sinon d'aller au contresens, du moins de manquer une partie du raisonnement, selon bon nombre de professeurs de lettres qui l'ont rapidement fait savoir, après avoir découvert les sujets.

Or, la direction des lycées et collèges ne l'a pas entendu de cette oreille. Dans sa grande sagesse, elle a jugé que les candidats étaient assez fins pour avoir rétabli d'eux-mêmes la longueur de la citation nécessaire pour étayer leur argumentation. Chacun l'ignorait, mais le baccalauréat sert aussi parfois, à son corps défendant, à évaluer la capacité du candidat à exercer son esprit critique envers l'institution, et à tester sa débrouillardise.

Mais les autres, les dociles, les respectueux, les disciplinés, qui s'en sont tenus aux lignes 9 à 15, comme on le leur demandait ? Que l'on se rassure. Les consignes sont parties d'arrêt : pour ceux-là les jurys ont eu devoir d'indulgence.

B. G.

Le dispositif des aides à l'emploi des handicapés va être clarifié

Une mission d'expertise fera des propositions

DANS les méandres des aides à l'emploi, les personnes vivant avec un handicap sont particulièrement mal loties. Une mission d'expertise va être constituée pour mettre à plat l'ensemble des dispositifs, a annoncé, jeudi 11 juillet, Anne-Marie Couderc, ministre déléguée pour l'emploi, lors d'une réunion du Conseil supérieur du reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés. Le groupe de travail sera chargé de faire « le point des propositions existantes et des réflexions nouvelles » et de rédiger un « projet synthétique » soumis ensuite à concertation.

Dirigée par un inspecteur général des affaires sociales, la mission devra comporter une douzaine de membres, issus des administrations concernées, de l'Agence nationale pour l'emploi, de l'Agence pour la formation professionnelle des adultes, des organisations syndicales et patronales, des équipes de préparation et de suite de reclassement (EPSR), des programmes départementaux d'insertion (PDI) et de la médecine du travail.

« Aucun sujet ne doit demeurer tabou », a assuré M^{me} Couderc, qui s'est demandée si l'absence d'obligation pour certains emplois devait être maintenue et comment le quota légal de 6 % pourrait être appliqué dans les petites et moyennes entreprises. « Ne doit-on pas réfléchir à être plus incitatif que répressif ? », a questionné M^{me} Couderc. Les derniers bilans font en effet état de 4,11 % de personnes handicapées employées en France en 1995. Un chiffre encore insuffisant face au taux obligatoire de 6 % instauré par la loi du 10 juillet 1987 dans les entreprises de plus de vingt salariés. La solution de remplacement qui consiste à payer des pénalités plutôt qu'à embaucher est encore utilisée par 48 % des cent mille entreprises concernées. Leurs contributions se sont élevées à 1,593 milliard de francs en 1995.

Dans une « plate-forme commune » adoptée la veille, l'Association nationale pour l'insertion des handicapés motuels, l'Association des paralysés de France, la Fédération nationale des handicapés du travail et des handicapés, le Groupement pour l'insertion des personnes handicapées physiques, la Ligue pour l'adapta-

tion du handicapé physique au travail et l'Union nationale des poils de France déplorait que « l'emploi des personnes handicapées en milieu ordinaire ne progresse plus ». Les six associations demandaient « une clarification des dispositifs mis en œuvre depuis les dix dernières années » afin que « la durée moyenne du chômage d'une personne handicapée ne soit plus le double de celle d'une personne valide ». « Des sommes considérables prélevées sur le fonds Agephiph asso-

Plus de 1,5 milliard de francs collectés en 1995

L'Association pour la gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agephiph) a collecté 1,593 milliard de francs en 1995 auprès de 41 812 établissements assujettis au quota légal de 6 %. « Plus de 2,7 milliards de francs ont été engagés » en faveur de l'insertion, précise l'Agephiph, pour un total de 113 987 bénéficiaires. Parmi eux, 33 332 personnes ont bénéficié d'une « prime d'insertion », 14 668 ont été maintenues dans leur emploi et 23 135 ont suivi une formation.

claire pour la gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées ont été injectées » sous différentes formes (primes à l'embauche, adaptation des postes de travail, formation, etc.), précisent les associations. Celles-ci se sont interrogées sur « l'effet réel des primes à l'embauche » dispensées par l'Agephiph. « L'utilisation d'un budget de plus de 400 millions de francs à ce seul usage, sans qu'une évaluation exacte de sa pertinence ne soit faite, ne peut durablement continuer », ont-elles notamment estimé.

Sans remettre en cause sa fonction, M^{me} Couderc a affirmé de son côté que « les relations avec l'Agephiph doivent être clarifiées ». Enfin, le ministre a jugé nécessaire de « privilégier à tout prix la lutte contre le chômage des 120 000 handicapés demandeurs d'emploi ».

Laurence Folléa

Des publicités vantant des produits miracles sont interdites

DES PUBLICITÉS MENSONGÈRES vantant des méthodes miracles pour faire fondre les kilos superflus ou disparaître la cellulite, lutter contre le stress ou stopper les problèmes d'incontinence, ont été interdites, signale le Journal officiel du samedi 13 juillet. Des réclames pour un dispositif de détermination de la période féconde à partir de la salive seront également bannies. Les onze sociétés concernées par cette interdiction devront stopper toute publicité trois semaines après la parution du Journal officiel. Par ailleurs, l'Agence du médicament a interdit les publicités de deux produits de laboratoire pharmaceutique, considérant qu'ils ne sont pas présentés de « façon objective ». Il s'agit d'une hormone progestative utilisée dans le traitement palliatif du cancer du sein (Megace du laboratoire Bristol Myers Squibb) et d'un médicament contre l'insomnie (Muvone 7,5 mg du laboratoire Thérapix).

Le dernier rescapé du gouffre Berger remonté à la surface

LE DERNIER DES SIX SPÉLÉOLOGUES bloqués depuis le 7 juillet au fond du gouffre Berger dans le Vercors (Isère) a retrouvé l'air libre, dimanche 14 juillet. Blessé et affaibli, il a dû être transporté sur un brancard sur la totalité du parcours. Les opérations de secours, qui mobilisent 250 spéléologues depuis le 9 juillet, prendront fin en début de semaine avec la remontée des corps des deux victimes, une Britannique de trente et un ans et un Hongrois de vingt-cinq ans, morts de noyade et d'épuisement. Les spéléologues ne s'étaient pas préoccupés des très mauvaises conditions météorologiques annoncées ce jour-là.

DÉPÊCHES

■ MONTAGNE : les corps de deux hommes, disparus dans les massifs de Foisans et du Mont-Blanc, ont été retrouvés samedi 13 et dimanche 14 juillet. Le premier, un tseré de trente-sept ans, avait été emporté par une avalanche le 7 janvier et le second, un randonneur âgé de quarante-neuf ans, avait fait une chute de 30 mètres le 5 juillet.

■ VANDALISME : environ 150 anarchistes, punks et militants antiracistes, originaires de plusieurs pays européens, ont commis, dimanche 14 juillet, des actes de vandalisme dans le centre de Dijon (Côte-d'Or). Ces jeunes gens, qui participaient à un « festival libertaire », ont brisé les vitres d'un restaurant, des abris et des pare-brise de voitures en stationnement.

LE MONDE diplomatique

Juillet 1996

- PROCHE-ORIENT : Les étranges ingrédients de la politique américaine, par Alain Gresh. - Le gouvernement israélien contre la paix, par Amnon Kapelbouk.
- ESPAGNE : Résurrection de l'Opus Dei, par Jésus Yañez.
- EUROPE : L'Adhésion du social, par Hubert Bouchet. - Faire de l'Union un levier pour l'égalité des sexes, par Éliane Vogel-Polsky.
- HONGKONG : Retour sans joie à la « mère-patrie », par Bernard Cassin. - Se forger d'urgence une identité culturelle, par Gérard Henry.
- AFRIQUE : Difficile reconstruction au Rwanda, par Colette Brackmann.
- DÉFENSE : Très chère armée professionnelle, par Jean-Louis Dufour.
- VILLES : Explosion urbaine, le sens de la démesure, par François Morellet-Ethard.
- COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE : Le monde dans tous ses États, par François-Gabriel Roussel.
- THÉÂTRE : Un art mort dans l'histoire, par Jean-Christophe Bailly. - Contre l'ennemi libéral, par Jean-Pierre Sarrazac. - Faire explorer la société française, par Gilles Costaz. - Italie, « scène civile » pour une résistance, par Gianfranco Capitta. - Royaume-Uni, la colère, toujours la colère, par Michael Billington.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F



GENS DE MER

Le bonheur foudroyé d'une sentinelle de l'océan

C E fut la décision la plus rapide de leur vie. Un pari, un élan. « Les gars de l'île se carapataient demain pour l'Angleterre. Vous venez ? » Ils ont fait signe que « oui », surtout qu'on les attendait. Quelle chance qu'un bateau ait songé à les prévenir et accepte de les prendre ! Le bruit et la violence des vagues interdisaient plus amples explications, voire une hésitation. Alors, en un éclair, les deux gardiens ont rassemblé quelques affaires, bandé la porte et abandonné Ar-Men, ce phare du bout du monde, bériné au large de l'île de Sein, au beau milieu des flots. Désertion de poste... La faute était grave. Mais les circonstances, pensaient-ils, ne l'étaient pas moins. En avant l'aventure ! L'île de Sein, ce 22 juin 1940, s'apparentait à entrer dans l'histoire.

Seulement voilà. Alors qu'il venait juste de débarquer à Sein et, étonné, s'entretenait avec d'autres hommes de la grande expédition du lendemain, Jean Lasbleis, l'un des deux gardiens, croisa malencontreusement sa femme. « Qu'est-ce que tu fais là ? Tu n'es pas au phare ? »

« J'en reviens. Mais je pars avec les autres en Angleterre ! Suite à l'appel du Général ! »

« En Angleterre ? Monsieur quitte son phare et part en Angleterre ! Comme ça ! Sur un coup de tête ! Et les enfants ? Tu as pensé aux enfants ? Tu te rappelles que tu as une famille ? Que tu dois la nourrir ? Tu vas me faire le plaisir de cesser ces enfantillages et de rentrer vite fait à Ar-Men ! »

Et voilà comment, le lendemain, alors que l'abbé Guillerm, entouré d'enfants de chœur, bénissait le départ des bateaux faisant cap sur la Manche, le gardien Jean Lasbleis, époux docile, regagna Ar-Men, phare mythique et humide planté dans l'océan.

« Ma mère a toujours eu un fameux caractère ! », commente joyeusement Guillaume Lasbleis, le fils, qui n'avait que trois ans quand s'est passée l'histoire. « L'administration n'a donc jamais su que, pendant toute une nuit, le phare d'Ar-Men était resté éteint. »

Ar-Men, « la pierre », en breton. Ar-Men, le phare. Sentinelle exemplaire à l'un des passages les plus exposés de l'Atlantique, armé sur une roche, depuis 1881, après qua-

torze années de travaux de forçats. Donjon sinistre et arrogant dont une immense photo, en noir et blanc, domine le salon de Guillaume Lasbleis, dans sa maison de l'impasse des Mouettes, au-dessus du port de Concarneau.

Il la regarde constamment : « C'est au moment de la relève d'un gardien ; la vedette essaie de se stabiliser, tout au bas de la plate-forme du phare et c'est un treuil qui permet une navette périlleuse entre le bateau et le phare. Gare au bain d'eau glacée ! »

G UILLAUME LASBLEIS sait de quoi il parle. Après deux tours du monde sur des navires de la marine nationale, à l'instar de son père Jean, et comme plus tard son fils Jean-Cyril, il a choisi d'être gardien de phare. « Et je n'ai jamais regretté ! Un bonheur de métier ! » Son père avait bien tenté de le dissuader. Ce n'est pas un métier d'avenir, disait-il à son fils. La paie n'est pas énorme, et

l'on ne voit pas ses gosses. Il est beau, sur le papier, le calendrier des relèves ! Vingt jours en mer, dix jours à terre... C'est compter sans le vent, la tempête, les vagues aussi hautes que le phare, qui font du gardien leur otage ! Cinquante-trois jours de phare, une fois, dans une tour qui tremble et une mer en furie ! Réfléchis donc. Réfléchis bien.

« C'était tout réfléchi. « Un jour où je passais le nez de Sein à bord d'un dragueur de mines, j'ai aperçu le gros phare de la Vieille. Et c'est fou ce qu'il m'a fait rêver. Et qu'il doit être bien, là-dedans, je me disais. Peinards ! Sans uniforme et personne sur le dos ! Libres entre ciel et mer ! La vraie vie ! » Alors, il a quitté la Royale. « Je commençais à exploser ! » Il a passé à Brest le concours des Phares et Balises. « Et, le 3 juin 1961, je montais à Ar-Men. »

Le verbe enthousiaste, Guillaume Lasbleis (« tueur de loup » en breton) commence alors à le

raconter de la table jointive d'un gardien « qui aime tout du phare ». Le vent, les cuivres, les mouillures ; la nuit, le parquet, la lanterne ; la cuisine, la lecture, la pêche ; l'étable, la tempête. La sensation d'être le maître du bâtiment, comme le capitaine d'un navire ; et l'idée qu'en tenant la lumière est un geste fraternel pour aider d'autres hommes.

Jamais une once d'ennui ! Jamais ! Ni à Ar-Men ni sur les îles littorales des Glénans, où il fut affecté plus tard. Sur un service de vingt-quatre heures – les deux gardiens alternent – on n'en a pas le loisir. Il y a le quart de nuit, que l'on prend à 1 heure : surveillance du feu dans la lanterne, observation du rythme de rotation de l'optique (à Ar-Men, trois éclats toutes les vingt secondes), détection de la brume. Si l'on ne voit plus le feu de l'île de Sein, il faut déclencher la sirène.

À l'aube, c'est la préparation du feu pour la nuit prochaine, puis le petit déjeuner dans la minuscule cuisine. « Je l'appellais mon étable. Tout à portée de ma main ! J'en devenais maniaque ! » Quand résonnent les sabots cloutés du confrère dans le grand escalier de pierre, il est temps de penser au repas du midi. « Les hommes ne se rendent pas compte combien la cuisine prend du temps ! C'est du boulot ! On faisait mijoter, on variait les menus. Il y avait les provisions moulées le jour de la relève, mais on préférait toujours le frais et je jetais une ligne : du lieu, du bar, une dorade, l'éclat, quelle merveille ! »

Une sieste s'imposait pour rattraper le sommeil, puis venait le dîner, l'accompagnement du feu, le premier quart de veille... Le lendemain était moins agité. Mais il y a l'entretien : l'optique, les cuivres, les parquets... « Dans ma chambre d'Ar-Men, je prenais des patins ! On nous l'a confié propre, on le rendra nickel. C'est un état d'esprit. D'ailleurs Ar-Men est si humide qu'il serait invivable si on le négligeait. »

Un jour, un directeur de l'administration des Phares et Balises annonça sa visite au phare. Ce fut le branle-bas de combat. Les vitres, les lampes, les cuivres, les pierres, les poignées... Tout était brillant, astiqué, impeccable. L'inspection se fit sans histoire. L'homme ne dit pas un mot. Mais dans un rapport ultérieur il regretta que les phares du Finistère ne soient pas fleuris.

Les jours de beau temps étaient jours de plaisir. « Un petit œil sur la mer, un autre sur le baromètre, hop,

je prenais mon matériel, en avant pour la pêche ! Un beau lieu assure plusieurs repas de la semaine. On avait même quelques casters ! Dormeurs, araignées, parfois un petit homard. La vie réserve toujours de belles surprises. » Guillaume Lasbleis fut un homme heureux.

M ÊME les jours de tempête n'étaient pas source de déplaisir. Le spectacle de la mer qui cognait à la porte, flagellait toutes les vitres, enveloppait le phare dans un nuage d'écume, l'enivrait en pimentant son ordinaire. « Quand on glisse dans son lit un soir de réelle furie, on pense aux gens en mer et on trouve le moment savoureux. »

Allons ! Quand le phare tremble, comme le dit la légende d'Ar-Men, que la pierre risquerait, que les fenêtres menacent d'être arrachées (comme c'est arrivé à Jean, le père), que la porte du bas (250 kilos) est en train de céder ? « On se dit que si le Bon Dieu existe, il n'est pas imaginable que le phare s'écroule. » Et un fumet de cuisine, la perspective d'un gâteau au four sont, dans ces circonstances, des griserie surprenantes.

Toujours, on s'occupe. Guillaume lit beaucoup. De tout. Il se servait bien sûr dans la bibliothèque du phare et, à chaque relève, apportait quelques munitions : « Balzac, Zola, Clavel, Giono, des romans d'aventures, Guerre et Paix et Le Docteur Jivago... Mais chaque gardien, dit-il, a son truc. « Au phare du Four, par exemple, j'ai connu un ancien pêcheur de l'île d'Yeu qui tricotait. Qu'on discute ou qu'on écoute un match de foot à la radio, il tricotait. Des pulls pour ses enfants, des pulls pour sa femme, des pulls pour lui ! » Les gars de Noirmoutier sont les spécialistes des bateaux en bouteille. D'autres font des dessins, d'autres sculptent des demi-coques avec le bois ramassé sur la côte.

Car la mer est toujours généreuse. Pas un matin où elle ne dépose sur la roche ou sur un bout de plage un déchet, un trésor. « Au phare des Moutons, c'était un rituel. Le premier debout faisait le tour de l'île et nous glanions chaque jour des surprises : des paquets de café sous vide échappés d'un canotier, des boîtes de lait Gloria, du bois d'épave, la Swatch d'un plaisancier ou les poubelles qu'un cargo avait jetées par-dessus bord ! »

L'atmosphère du phare dépend, bien sûr, du degré de complicité

entre les deux gardiens. Chacun doit y mettre du sien. Mais les frictions existent et une mauvaise météo n'arrange rien. Guillaume se souvient de l'histoire d'un gardien, qui, furieux de l'altération qui l'avait opposé aux deux autres, s'était caché à leur insu dans un coffre du plafond. Ils l'ont cherché des heures, fouillant tous les recoins du phare, inspectant même la roche et criant à tout va. Seul répondait le bruit de l'eau. Effondrés, persuadés qu'il avait été emporté par une lame, les deux hommes entamèrent une nuit de remords et d'effroi. Alors, quand le marin sortit comme un diable de son coffre, ils n'apprécèrent guère, et, à la relève suivante, le farceur fut viré.

« Un de mes collègues ne dessinait pas beaucoup les dents. Je m'en accommodais en entretenant moi-même la conversation, mais parfois ce même me pesait et je faisais des expériences : je ne dis plus un mot, on verrait combien de temps il tiendrait. Très vite, il s'étonnait : « Tu ne dis rien ? Ça ne va pas ? »

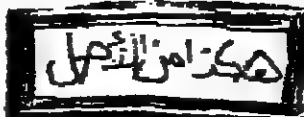
L E bines ? Non, tout au plus « un petit nuage de quelques heures ». Et Noël ? « Noël était joyeux au phare ! Des guirlandes dans la cuisine, une tenue plus soignée, la raie de cheveu à tribord. Une volaille, une bûche, une bouteille... » Quand un gardien se morfond d'être en mer, c'est qu'il n'a pas « le phare dans le sang ».

Guillaume Lasbleis l'avait. Comme son père. Comme son fils, qui versa des larmes le jour où il quitta son phare par hélicoptère, après avoir condamné pour toujours la porte du bas. Presque sans transition, on était passé du pétrole à l'électronique. Aujourd'hui, la plupart des phares de la côte s'allument, s'éteignent, fonctionnent de façon automatique. Guillaume s'occupe des feux de la région de Concarneau et rentre chaque soir chez lui, dans une maisonnette blanche de la cité des phares. De sa fenêtre, par beau temps, il aperçoit la petite île aux moutons où il passa quinze ans.

Chaque été, sa femme et lui réinvestissent la maison du gardien pour y passer leurs vacances.

Annick Cofean
Photographie : Jean Mourot

PROCHAIN ARTICLE :
Les épreuves initiatiques
de Max : le plongeur



Le Monde

ÉDITORIAL

M. Chirac dos au mur

LA déception ne peut être que vive pour tous ceux qui croient encore en la force de l'action politique. Car l'intervention télévisée du président de la République, à l'occasion de la fête nationale, semblait avoir surtout pour but de montrer que les hommes actuellement au pouvoir ne sont pas responsables de la situation du pays.

Qu'un dirigeant qui s'est fait élire sur sa capacité à imposer sa volonté affirme, aujourd'hui, que ce sont les Français par leur travail – et non le gouvernement par son action – qui peuvent faire revenir la croissance, que l'administration par ses lourdeurs freine les décisions des ministères, que les précédents gestionnaires du pays, qu'ils soient de gauche ou de droite, l'avaient conduit progressivement à la faillite, ce sont des difficultés que n'aurait pas à surmonter le chef de l'État.

En ce 14 juillet 1996, M. Chirac se trouvait placé le dos au mur par les réalités économiques, politiques et judiciaires. Il ne pouvait pas, ni ne pouvait vraisemblablement apporter de solutions nouvelles. Il souhaitait, simplement, faire œuvre de pédagogie. Ce qu'il fit clairement. Expliquer, expliquer encore,

expliquer toujours pourquoi il ne peut pas, pour l'instant, tenir les promesses qui lui ont permis de remporter l'élection présidentielle et pourquoi il n'est pas possible de revenir sur le virage de la rigueur pris le 26 octobre.

Ses électeurs ne peuvent être que déçus ; plus globalement, les Français vont se demander pourquoi ce sont eux qui sont rendus responsables, alors que depuis plus de vingt ans déjà tous les gouvernements leur ont, à un moment ou à un autre, demandé de se serrer la ceinture et de retravailler leurs mœurs. Ce qu'ils n'ont cessé de faire.

La majorité parlementaire, quoi qu'elle en dise publiquement, ne peut pas, non plus, être portée à l'enthousiasme. D'abord parce qu'elle est rendue responsable du climat de monotonie dans lequel elle baigne, sans que le moindre message d'espoir lui soit délivré. Ensuite, parce qu'il lui a été clairement indi-

qué que rien ne changerait. Ceux qui, en son sein, prônent une autre politique (Charles Pasqua et Philippe Séguin) ont été renvoyés à leurs rêves d'un revers de main. Ceux qui assurent que la même politique pourrait être conduite plus intelligemment (les balladuriers) ont été renvoyés à leurs erreurs passées. Quant à Alain Juppé, il a été, certes, félicité pour son courage et sa compétence, mais M. Chirac s'est bien gardé de se priver d'une des armes essentielles d'un président de la République : un changement de premier ministre.

L'espoir des collaborateurs du chef de l'État est que cette longue explication présidentielle pénètre les esprits et ne soit pas oubliée lors de la rentrée de septembre.

Il savent bien, pourtant, qu'ils ne sont maîtres ni du calendrier social, ni du calendrier judiciaire. Par conséquent, sans arme décisive sur le terrain de l'emploi, M. Chirac voudrait bien, au contraire, faire montre d'efficacité sur celui de la justice. Mais autant les Français considèrent le gouvernement comme responsable de la situation économique et sociale, autant il est un domaine où il n'accepte plus que le « politique » impose ses vues : la justice.

Hommages irrespectueux d'André François

Le peintre et dessinateur célèbre à sa manière quelques maîtres illustres.

Monet



Le difficile rodage du gouvernement Prodi

ROME

de notre correspondant

Qui gouverne vraiment en Italie ? A l'approche des fatidiques « cent jours » du gouvernement de centre-gauche du catholique Romano Prodi, la question se pose avec chaque jour davantage d'acuité. Et l'opposition de droite, toujours affaiblie après sa défaite aux élections du 21 avril et dirigée par un chef officiel, Silvio Berlusconi, de plus en plus « neutralisé » parce qu'impliqué dans deux procès (l'un pour corruption, l'autre pour transfert de fonds illicite à l'étranger), n'est pas la seule à faire l'Italie à l'interrogation.

Le fait est : le gouvernement Prodi n'arrive pas à décoller. Comme si ce long « rodage » venait non pas tant des difficultés de la route à parcourir, en l'occurrence celle, pour un gouvernement à forte tonalité de « gauche », d'endosser l'héritage qui réside à la construction européenne, à travers les critères de Maastricht, mais des ratés du moteur lui-même et des différentes pièces dont il est composé.

Des exemples ? Le 9 juillet, dans les diverses commissions de la Chambre des députés, le gouverne-

ment a eu des débats sur son document de programmation économique et financière, de la part de ses alliés de Rifondazione Comunista. Ces derniers exigeaient des concessions sur la politique salariale. Deux jours plus tard, ils auront en partie gain de cause, et il n'en faudra pas plus pour que de « rustine » de secours, Rifondazione Comunista fasse figure, selon les analyses, de « frein » ou d'« accélérateur » du gouvernement à part entière, indifférentement à gauche ou à droite de la conduite du gouvernement qui se veut de « centre-gauche ».

On imagine, à Rome, que le ralliement des communistes au programme économique traité depuis l'extérieur par Massimo D'Alema, secrétaire du Parti démocratique de la gauche (ex-PCI), la principale force de « l'Olivier » (la coalition au pouvoir), s'est peut-être concrétisé sur d'autres concessions – qui concerneraient les futures réformes constitutionnelles. Le gouvernement pourrait s'engager sur une nouvelle lecture du système électoral, plus favorable à la « proportionnelle ».

Cet incident a mis en évidence plusieurs malaises. Le premier, c'est que le climat social ne s'est pas apai-

sé : les grands syndicats sont divisés sur la politique économique du gouvernement. Certains estiment qu'ils ont été dépossédés de leur rôle de négociateurs sociaux. Le second, c'est que ce pas de deux politique a donné une impression de « sur-place ». Cela a provoqué quelques interrogations dans les milieux patronaux.

« L'EXPERIENCE »

Enfin, l'Italie n'a pas encore, semble-t-il, réussi à se doter d'un véritable « bipolarisme parfait » : « L'Olivier » n'est, en définitive, qu'une simple coalition de gouvernement. Le problème du leadership y reste en outre entier : Romano Prodi a gagné les élections et gouverne officiellement, mais ses alliés de Rifondazione, sont devenus plus nerveux, et certains, dont l'ambitieux ministre des affaires étrangères, Lamberto Dini, sont tentés par un jeu personnel. Quant au véritable moteur original de la coalition, Massimo D'Alema, il ne ménage ni critiques, ni suggestions, donnant l'impression, parfois, qu'il souhaiterait gouverner par « procuration ». Il est vrai qu'en jetant son parti dans l'aventure gouvernementale, c'est

lui qui aurait le plus à perdre d'un échec de l'« expérience ».

Et voilà le grand mot lâché, « l'expérience ». Tant il est vrai que beaucoup, voulant ignorer, à la fois, la désorganisation de l'opposition, la pugnacité du professeur Prodi et son désir d'accomplir son mandat « jusqu'en 2001 », préparent un peu vite sans doute « l'après-Prodi », comme si le gouvernement actuel n'était que la chrysalide imparfaite d'un futur sujet politique à venir, plus large, plus « consolidé ». Et dont la direction n'aurait plus qu'un seul visage.

Dans le pôle de centre-droit, Gianfranco Fini, chef de la droite nationale d'Alliance nationale, l'a compris. Il y a deux jours, il annonçait une ouverture au centre, à peine déguisée, destinée à faire de son parti le pivot de l'opposition de centre-droit. De son côté, Massimo D'Alema a pris largement les devants, en tentant de jeter les bases de ce grand parti « social-démocratique » dont il rêve pour dédoubler enfin le PDS de ses origines idéologiques. Il reste à savoir ce qui sortira vraiment des éprouvettes de « l'expérience Prodi ».

Marie-Claude Decamps

Les inquiétants mystères du sida

VANCOUVER

de notre envoyé spécial

Le temps passe, l'épidémie progresse, le virus change de visage et l'on comprend de mieux en mieux que le sida est une maladie sans précédent ; la peste d'un nouvel âge, face à laquelle les outils diagnostiques et les armes thérapeutiques sont encore largement inadéquates. Contrairement à certains bilans par trop enthousiastes, la onzième Conférence internationale de Vancouver n'aura guère fourni d'éléments permettant d'éclaircir ce sombre tableau. Même si l'on objecte, non sans raison, les données préliminaires, a priori encourageantes, de l'usage combiné des différents médicaments dirigés contre le VIH.

Dans la mythologie naissante des conférences internationales sur le sida, celle de Vancouver s'inscrit, de fait, comme celle de l'émergence des trithérapies. Après Berlin (1993) et Yokohama (1994), tout aura ici encore été programmé, financé et trop bien organisé. Dans les plus beaux hôtels de la ville, les meilleurs spécialistes du moment ont longuement vanté les derniers résultats des quelques études américaines en cours sur la trithérapie. Encore non publiées, ces études, dans la presse médicale internationale, ces résultats ponctuels ont, malgré les précautions d'usage, monopolisé l'attention, enrichi les firmes concernées – les multinationales Merck, Abbott et Roche – et du même coup accentué le déséquilibre croissant qui sépare, dans la gestion du sida, les pays industrialisés et ceux du tiers monde, déséquilibre contre lequel les conférences tentent, précisément, de lutter.

Le développement par les firmes pharmaceutiques de la recherche sur une classe de médicaments – les antirétroviraux –, parents pauvres jusqu'alors de la pharmacopée, fournit ici ses premiers et coûteux fruits. Le recours à la trithérapie n'est pas, en soi, une pratique révolutionnaire. Avec la mise au point de nouvelles substances antirétrovirales et leurs associations les plus judicieuses, les futurs axes de la thérapeutique antiaids ne sont pas sans rappeler ceux, actuels, de la tuberculose. Dans le meilleur des cas, on peut imaginer que les futures associations thérapeutiques permettront d'aider, durant de longues années, au contrôle par l'organisme de l'infection virale dont il est l'objet. Le scénario est ici identique à celui qui, en cancérologie, permet de contenir la progression du processus tumoral, en associant des thérapeutiques de différente nature.

Mais on se situe, avec le sida, dans le champ de la virologie et, à ce titre, on avance en terre inconnue. En marge de leurs déclarations officielles sur la victoire que réalise la trithérapie, nombre de chercheurs ne cachent pas, en privé, les interrogations fondamentales que soulève une telle approche thérapeutique et les risques inhérents à l'usage, sur de longues périodes, de ces « cocktails » antiviraux qui, on peut le craindre, pourraient ne pas agir qu'au niveau de la cible virale.

Il faut également redire que, quinze ans après son émergence, cette nouvelle maladie est encore, à bien des égards, mystérieuse. La physiopathologie du sida continue de faire l'objet de nombreux débats professoraux. L'une des questions-clés est, schématiquement, celle de savoir ce qui, dans l'évolution de la maladie, revient au virus lui-même et ce qui est du ressort de l'organisme-hôte.

Éradiquer le virus ? Rien ne permet de dire, jusqu'à présent, que les trithérapies atteignent cet objectif. Réduire de manière massive et durant plusieurs mois la réplique du virus dans le flux sanguin est, sans aucun doute, un progrès dont on peut penser qu'il entrainera un retard dans l'apparition des maladies opportunistes et permettra ainsi un allongement de la durée de vie des malades. Le peu de recul dont on dispose, la faiblesse des effectifs étudiés, les incertitudes quant à la possibilité de pouvoir, en pratique, prescrire ces lourdes thérapies durant plusieurs mois, interdisent de présenter ces nouveaux remèdes comme une panacée. L'exemple récent de l'AZT a amplement démontré à quel point on pouvait ici se fourvoyer, une molécule souvent présentée comme un produit miracle à la fin des années 80 étant aujourd'hui qualifiée de dangereuse, à cause, notamment, des phénomènes de résistance virale qu'elle induit dès lors qu'elle est utilisée seule.

LE RÔLE DES ASSOCIATIONS

La promotion sans recul des trithérapies soulève un autre problème : celui de la désorganisation des essais thérapeutiques qui visent à comparer de manière méthodique l'efficacité de telle association médicamenteuse par rapport à telle autre. Comment imaginer que les personnes contaminées par le VIH et celles malades du sida ne souhaitent pas, aujourd'hui, pouvoir bénéficier de la dernière trithérapie, présentée comme la plus efficace, et ne parviennent pas, bien souvent, à l'obtenir ? Et comment, dans un tel contexte, évaluer avec précision l'efficacité respective des protocoles thérapeutiques, dont le nombre va aller en augmentant ? Outre la qualité de la relation médecin-malade, le rôle des associations sera sans aucun doute essentiel, et l'évolution récente des responsables de plusieurs d'entre elles, beaucoup plus soucieux des questions de santé publique que d'action corporatiste, est de bon augure.

Reste une terrible menace. Les nouvelles tendances de l'épidémiologie, qui se caractérisent par une relative stagnation de la diffusion du virus dans de nombreux pays industrialisés et sa vive progression dans le tiers monde, vont rapidement mettre à mal les mécanismes de collaboration internationale et de solidarité Nord-Sud qu'avaient su provoquer un virus unique et des graveurs partagés. On sait, aujourd'hui que le VIH n'est pas unique et que ses différents visages interdisent la mise au point d'un vaccin antiaids universel.

Nombre de pays industrialisés commencent à revoir à la baisse les crédits publics de recherche sur le sida. Et ce ne fut d'ailleurs pas le moindre paradoxe d'apprendre, lors de la conférence de Vancouver, que le gouvernement canadien envisage, lui-même, une telle hypothèse. Pour les malades du tiers-monde, le sida n'est pas encore, loin s'en faut, une affection chronique. Ils meurent le plus souvent de tuberculose et de déshydratation. Seule l'action conjointe de la communauté médicale et scientifique, d'Onusida et d'un mouvement associatif dépassant ses intérêts et ses frontières nationales pharmaceutiques et au gouvernement de réduire de telles inégalités face à un fléau commun.

Jean-Yves Nau

Atlanta, de Néron à Coca-Cola

par Pierre Desjardins

A l'origine, l'olympisme était une trêve de quelques mois que l'on s'accordait de part et d'autre durant les guerres pour permettre aux citoyens de s'entraîner à l'art du combat. Mais ces Jeux ont, faut-il le rappeler, très vite dégénéré. S'ils furent au début associés à l'idée de la « paléa » grecque, c'est-à-dire l'art d'initier les jeunes aux choses importantes pour la cité, ils furent rapidement pervertis car, dès l'ère romaine, les empereurs, Néron entre autres, n'y virent que l'expression de leur pouvoir. Et déjà, à l'époque de Rome, les compétitions olympiques étaient devenues des spectacles féroces devant lesquels le public hurlait et sur lesquels on pariait gros.

Et aujourd'hui, qu'en est-il donc ? L'olympisme serait-il alors devenu plus « civilisé » ? Je ne crois pas : malgré les bons vœux du fondateur des Jeux de l'ère moderne, Pierre de Coubertin, les rivalités entre peuples n'ont pas cessé.

Elles ont cependant le plus souvent changé de terrain : nous en sommes maintenant, à l'image du marché qui règne sur nos sociétés, aux rivalités commerciales entre multinationales. Ces grandes firmes privées qui utilisent sans scrupules les meilleurs athlètes du monde afin de se positionner sur l'échiquier du commerce international ont, une

fois de plus dans l'histoire des Jeux, détourné le sens du mérite sportif.

Les belligérants d'hier ont vendu leur âme à leurs nouveaux mentors. Nos antiques dieux du stade ont été remplacés sur le podium par les veaux d'or de la consommation et de la ville marchandise, de la pacotille hissée au rang de divinité, de toutes les marques de produits qui feront rêver des milliards de téléspectateurs écrasés pendant deux semaines devant leurs téléviseurs.

Nous sommes passés de l'ère de Néron à celle de Coca-Cola. C'est à la parade des nouveaux pouvoirs que nous aurons droit à Atlanta : non plus ceux, dénués et uniquement symboliques, des athlètes nationaux exhibant fièrement mais naïvement leur drapeau lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux, mais plutôt ceux, omniprésents à l'échelle du globe, du néolibéralisme économique qui a réussi à asservir l'athlétisme olympique à ses fins promotionnelles.

Ce qui restait dans ces olympiades de la grandeur et de la beauté du sport cédera la place au tape-à-l'œil et au mis-en-vu le plus mercantile. Et ce sera de nouveau sur l'autel du dieu argent que sera sacrifié le sport devenu l'otage de publicitaires sans patrie ni éthique.

Après ces Jeux, nous saurons sûrement où déposer notre argent,

quoi manger, quoi boire, quel téléviseur ou quel ordinateur acheter, quelle marque de chaussures ou de voitures choisir. Peut-être nous rappellerons-nous aussi le nom des plus grands vainqueurs et de leurs sponsors, mais qu'aurons-nous retenu de l'exemple du courage et de la détermination de l'ensemble des athlètes ? Le vedettariat sportif se faisant le garant du matérialisme le plus éculé, les vrais vainqueurs de ces Jeux seront plutôt d'autres « grands » : ceux qui profiteront de cette ma-

tion de ces joueurs par le Comité international olympique constitue évidemment un déni flagrant des idéaux que voulait promouvoir Pierre de Coubertin. Ces « pros » du sport ne sont là que pour gagner, envers et contre tous. La signature de leurs prochains gros contrats sur la scène professionnelle en dépend évidemment.

Et nous, nous nous verrons contraints de consommer ce spectacle sportif grotesque que nous imposent les stations de télévis-

Nos antiques dieux du stade ont été remplacés sur le podium par les veaux d'or de la consommation et de la ville marchandise

nifestation sportive mondiale pour se disputer la planète et ses marchés, comme s'il s'agissait d'un ballon de football.

Conformément à ce nouvel esprit mercantile qui semble vouloir dominer les Jeux, les pays riches auront, tout comme déjà lors des derniers Jeux d'été, recours à « leurs » athlètes « professionnels », qui, en tant que simples produits du marché, seront guidés uniquement par l'argent pour choisir leur conduite ou leur « appartenance nationale ». L'accepta-

tion de ces joueurs par le Comité international olympique constitue évidemment un déni flagrant des idéaux que voulait promouvoir Pierre de Coubertin. Ces « pros » du sport ne sont là que pour gagner, envers et contre tous. La signature de leurs prochains gros contrats sur la scène professionnelle en dépend évidemment.

Et nous, nous nous verrons contraints de consommer ce spectacle sportif grotesque que nous imposent les stations de télévis-

les concours et les records soient proscrits, mais où chaque adulte, à tout moment, selon sa convenance, puisse sans risquer d'être épié, critiqué, se livrer gratuitement aux exercices les plus simples : courses, sauts, lancers, gymnastique... Le culte du record mondial débordant fâcheusement sur la foule de ceux qui n'y peuvent aucunement aspirer et pourtant s'en inspirent. (Lettre à Franz Reichel, *Le Figaro*, 8 juillet 1928).

Dans nombre de pays, le bien-être physique de la population n'est en rien assuré. Pendant que des compagnies riches - avec l'approbation des gouvernements locaux - subventionnent à prix d'or l'élite sportive olympique, « leurs » super-athlètes, qui, devant des millions de téléspectateurs, se verront décerner en leur nom trophées ou médailles, on laisse sans remède se dégrader la santé publique.

Même dans les pays fortement industrialisés comme les États-Unis, pays hôte des Jeux, certaines installations sportives se font inaccessibles aux citoyens ordinaires. Seuls les plus fortunés, ou disons les plus déterminés, peuvent se payer certaines pratiques sportives, qui demeurent un grand luxe pour les classes moyennes.

Les citoyens sont pourtant en très mauvaise condition physique. On sait qu'un Nord-Américain sur quatre souffre d'obésité. Au Cana-

da, la situation n'est guère plus réjouissante : alors que s'élève dans le ciel de Montréal un stade en ruine de 1 milliard de dollars (intérêts non compris), la municipalité hésite cet été à dépenser quelques milliers de dollars pour promouvoir l'activité sportive chez les jeunes. Ses installations sportives sont, dans l'ensemble et depuis des années, dans un état lamentable.

Le simple citoyen peut bien, comme dit l'expression populaire, « aller se rhabiller », et oublier l'équilibre physique et mental que pourrait lui procurer le sport s'il vivait dans un monde dépourvu de tous ces lugubres exploiteurs de nos corps et de nos esprits. Ce qu'on appelle déjà, en raison de leur commercialisation excessive, « les Jeux Coca-Cola » de l'histoire olympique, marquent un malheureux, mais décisif tournant dans l'évolution des Jeux. Un tournant que le Comité international olympique devra redresser au plus tôt. Sinon, au train où vont actuellement les choses dans le domaine de l'olympisme, nous en serons malheureusement vite réduits à vivre sur une bien « petite planète », comme nous l'annonce déjà une publicité d'IBM.

Pierre Desjardins est professeur de philosophie au collège préuniversitaire Montmorency (Canada).

Chômage : encore raté

Suite de la première page

Mon jugement à moi est de plus en plus clair et je n'ai d'autre souci que de le faire partager. Nous avons à l'évidence besoin de croissance. Il faut l'encourager. Elle ne peut suffire en aucun cas à endiguer l'effet terriblement en termes de chômage de la révolution technologique que nous vivons.

Il y a à l'évidence quelques rigidités excessives sur le marché du travail, mais dès lors que l'on n'accepte ni baisse de salaire direct ni diminution de la protection sociale, la réduction de ces rigidités est marginale pour ce qui concerne le chômage.

Pourquoi la seule piste non explorée est-elle la réduction massive du temps de travail ?

Nous soutenons les chômeurs. Il faut le faire. Nous y dépensons près de 400 milliards de francs par an. Cela n'est pas créateur d'un seul emploi.

Nous soutenons la création d'emplois spécifiques, dans les services et l'environnement notamment. Cela est utile mais coûteux et très insuffisant. Nous encourageons l'embauche de certaines catégories de chômeurs, tantôt jeunes, tantôt de longue durée, mais cela ne produit que des changements dans l'ordre de la file d'attente.

La seule piste non explorée est la réduction massive du temps de travail. Cette piste est trop complexe et trop diversifiée pour que la loi puisse l'ordonner directement. Il faut donc que cette réduction soit demandée et librement négociée. Il est impossible qu'elle le soit si on ne préserve pas intégralement les petits et moyens salaires. Il est impossible d'imposer la charge de cette compensation aux entreprises déjà harcelées par la compétition mondiale.

Les États qui tous ont des budgets déficitaires ne sauraient contribuer à cette compensation par des déficits supplémentaires. Il n'existe pas d'autre solution que la pré-affectation à la compensation des salaires, par un mécanisme ingénieux, des économies que feraient la puissance publique et les institutions de protection sociale si elles payaient moins d'allocation de chômage et encaissaient des cotisations sociales payées par davantage de travailleurs.

Ces sommes doivent permettre

aux entreprises d'affecter progressivement dans le temps une part croissante de leurs gains de productivité à la réduction de la durée du travail sans perte de salaire, au moins pour les salariés inférieurs à dix et demi ou trois SMIC. La modulation des cotisations sociales peut y inciter si elle est forte. Et parce qu'elle se traduit par une baisse des prélèvements obligatoires, il serait possible à l'État de récupérer une partie de cette baisse par l'impôt, sur la marge brute des sociétés, dans l'hypothèse où l'effet baisse de la dépense de soutien au chômage comparé à l'effet perte de recettes sociales ne serait pas suffisant pour maintenir le niveau actuel de déficit des comptes sociaux sans l'aggraver.

C'est compliqué ? Peut-être un peu, mais le chômage l'est aussi et notre appareil de production plus encore. Il n'y a ni recette miracle, ni panacée, ni réponse unique, ni même, je crois, réponse simple. Mais pourquoi, grand dieu !, ne pas étudier plus sérieusement celle-ci, au lieu de continuer à se rencontrer pour célébrer l'accord de l'État et des partenaires sociaux sur un constat d'impasse ?

Michel Rocard

AU COURRIER DU « MONDE »

MAIS OÙ SONT LES JEUNES ?

La nouvelle campagne publicitaire lancée par le ministère du travail, actuellement sur les écrans de nos téléviseurs, s'intitule « Où sont les jeunes ? ». Vantant les mérites de l'action des pouvoirs publics et des entreprises en faveur de l'emploi des jeunes, elle met en scène quatre employeurs utilisant chacun un des quatre dispositifs présentés.

C'est grave. Cette campagne est mensongère et elle tient plus de la propagande idéologique que d'une campagne d'information officielle.

En effet, à la question, elle répond : « Dans une mesure pour l'emploi. » Pour cette publicité, les jeunes ne sont ni en emploi « normal » ni en cours de scolarité, et encore moins au chômage ! Elle trahit ainsi considérablement la réalité : les jeunes de seize à vingt-cinq ans étaient en 1995 pour la moitié à l'école, pour le quart d'entre eux dans un emploi non aidé, et près d'un sur dix se trouvaient au chômage. Les mesures pour l'emploi, y compris les stages, ne concernaient que 10 % des jeunes. Outre son caractère très paternaliste (chaque employeur répond : « Chez moi »), cette campagne médiatique, et à

travers elle le gouvernement, veut laisser croire au téléspectateur qu'il n'y a pas d'autre solution pour les jeunes que d'être concernés par une mesure d'aide à l'emploi, quels que soient leur niveau de formation, leur spécialité ou le secteur d'activité. Elle donne à penser que les employeurs, charitablement, paternellement, aident les jeunes, alors même que, depuis dix ans, les embauches de jeunes n'ont cessé de diminuer, y compris dans les secteurs créateurs d'emplois comme les services marchands.

Face à un tel discours qui n'offre comme débouché que la précarité, on ne peut que réagir, en rappelant que ces fameuses aides à l'emploi ne sont pas la recette miracle, qu'elles comportent de nombreux effets pervers et qu'elles sont avant tout un beau cadeau aux entreprises.

Florence Audier et Tristan Klein, Paris.

CHAUFFARDS

On aimerait que les Français soient aussi prudents quand ils prennent le volant de leur voiture que quand ils choisissent leur viande.

Jacqueline Konrat, Paris.

Le capital des caisses d'épargne n'est pas un bien libre

par Joël Bourdin

CELA devient une ritournelle un peu lassante qu'entonnent certains dirigeants de banques commerciales, relayés par l'Association française des banques (AFB). Faute d'avoir pu prouver qu'ils maîtrisent bien les risques du métier, tentant désespérément de se sortir du bourbier de l'immobilier, ils se retournent vers les Petits Pouvoirs du secteur financier - caisses d'épargne, La Poste, établissements mutualistes. Ils leur chantent poignées et accusent les caisses d'épargne, plus spécifiquement, de bénéficier de règles de fonctionnement anormales et d'emprisonner des capitaux propres qui ne leur appartiendraient pas.

C'est une accusation grave, injuste, dont les fondements doctrinaux sont pour le moins contradictoires puisque relevant, pour partie, d'un intégrisme de la pensée libérale et pour l'autre d'un dogmatisme de type marxiste.

Quand les témoins de l'AFB reprochent aux caisses d'épargne de n'avoir pas à rémunérer les capitaux, c'est-à-dire de ne pas être soumis à la contrainte de la distri-

bution de jetons de présence aux administrateurs et de dividendes aux actionnaires, ils postulent que, hors le cadre de la société par actions, il n'y aurait pas de salut ! Cela signifie, que, pour eux, la norme de notre économie, c'est la société de capitaux dont les associés sont, d'un côté, des grandes institutions financières ou étrangères (sociétés, fonds de pension américains...), de l'autre, des petits porteurs, des épargnants, dont le poids dans le fonctionnement de la société est inexistant et dont les intérêts sont trop souvent oubliés (voyez les rapports de la Commission des opérations de Bourse).

Avec ce type de raisonnement, après avoir réclamé le démantèlement des caisses d'épargne, il faut se poser le problème de la pérennité des fondations, des associations et des mutuelles, ce qu'on appelle le tiers secteur, qui n'emploie pas moins de 1,4 million de personnes en France.

En vérité, la loi interdit aux caisses d'épargne de distribuer leur résultat net comptable, ce dernier devant obligatoirement être affecté à leurs fonds propres. Autrement dit, la richesse des épargnants d'une région doit rester et s'investir dans la même région. C'est le credo des caisses d'épargne.

Ce caractère original et particulièrement de la territorialité des caisses d'épargne est indissociable de la notion de non-distribution du résultat. Grâce aux bénéfices réinvestis sur leur propre territoire, les caisses d'épargne s'emploient à faire bénéficier les épargnants, les familles emprunteuses, les collectivités locales, de taux réduits et de tarifs bancaires adaptés.

Elles remplissent en cela parfaitement leur objet social, qui consiste à satisfaire les besoins collectifs et familiaux. Un objectif que les tenants d'un capitalisme sauvage s'empressent de balayer ! Il est vrai que, au nom d'une pure logique de marché, rien ne justifie que les efforts des épargnants d'une région donnée leur soient récompensés !

Et puis, quand les caisses d'épargne s'engagent, selon leur charte, à consacrer 10 % au moins de leurs revenus nets à des actions sociales (mécénat culturel, social, sportif...), si elles ne versent pas, à proprement parler, de dividendes, elles adoptent une politique de dividende social, qu'elles ont su et voulu pratiquer de tout temps, et que seuls des esprits archaïques peuvent leur reprocher.

Le comble est atteint lorsque les représentants de l'AFB distillent le

postulat selon lequel les capitaux propres des caisses d'épargne constituent ce que les économistes appellent un « bien libre », sans propriétaire et en quelque sorte vacant, qui, en conséquence, serait à la disposition des pouvoirs publics. C'est étonnant, loyal et sans aucun doute conforme au code de déontologie de la profession bancaire ! Alors que les banquiers font profession de protéger et de gérer des patrimoines, ils sont certainement les mieux placés pour suggérer la captation du patrimoine des caisses d'épargne ! Les affaires, c'est bien connu, c'est toujours l'argent des autres !

A l'origine, les fonds propres des caisses d'épargne ont été constitués par des dotations philanthro-

viques, la thèse des représentants de l'AFB ne manque pas de saveur puisqu'elle s'appuie, en fait, sur la théorie de la plus-value de... Karl Marx. L'auteur du *Capital* applaudirait à cette proposition qui consisterait à dire que ceux qui ne rémunèrent pas le meilleur travail ne que l'on ne peut expliquer rationnellement appartient à la collectivité.

Les banques commerciales sont évidemment les mieux placées pour remettre au goût du jour la théorie marxiste sur l'origine et la propriété de la valeur ajoutée !

L'argument est particulièrement spécieux. Ce n'est pas parce que l'État a confié une mission rémunérée aux caisses d'épargne et à la Poste que la valeur ajoutée par ces

Elles ont réussi un beau parcours.

Elles ont des concurrents. C'est normal.

Depuis quelque temps, elles sont soumises à une hostilité accrue de la part des sophistes de la pensée bancaire

pliques et par les dons de leurs fondateurs qui ont été régulièrement abondés par des legs divers. L'intention des fondateurs, comme des donateurs, était incontestablement d'affecter les biens donnés à la réalisation d'une mission d'intérêt général : la promotion de l'épargne auprès des couches modestes de la population. Cette mission a été confirmée et modernisée par la loi votée en 1983 à l'unanimité par le Parlement.

Les fonds propres se sont ensuite développés grâce aux résultats des caisses. Comme les caisses d'épargne n'ont pas à redistribuer leurs résultats, ceux-ci, affectés année après année aux réserves, ont permis à la masse des capitaux propres de connaître une croissance de 27 % de 1989 à 1994. Croissance somme toute inférieure à celle qu'ont enregistrée quelques banques commerciales, mais heureusement supérieure à celle des établissements qui ont une gestion hasardeuse et ont défrayé la chronique.

Mais, dit-on, comme c'est grâce au monopole du Livret A, qu'elle partage avec La Poste, que la Caisse d'épargne aurait augmenté son patrimoine, l'État doit obtenir une compensation et exiger une restitution de capitaux propres.

Alors qu'il est bien difficile d'isoler dans les comptes des caisses d'épargne la part de bénéfice qui provient réellement du Li-

vet A, la thèse des représentants de l'AFB ne manque pas de saveur puisqu'elle s'appuie, en fait, sur la théorie de la plus-value de... Karl Marx. L'auteur du *Capital* applaudirait à cette proposition qui consisterait à dire que ceux qui ne rémunèrent pas le meilleur travail ne que l'on ne peut expliquer rationnellement appartient à la collectivité.

Les banques commerciales sont évidemment les mieux placées pour remettre au goût du jour la théorie marxiste sur l'origine et la propriété de la valeur ajoutée !

L'argument est particulièrement spécieux. Ce n'est pas parce que l'État a confié une mission rémunérée aux caisses d'épargne et à la Poste que la valeur ajoutée par ces

opérations appartient à l'État. Et s'il devait se faire que cette thèse soit écartée, c'est la totalité des transactions commerciales qui seraient soumises au doute et au contentieux.

Sur cette base, pourquoi les compagnies d'assurances, et derrière elles l'État lorsqu'il en était propriétaire, n'ont-elles pas réclamé la propriété des fonds de commerce des courtiers d'assurances ?

Et que préfère-t-on ? Des caisses d'épargne qui œuvrent pour le bien commun en France et font profiter les usagers d'une gestion prudente, ou des banques commerciales privées soumises à des contraintes de rémunération d'actionnaires étrangers, comme les fonds de pension américains ?

Les caisses d'épargne, qui ont réussi un beau parcours, ont des concurrents. C'est normal. Depuis quelque temps, elles sont soumises à une hostilité accrue de la part des sophistes de la pensée bancaire. Il serait grave que ce groupe de pression, qui ne manque ni de moyens ni de relais, soit écouté, alors qu'il serait mieux inspiré en balayant devant sa porte.

Joël Bourdin est sénateur de l'Eure (UREI), président de la Caisse d'épargne de Haute-Normandie.

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 16 JUILLET 1996

CONJONCTURE. Les entreprises s'interrogent sur le regain d'activité prévu par les économistes au second semestre, car les stocks restent trop lourds. ● **LES FACTEURS**

POSITIFS sont la diminution des taux d'intérêt, qui devrait se poursuivre lentement en Europe, et la régularisation des taux de changes, entraînant la lire ou le dollar à la hausse et

rétablissant la compétitivité des firmes françaises. On peut y ajouter le début d'une amélioration de l'économie allemande. ● **LES FACTEURS NÉGATIFS** viennent d'une de-

mande des ménages trop faible, qui devrait être freinée par les hausses des prélèvements et par la stagnation des créations d'emplois. De plus, les restrictions budgétaires qui

vont se faire sentir sur les secteurs du BTP et des biens d'équipements. ● **LA BAISSSE** des prix industriels inquiète les entreprises autant que l'atonie de la demande.

Les perspectives de rentrée restent incertaines pour les entreprises

Le second semestre devrait être mauvais dans le secteur de l'automobile et dans ceux qui dépendent des commandes publiques. Les biens de consommation souffriraient d'une faible demande des ménages, liée aux augmentations d'impôts

Si les macro-économistes prévoient un regain de l'activité au second semestre, les entreprises, quant à elles, s'interrogent à la lecture de carnets de commandes insuffisants. Le premier trimestre a été bon, mais la correction a été sévère au deuxième trimestre. La plupart des secteurs ont connu une activité stagnante, à l'exception de celui de l'agro-alimentaire. La demande intérieure est faible, les exportations peu soutenues et les capacités de production sont redescendues au-dessous de 84 % du taux d'utilisation, niveau considéré comme normal dans l'industrie.

Même si les stocks ont beaucoup baissé tout au long du premier se-

mestre, les chefs d'entreprise les estiment encore trop importants par rapport à leurs besoins. Les investissements, quant à eux, restent faibles : par peur d'être pris à contre-pied, les groupes préfèrent une nouvelle fois reporter leurs programmes d'investissement et n'engagent que les dépenses impératives.

MANQUE DE VISIBILITÉ

Les hausses des prélèvements et la panne de création d'emploi vont peser sur les revenus donc sur la consommation des ménages. Les mesures de rigueur budgétaire vont ralentir la demande publique, y compris pour les secteurs de l'électricité et des télécommunications.

Mais ces évolutions négatives devraient être globalement compensées par un environnement éclairci. La baisse des taux d'intérêt à l'œuvre depuis novembre permet aux entreprises d'alléger leurs charges financières. Cette détente monétaire devrait perdurer en Europe jusqu'à la fin de l'année 1997. Les trésoreries des entreprises sont de toute façon abondantes, l'argent ne manque pas pour investir. La remontée lente du dollar et de la livre face au franc permet aux entreprises de retrouver un peu de la compétitivité perdue ces dernières années sur les marchés extérieurs.

Ces améliorations présagent-elles une véritable reprise ? Les entre-

prises manquent encore de visibilité. D'une façon générale, la rentrée s'annonce sous des auspices médiocres. Les carnets de commandes sont jugés insuffisants par de nombreux groupes. Beaucoup s'attendent à une demande faible des ménages comme des entreprises, malgré les effets positifs des mesures en faveur du logement. Les sociétés dépendantes des investissements publics, comme le BTP, l'aéronautique ou la défense, plus pessimistes encore, craignent de nouvelles restrictions budgétaires.

Pour tous, le seul soutien de l'activité au deuxième semestre ne peut venir que des exportations, et plus précisément celles vers l'Allemagne.

Ce marché est devenu déterminant pour de nombreuses entreprises industrielles : elles y réalisent parfois 10 à 20 % de leur chiffre d'affaires. Peu, cependant, prévoient un rebond de leurs ventes outre-Rhin dans les prochains mois.

REGARD VERS L'ASIE

Les groupes, toutefois, commentent à regarder vers d'autres marchés. Ceux de l'Asie leur paraissent les plus attractifs, tant le dynamisme économique y est fort. La conquête des marchés de l'Europe de l'Est redevient aussi d'actualité. Ces actions commerciales, cependant, risquent de demander du temps avant de porter leurs premiers fruits. Cette situation incertaine ne devrait pas contribuer à améliorer les prix. A l'exception des biens intermédiaires, tous s'attendent à connaître une concurrence accrue et à devoir rogner à nouveau sur leurs marges. Ce phénomène semble devenu structurel : plus qu'un accroissement des échanges, la mondialisation a introduit une augmentation sans précédent de l'information sur les prix pratiqués par des entreprises concurrentes sud-coréennes ou chinoises. Les clients demandent à leurs fournisseurs de s'aligner sur ces références et beaucoup doivent s'y plier pour sauvegarder leurs ventes.

Les industriels s'inquiètent autant de la baisse des prix que de la faiblesse de la demande

AUTOMOBILE

Ce qui va se passer après le mois de septembre dans le secteur automobile français, mais aussi européen, reste difficile à prévoir. La persistance de la crise et du chômage n'incitent guère à l'optimisme. Septembre devrait bénéficier de la fin de la prime à la casse le 31 du mois, et le troisième trimestre devrait être bon. Le dernier trimestre s'annonce en revanche très mauvais. « Certains prévisionnistes parlent d'un dernier trimestre 1996 comparable à celui de 1993, année noire pour l'automobile », dit-on chez PSA. Les constructeurs s'attendent, pour la plupart, à une croissance des immatriculations de

moins de cinq ans d'attente », remarque-t-on chez Bonelli.

La rentrée s'annonce toutefois délicate pour les industriels travaillant à partir des produits comme le blé, l'olive, la volaille ou le porc : les cours de ces produits ont beaucoup augmenté ces derniers mois. Les transformateurs redoutent de ne pouvoir intégralement répercuter ces hausses et d'être obligés de rogner sur leurs marges.

Les industriels de la viande, eux, n'en sont pas moins inquiets. Depuis le mois de mai, ils ont vu leur chiffre d'affaires plonger de 20 à 30 %, et parfois jusqu'à 50 à 60 % chez les tripiers. Les volumes exportés sont

Approvisionnement des distributeurs - qui ont tendance à réduire leurs stocks. Le second semestre s'annonçait plutôt favorable, car les distributeurs devaient reconstituer leurs stocks. « On est descendu tellement bas que le second semestre ne peut que s'améliorer », dit-on chez Electrohub.

TEXTILE

La consommation de textile-habillement en France ne devrait pas connaître de rebond au second semestre 1996. Au premier semestre, les carnets de commandes se sont encore dégradés, à la fois sur le marché intérieur et à l'exportation, et les stocks de produits finis se sont alourdis. Les ordres de réassortiment pour le printemps-été sont restés rares, et la demande pour l'automne-hiver 1996-1997 est insuffisante. La production d'habillement a reculé de 5 % entre 1994 et 1995, et les chefs d'entreprise sont une majorité à penser que cette tendance va se poursuivre en 1996.

En Europe, de manière générale, les perspectives ne sont pas meilleures. Chômage, incertitudes, concurrence accrue et, dans une moindre mesure, conditions météorologiques médiocres sont autant d'éléments qui ralentissent les dépenses européennes d'habillement. La baisse des prix du secteur ne semble pas stimuler l'offre de manière importante. Dans ces conditions, c'est à la grande exportation que les industriels du textile-habillement essaient de se rattraper.

BIENS INTERMÉDIAIRES

Après un premier semestre de cauchemar, marqué par des déstockages massifs et des chutes de prix, le secteur n'ose s'aventurer à prédire un rebond à la rentrée. Les carnets de commandes dans la sidérurgie, la métallurgie, le papier, le verre sont peu garnis. Les clients, même quand ils n'ont plus de réserves, hésitent à se réapprovisionner. Les exportations en Europe sont stagnantes. Elles reprennent, en revanche, en direction des États-Unis, notamment dans la métallurgie.

Les prix, qui avaient baissé de 10 %, 20 % voire 50 % comme dans le papier, commencent à se raffermir. Les fabricants de plastique ont réussi à augmenter leurs tarifs de façon assez substantielle dans les dernières semaines. Dans l'acier, les prix, qui avaient atteint des niveaux très bas, sont en train de se redresser un peu. Les importations en provenance de l'Europe de l'Est maintiennent, toutefois, une forte pression, notamment dans les produits plats. Les producteurs de pâte à papier tentent depuis juin d'imposer des hausses. Mais cette reconquête se fait au prix d'un gel important des capacités de production.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Alors que le début de l'année avait été marqué par une activité en hausse, tout semble s'être arrêté en mai-juin. Les entreprises d'équipements électriques, comme les groupes d'informatique ou de ma-

chines, ont vu leurs ventes stagner, voire diminuer de 2 à 3 %. Toutes s'interrogent sur la rentrée. Les plus optimistes mettent en avant le désir d'investissement des entreprises, moteur de ce secteur, pour parler sur un rebond. Les pessimistes, qui représentent une grande majorité, redoutent que les groupes ne choisissent de différer à nouveau leurs programmes de dépenses productives.

A la recherche de soutien d'activités, tous regardent vers les marchés extérieurs. Bull s'est ainsi fixé comme objectif de maintenir son volume d'affaires dans les trois zones d'Europe où le marché est à peu près solide : Grande-Bretagne,

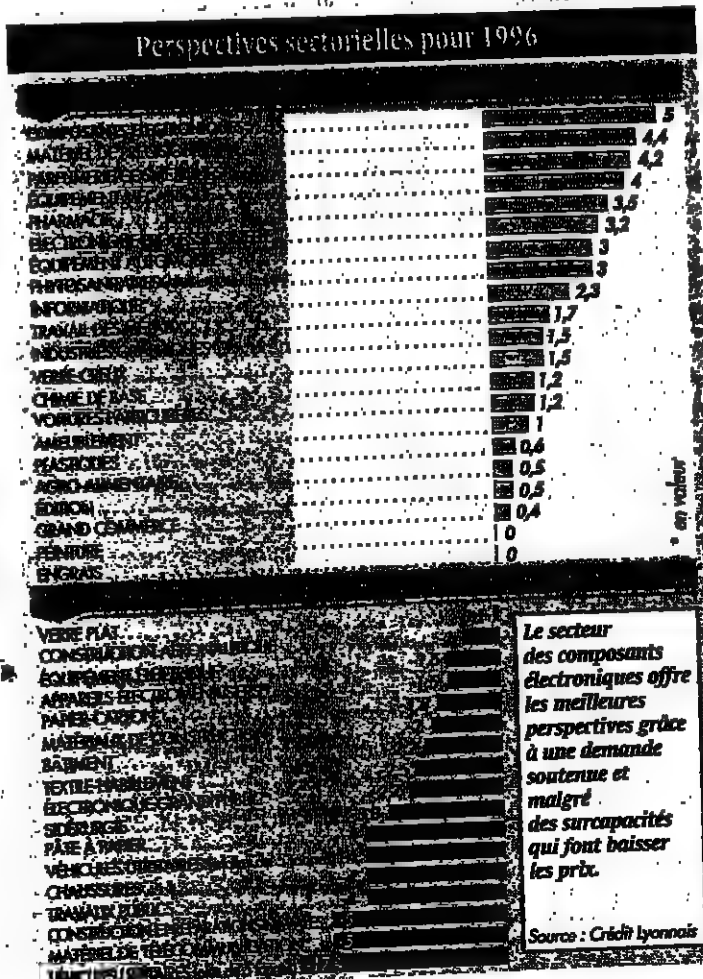
Scandinavie et Italie. En France et en Allemagne, où la courbe des ventes est très plate, il ambitionne de faire mieux que la moyenne du marché.

GRANDE DISTRIBUTION

Pas de surprise à attendre dans la distribution au second semestre. La consommation, qui avait montré quelques signes de relance au début de l'année - essentiellement par un rattrapage des mauvais chiffres de décembre -, ne sera « pas brillante », selon les distributeurs. « On se rapproche d'une croissance zéro dans l'alimentaire et négative dans le non-alimentaire », prévoit l'analyste Jean-Noël Vieille, directeur de

recherche à Maeschaert. Le secteur alimentaire (90 % des ventes en supermarchés) est traditionnellement moins soumis aux aléas de conjoncture - bien que la crise de la « vache folle » ait changé les habitudes de consommation des Français.

Le textile, la hi-fi, l'équipement de la maison, en revanche, ne remontent pas la pente. Les grandes enseignes prévoient de réaliser une grande partie de leur chiffre d'affaires « à coups de promotions et d'animations commerciales », comme le dit Michel-Edouard Leclerc, président de Leclerc. Pour de nombreux groupes, l'heure est à la concentration et au développement à l'étranger.



Le secteur des composants électroniques offre les meilleures perspectives grâce à une demande soutenue et malgré des surcapacités qui font baisser les prix.

3,5 % en France sur l'ensemble de l'année 1996, soit un marché à deux millions de véhicules. L'Association des constructeurs européens d'automobiles prévoit une hausse de 3 % des immatriculations européennes. Sur les cinq premiers mois de l'année, la croissance du secteur fut de 7,5 %, ce qui laisse présager un second semestre plutôt mauvais, avec de nouvelles guerres des prix en perspective.

AGROALIMENTAIRE

Les entreprises de l'agro-alimentaire ne s'attendent pas à une reprise de la demande à la rentrée : sur leurs marchés mûrs, la tendance à long terme est à la stagnation des volumes. Pour remettre en appétit les consommateurs et restaurer leurs marges, les groupes tablent beaucoup sur les produits plus élaborés à forte valeur ajoutée : « 30 % la marge sont dégagés sur des pro-

également en très forte baisse à la suite de l'interdiction d'importation de viande décidée par de nombreux gouvernements. Les abatteurs, transformateurs et distributeurs ne veulent même plus s'aventurer à estimer leurs pertes, tant l'avenir paraît incertain.

ÉLECTROMÉNAGER

La confiance en une reprise significative du marché du petit électroménager, en France et en Europe, est pour le moins timide, sinon inexistant, pour le second semestre. La plupart des fabricants anticipent une croissance faible de leur chiffre d'affaires. Le marché du gros électroménager indique un certain tassement de l'activité depuis le début de l'année 1996. Depuis douze à quinze mois, la plupart des fabricants observent un écart entre la consommation des mén

Le gouvernement s'apprête à remplacer Loïk Le Floch-Prigent à la tête de la SNCF

Le président pourrait refuser de démissionner

Le sort du président de la SNCF, placé en détention provisoire depuis dix jours, se joue lundi 15 juillet dans l'enceinte de la chambre d'accusation de la

cour d'appel de Paris. Le gouvernement a déjà prévenu que son maintien en détention impliquerait son remplacement immédiat. Le refus de Loïk

Le Floch-Prigent, qui dresse son innocence, de se démettre repousserait toutefois la nomination de son successeur au conseil des ministres du 31 juillet.

« LA SNCF ne peut pas fonctionner longtemps sans avoir à sa tête un homme qui symbolise la direction. Il faut un président qui ait tous les moyens d'agir pour proposer au gouvernement le projet industriel de l'entreprise », Bernard Pons, le ministre des Transports, a rappelé à la veille du week-end, vendredi 12 juillet sur RTL, que le sort de Loïk Le Floch-Prigent, le président de la SNCF placé en détention provisoire depuis dix jours, se jouerait dans l'enceinte de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris (voir ci-dessous).

Le gouvernement a fait évoluer progressivement sa position à l'égard du premier président d'une entreprise publique à avoir été incarcéré. Sa nomination à la tête de l'entreprise ferroviaire le 20 décembre, un choix présidentiel qui avait mis dans l'embarras plusieurs ministres du gouvernement, avait dès le départ suscité la formulation d'une jurisprudence préventive directement inspirée de la situation judiciaire en devenir du nouveau président de l'entreprise ferroviaire. « Ne pas

être mis en examen, c'est être doucement innocent. Être mis en examen, c'est être présumé innocent », avait ainsi expliqué Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports sur Europe 1 le 14 avril.

Sa mise en examen et son placement en détention provisoire avaient fait sauter la première ligne de défense élaborée par les ministres du gouvernement. Parallèlement, la tâche du gouvernement s'en trouvait facilitée : il pouvait désormais choisir de légitimer la révocation de Loïk Le Floch-Prigent par souci d'efficacité dans la gestion de l'entreprise, en s'affichant de toute considération sur la culpabilité de son président.

PIER DE SON BILAN

La nouvelle position gouvernementale était alors exposée aux syndicats cheminots, reçus au ministère des transports lundi 8 juillet : « le gouvernement prendra toutes dispositions nécessaires dans l'intérêt de l'entreprise, après la décision sur le fond de la chambre d'accusation », leur avait expliqué Bernard Pons.

Le gouvernement devra attendre le prochain conseil des ministres, le mercredi 24 juillet, pour nommer son successeur. A moins que Loïk Le Floch-Prigent ne refuse de se démettre malgré son maintien en détention. Dans son entourage, on expliquait, lundi 15 juillet au matin, que Loïk Le Floch-Prigent, fier de son bilan de ses six premiers mois à la tête de l'entreprise ferroviaire, n'avait pas l'intention de démissionner. Dans ce cas, il appartiendrait au conseil des ministres du 24 juillet de le démettre.

Pour des raisons formelles (nomination d'un nouvel administrateur, proposition du conseil d'administration de la SNCF), le conseil des ministres ne pourrait alors nommer son successeur que le 31 juillet.

Le portrait robot du successeur a été diffusé par touches successives. « Homme d'entreprise », précise-t-on dans les milieux gouvernementaux, il devra avoir « le sens du dialogue social ». Il aura « un profil compatible au président actuel », a résumé Bernard Pons vendredi soir sur RTL, antécé-

dents judiciaires en moins. Cette recherche de la « doublure » idéale s'explique par la crainte du gouvernement de voir mis à mal son plan de sauvetage de l'entreprise ferroviaire.

Au milieu des multiples « candidats » potentiels que suscitent ces situations d'inter-régne dans les entreprises publiques, celui de Louis Gallois, président d'Aérospatiale, s'est détaché un moment. Déjà choisi par le ministre des transports en décembre 1995, avant d'être écarté par Jacques Chirac, il apparaît toutefois délicat de le nommer alors qu'il doit gérer la fusion de l'Aérospatiale avec Dassault. Autre nom avancé : Jean-Paul Bailly, le président de la RATP, qui a réussi à faire avancer l'idée d'un service minimum auprès des syndicats. Ou bien celui de Jean-Paul Huchon, ancien directeur du cabinet de Michel Rocard à Matignon et conseiller de François Pinault, proche du chef de l'Etat. Ses qualités de négociateur avec les syndicats plaisent pour lui.

Christophe Jakubyszyn

L'avocat général requiert le maintien en détention

LA CHAMBRE d'accusation de la cour d'appel de Paris devait examiner, lundi après-midi 15 juillet, l'appel formé par Loïk Le Floch-Prigent contre le mandat de dépôt délivré à son encontre, le 5 juillet, par le juge d'instruction Eva Joly. Dans la perspective de cette audience, décisive pour l'avenir de l'actuel PDG de la SNCF, le parquet général a requis, dès vendredi, le maintien en détention.

Dans de brèves réquisitions écrites, l'avocat général Annie Grenier demande la confirmation de l'ordonnance de M^{me} Joly, dans laquelle celle-ci faisait état de risques de « pressions sur les témoins » et de « dépréssion des preuves ». Cette position du représentant du parquet général, qui ne peut avoir été adoptée qu'avec l'aval de la chancellerie, affaiblit encore les chances de M. Le Floch-Prigent de retrouver la liberté à brève échéance.

Le président de la chambre d'accusation avait rejeté, le 5 juillet, le « référé-liberté » introduit par l'avocat de M. Le Floch-Prigent, im-

médiatement après son incarcération (Le Monde daté 7-8 juillet). La même juridiction, réunie cette fois en formation collégiale (trois magistrats), examinera lundi 15 juillet le bien-fondé des motifs ayant présidé à la mise en détention du PDG de la SNCF, et se prononcera « vraisemblablement dans les quarante-huit heures », indiquait-on lundi matin de source judiciaire. Le code de procédure pénale impose qu'une décision soit rendue dans les vingt jours suivant l'appel mais les fonctions accrues de M. Le Floch-Prigent, et son éventuel remplacement, sont de nature à raccourcir ces délais.

CLIMAT DE PRESSIONS

Le juge d'instruction ayant souligné, dans son ordonnance de placement en détention, le « climat de pressions » régnant sur l'affaire Elf-Bidemann et les « menaces » proférées à l'encontre de plusieurs témoins par certains proches de M. Le Floch-Prigent, alors président

d'Elf, lors de la conclusion d'opérations financières aujourd'hui examinées par les enquêteurs, ces « pressions » devaient être au cœur du débat devant la chambre d'accusation. L'avocat de M. Le Floch-Prigent, M^{me} Olivier Metzner, devait s'employer à démontrer « l'inutilité » de la détention du PDG de la SNCF et à rappeler que les « menaces » dont il est fait état « ne sont pas postérieures à 1991 » et seraient donc « sans rapport avec l'enquête ».

Outre M. Le Floch-Prigent, Maurice Bidemann, patron du groupe textile portier son nom, et Jean-François Pagès, ancien directeur du patrimoine immobilier d'Elf, sont actuellement détenus. La fuite en Israël de l'avocat d'affaires parisien Claude Richard, qui avait pris part à plusieurs des montages jugés douteux par le juge Joly « continue à peser lourd » en défaveur de M. Le Floch-Prigent, rappelait, lundi, une source proche de l'enquête.

Hervé Gattegno

Tokyo et Washington s'opposent sur l'ouverture du marché japonais des semi-conducteurs

TOKYO

Le différend entre le Japon et les Etats-Unis sur l'ouverture du marché japonais des semi-conducteurs persiste. Deux jours de débats à Tokyo, voici une semaine, n'ont pas permis de rapprocher les points de vue. Les deux parties devaient relancer leurs discussions lundi 15 juillet.

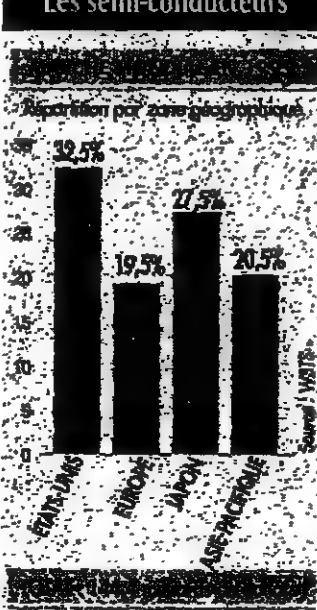
Les négociations entre les deux pays ont été lancées à l'initiative des Américains qui entendent redéfinir un cadre aux relations commerciales dans ce secteur stratégique avant l'expiration, le 31 juillet, de l'accord bilatéral conclu en 1986 et reconduit en 1991. Leur volonté est de renouveler cet accord sur la base de la part de marché actuelle des semi-conducteurs étrangers sur le marché japonais.

Les Japonais estiment, de leur côté, avoir rempli les objectifs de l'accord qui stipulait que la part des semi-conducteurs étrangers devait progressivement atteindre 20 % du marché japonais : elle est de 30 % depuis fin 1995 et n'est jamais descendue en dessous des 20 % depuis fin 1993, alors que les ventes de semi-conducteurs étrangers représentaient à peine 9 % du marché en 1986. Le renchérissement du yen tout au long de l'année 1994 et plus spectaculairement encore en 1995 a semblé-t-il fini d'amorcer la pompe.

FORUM MULTILATÉRAL

Fort de ses résultats, le ministère japonais de l'Industrie et du Commerce International (MITI) a cherché à laisser expirer le présent accord sans négocier, dénonçant les ambitions américaines. Pour Tokyo, les conditions économiques

Les semi-conducteurs



ont changé : la récession au Japon, la hausse du yen et la montée en puissance des fabricants coréens et taïwanais ne justifient plus que les Japonais se soumettent à des objectifs quantitatifs. En outre, selon eux, le caractère global de la production de semi-conducteurs et la coopération accrue entre fabricants enlèvent toute signification à des objectifs chiffrés.

Si l'insistance des Américains a finalement poussé les Japonais à accepter, le 10 juin, des négociations au niveau gouvernemental, Tokyo a entrepris de mettre en avant un règlement multilatéral de l'impasse : dans le sillage des positions adoptées lors des négociations sur l'automobile, le gouver-

nement japonais entend se dégarer des contraintes bilatérales que lui imposent les Etats-Unis et jouer la carte de la légitimité à l'égard de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

Les industriels japonais ont également adopté une position dans ce sens. Norio Ohga, qui préside l'Association japonaise des industries de l'électronique (EIAJ), a fait savoir qu'un accord pourrait éventuellement s'établir au niveau du secteur privé, mais avec une intervention limitée du gouvernement. L'EIAJ souhaite l'abolition du système de mesure par le gouvernement de la part des semi-conducteurs étrangers, avançant que la comptabilisation des puces fabriquées par les sociétés japonaises à l'étranger est contraire aux principes de l'OMC.

Reprenant les propositions de l'EIAJ, le MITI a soutenu auprès des Américains la mise sur pied d'un forum multilatéral ouvert à l'Europe et aux autres pays et la tenue de conférences annuelles. Les propositions faites par le MITI ont trouvé un écho positif auprès des Européens, qui s'efforçaient, quant à eux, de ne pas être exclus des négociations comme en 1986 et en 1991.

Japonais et Européens se sont entendus le 8 juillet pour appuyer en commun la position japonaise dont les principes de base sont l'instauration d'un mécanisme multilatéral et le non-recours à des objectifs quantitatifs. Pour Tokyo, la participation des Européens implique aussi une révision des barrières tarifaires qui pèsent sur les puces japonaises à l'entrée du marché européen.

Brice Pedroletti

L'arrivée des Américains dans les assurances nipponnes va accélérer la restructuration du secteur

TOKYO

Américains et Japonais se sont imposés la date butoir du 31 juillet pour résoudre leur différend dans le secteur des assurances, comme c'est aussi le cas pour les semiconducteurs. L'objet des négociations qui se mènent actuellement concerne l'accès des firmes étrangères aux produits d'assurance vie et non-vie (assurance automobile et incendie), tel qu'il avait été envisagé par l'accord nippo-américain sur les services financiers de 1994.

La problématique a toutefois pris une nouvelle tournure depuis la révision de la loi sur les assurances entérinée le 1^{er} avril. Celle-ci prévoit de décloisonner les domaines de l'assurance vie et non-vie d'une part, et de lever les restrictions qui, pour l'instant, empêchaient un accès complet des firmes japonaises au troisième secteur, celui des assurances maladie, accident et décès d'autre part. Le troisième secteur, auquel les compagnies japonaises d'assurance vie et non-vie ont donc un accès partiel, est en fait dominé

par les firmes américaines. Washington souhaiterait que Tokyo ajourne ses mesures de dérégulation du troisième secteur pour trois ans, tant que les secteurs de l'assurance vie et non-vie ne sont pas complètement ouverts aux firmes étrangères. Pour Tokyo, il s'agit manifestement de renforcer la compétitivité des firmes japonaises du secteur de l'assurance en permettant une concurrence accrue.

Le dossier prend un caractère d'autant plus urgent que les compagnies d'assurances japonaises sont déjà en train de préparer leur offensive dans les domaines auxquels elles ont nouvellement accès, conformément à la loi. La plupart des compagnies japonaises d'assurance vie et non-vie ont soumis aux ministères des finances le 4 juillet des demandes d'autorisation pour l'établissement de filiales, opérationnelles dès octobre, dans les domaines concernés.

Parmi les huit compagnies d'assurance vie japonaises, six prévoient de créer des filiales pour l'assurance non-vie, tandis que les deux res-

tantes projettent une alliance avec les compagnies d'assurance non-vie existantes. De leur côté, les onze compagnies d'assurances non-vie vont mettre en place des filiales d'assurance-vie, ou établir des alliances avec les compagnies d'assurance vie.

L'IMPACT DES CHANGEMENTS

Nippon Life Insurance, première compagnie d'assurance-vie japonaise et numéro 1 mondial, envisagerait de doter sa future filiale dans l'assurance non-vie d'un capital de 30 milliards de yens (1,4 milliard de dollars), pour un effectif de près de 450 personnes. Une partie de l'impensable force de vente (80 000 personnes) de Nippon Life devrait toutefois être également chargée de démarcher des produits d'assurance non-vie, selon le quotidien économique *Nikkei Shimbun*.

Au vu des plans annoncés par les compagnies d'assurances, les analystes ont tendance à relativiser l'impact des changements : les marchés de l'assurance vie et non-vie sont déjà parvenus à maturité au Japon et les filiales sont de petites tailles par rapport à leur maison mère.

L'intensification de la concurrence pourrait toutefois sur le long terme accélérer la rationalisation du secteur. Selon les résultats des négociations en cours entre Japonais et Américains, la possibilité ou non pour les compagnies d'assurance vie d'accéder dans le troisième secteur à l'assurance-décès, et pour les compagnies d'assurance non-vie d'accéder à l'assurance maladie et accident (elles fournissent déjà des polices d'assurance décès) déterminera le degré de compétition qu'apporteront ces changements.

B. P.

AUJOURD'HUI

SPORTS

TOUR DE FRANCE L'Ouzbek Djamilidine Abdoujaparov a remporté, dimanche 14 juillet, la quatorzième étape à Tulle. Le sprinter a surpris ses quatre compagnons d'échappée dans la côte d'arrivée de la cité

corrézienne. ● Au classement général, le Danois Bjarne Riis semble avoir fait le plus difficile en maintenant à plus de quatre minutes Miguel Indurain. Après le règne du champion espagnol, la bagarre tant atten-



due ne démarre toujours pas. ● Dans le peloton les rivalités entre Luc Leblanc et Richard Virenque s'apaisent, tandis que la popularité de Laurent Jalabert s'est étendue au fil des étapes. ● Comme beaucoup

d'anciens coureurs, Jean-Luc Vandembroucke est devenu directeur sportif. Chaque jour, il se livre à un périlleux slalom entre les voitures et les concurrents pour soutenir les membres de l'équipe Lotto.

Les favoris semblent laisser l'initiative de la course à Bjarne Riis

Lors des étapes du week-end du 14 juillet, les principaux rivaux du coureur danois n'ont pas mené d'offensive contre le porteur du maillot jaune. Avant les Pyrénées, le peloton joue la passivité.

TULLE
de notre envoyé spécial
Au moins parle-t-il français. L'étape du 14 juillet, entre Besse et Tulle, aura accouché de la victoire de Djamilidine Abdoujaparov, un Tatar, arbitrairement naturalisé Ouzbek et vivant en Italie après avoir longtemps couru pour une équipe néerlandaise. Pas de quoi entonner *La Marseillaise*, même si Laurent Madouas, Didier Rous et Thierry Bourguignon sont parvenus à terminer dans les six premiers.

Simplement, Djamilidine Abdoujaparov, homme des steppes, au visage taillé à la faucille et au marteau, s'est essayé à l'arrivée dans la langue de Madame de Sévigné. Cela a mis un peu de baume au cœur des orphelins de Laurent Jalabert, vainqueur l'année précédente à Mende, le jour de la fête nationale.

Entre Tulle 96 et Mende 95, il y

a plus qu'un chauvinisme écorché. « Abdou », de son surnom de peloton, a remporté une drôle d'étape, une de plus dans ce Tour qui ne tourne pas rond. Ce week-end, les étapes ont encore désigné des vainqueurs fantasmagoriques. Un sprinter s'est imposé en solitaire, dimanche, en Corrèze. La veille, entre Le Puy-en-Velay et Superbesse, un rouleur danois, Rolf Sørensen, avait surpris son monde dans une étape de moyenne montagne. Rappelons que, jeudi, un grimpeur colombien s'était imposé en plaine, à Valence. Et pourquoi pas, pour la première fois de l'histoire, un Danois maillot jaune à Paris, tant que nous y sommes ?

UNE COURSE D'ÉPICES
Ce Tour de France échappe à l'entendement. On ne s'y annule pas franchement. Mais on s'étale sans doute fait trop d'illusions.

La défaillance de Miguel Indurain avait laissé augurer une formidable bataille. On l'attend toujours. Après quatorze jours de course, les dix premiers se tiennent encore en cinq minutes. Un tel resserrement dans le haut du classement devrait pousser chacun à l'abandon. Or les favoris font une course d'épices. Ils s'agitent, font mine et finalement n'osent rien, ou si peu. « Tout le monde calcule, tout le monde gère, analyse Bruno Roussel, directeur sportif de Festina, une des équipes les plus entreprenantes du moment. Mais cette tactique ne peut rien apporter de bon. » Samedi, le final de Superbesse a laissé enfin entrevoir le combat des chefs. Dans les trente derniers kilomètres, Miguel Indurain avait dépêché sa soldatesque en tête, afin de durcir la course. C'était là une déclaration de

guerre à Bjarne Riis, le maillot jaune, selon les règles de l'honneur, avec envoi d'émissaires et mobilisation générale. Richard Virenque et Luc Leblanc avaient même préféré s'enfuir pour ne pas se retrouver au milieu de la bagarre. Finalement, il n'y eut là que rodonnades. Sur la ligne, moins d'une minute a séparé les principaux protagonistes du classement général. Richard Virenque a grappillé une poignée de secondes à Bjarne Riis. Tony Rominger et Evgeni Berzine en ont perdu sensiblement la même quantité. Abraham Olano, Miguel Indurain et le surprenant Peter Lüttenberger en sont restés au même point. Tous ces satellites n'arrivent décidément pas à sortir de l'orbite de celui qui ressemble de plus en plus au soleil de ce peloton. Depuis la sortie des Alpes, la course obéit à un scénario répé-

tif. Elle est nerveuse à ses prémices. Les tentatives d'échappée se multiplient. Parfois, des hommes dangereux se trouvent impliqués dans ces opérations. Abraham Olano, Evgeni Berzine et Tony Rominger se virent ainsi embrochés dans des offensives, mais trouvèrent chaque fois une bonne raison pour ne pas tenter de pousser leur avantage. Finalement, une combinaison de fuyards perdus dans les profondeurs du classement général reçoit l'aval du maillot jaune, le fameux « bon de sortie ». La course se met alors à ronronner, et Bjarne Riis y gagne une journée de répit supplémentaire. Dimanche 14 juillet, la course prit une allure plus incongrue encore. A l'approche de la deuxième heure, une accélération imprévue à l'avant du peloton laissait Miguel Indurain et Tony Rominger à la traîne. Pendant

quarante kilomètres, Bjarne Riis, Richard Virenque et leurs équipiers prirent l'initiative dans le groupe de tête, contraignant la formation du quintuple vainqueur du Tour à une humilante poursuite, à quarante-sept kilomètres à l'heure de moyenne. L'attaquant devenait défenseur, et vice versa. La course marchait sur la tête. Dans ces conditions, Bjarne Riis peut se laisser aller à une mâle assurance. « Ce Tour, c'est ma course, affirmait-il, dimanche. Jour après jour, j'acquiesce de plus en plus confiance en moi. Je suis en passe d'avoir la sérénité de Miguel Indurain. » Jusqu'à présent, le Danois n'usurpe pas son maillot jaune. Il est même plutôt moral que le seul prétendant qui ait jusqu'à présent osé attaquer se retrouve récompensé.

Benoit Hopquin

Quand Virenque et Leblanc se disputent le cœur de la France

TULLE
de notre envoyé spécial
Sur le bitume brûlant des routes de Corrèze, sur la neige du col du Gallier, sur les vieux draps de la grande-mère, sur des bouts de carton, sur le drapeau tricolore, l'écrit ton nom, Virenque. La France des glaciers et des tables de camping a choisi la casaque sur laquelle miser ses espoirs. Avec ses pois rouges, dans le peloton, la tunique de l'idole se repère comme la varicelle au milieu de la figure. Les banderoles sont unanimes à crier leur préférence. « Allez Virenque », « Vas-y Richard », pour les intimes. « Tu es le plus fort » et, en plus, tu es de chez nous.

Le sondage sorti des boîtes aux lettres de Dynapost, qui reçoit le courrier des coureurs, est catégorique. Au 14 juillet, le compteur indique : Richard Virenque, 610 lettres ; Laurent Jalabert, 282 ; Frédéric Moncassin, 140 ; Luc Leblanc, 110. En 1995, la maille-poste avait vu triompher le Varois avec 2 200 missives, devant Laurent Jalabert, 2 000. « Actuellement, il tourne à une moyenne de cent lettres par jour. Il démarre toujours dou-

cement le Tour mais, après les Alpes, il prend l'avantage, l'accroît dans les Pyrénées et l'emporte », constate le préposé. Richard, tout de rouge et blanc comme un timbre à trois francs, monnaie désormais le sac postal. Laurent Jalabert a disparu, sans laisser d'adresse. Dans la traversée des Alpes, sur le bord des routes également, on avait vu peu à peu la Jajamania s'étendre en même temps que le champion. Les odes au numéro un mondial ont lentement disparu. Aujourd'hui, le Varois de l'équipe Festina se retrouve dépositaire exclusif des bas-côtés. Bien sûr, il y a aussi Luc Leblanc, l'inoubliable vainqueur de l'étape des Arcs et l'animateur de plusieurs autres Journées. Les journalistes, sous prétexte qu'ils s'ennuyaient, ont même voulu opposer les deux hommes. La France a presque autant de champions que de fromages. Des esprits chagrins ont donc voulu réanimer une guerre piédrolienne et juilletiste. Richard Virenque avait déjà été vexé de voir Laurent Jalabert porter seul les jeunes espoirs de la patrie. Voilà qu'on enten-

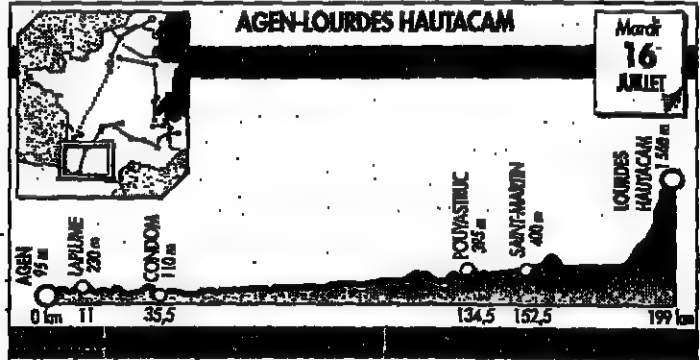
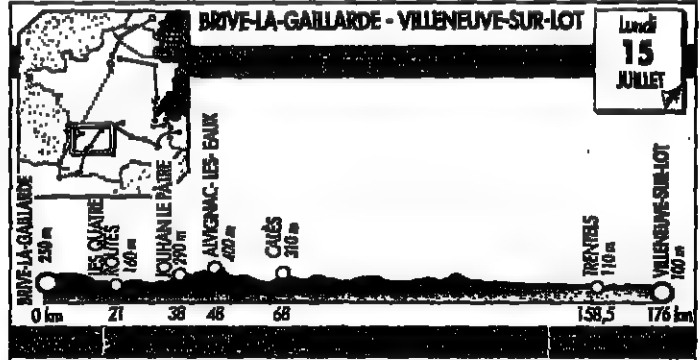
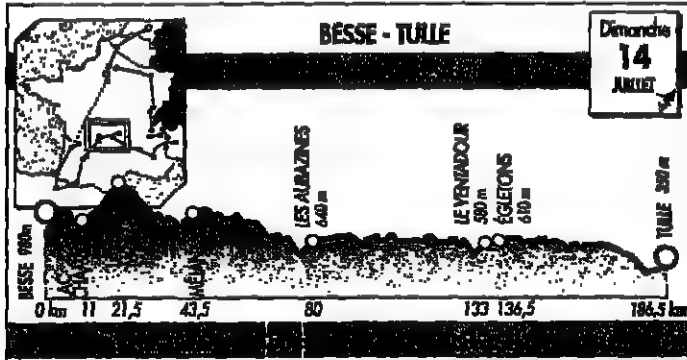
dait maintenant lui coller un autre héros national dans les rayons. Après Louison Bobet et Jean Robic, Jacques Anquetil et Raymond Poulidor, le pays serait à nouveau sommé de choisir entre deux noms, comme à un deuxième tour d'élection présidentielle ? « Leblanc et Virenque unis pour le maillot jaune », proclamait une banderole dans un fossé de Corrèze. Dans la France lointaine, on refuse de prendre partie. Qu'importe que cette union sacrée fasse fi des réalités du cyclisme. A deux ou trois reprises, les deux compatriotes se sont houspillés, lors d'échappées, sur des histoires de relais pas ou mal assurés. L'affaire tournait à l'aigre et la France devenait schizophrène. Bruno Roussel, directeur sportif de Festina, a même cru devoir convoquer une réunion de crise avec Gialugi Stanga, le responsable de Polti. Un armistice a été conclu. « Les émotions, les sentiments, c'est une chose, explique le médiateur breton. Mais si cela devient néfaste pour eux et pour leur sport, il faut qu'ils y réfléchissent. » Bruno Roussel connaît bien les deux

coureurs pour les avoir eu ensemble sous ses couleurs en 1994. Le tandem avait irradié le Tour de France, partageant à part égale les honneurs. Mais, lors des championnats du monde, cette année-là, Luc Leblanc avait emporté le maillot arc-en-ciel, à Agrigente. Richard Virenque peut encore en avoir des regrets. Il aurait également pu l'emporter s'il ne s'était sacrifié à la course d'équipe. En cyclisme, deux jumeaux ne peuvent s'entendre durablement. Luc Leblanc avait quitté les rangs de Festina, en 1995. Il connut une année catastrophique au sein de l'équipe du « Groupement ». Il revient aujourd'hui au premier plan et, chaque matin, au départ, un nombre grandissant de jeunes fans s'agglutinent autour de son vélo. Plus loin, des mêmes font patiemment la queue devant une chaise où Richard Virenque, tel Saint-Louis sous son arbre, signe les autographes à la chaîne. On jurerait que ces enfants sont les mêmes.

B. H.

Les menaces de l'ETA

Jean-Marie Leblanc, le directeur du Tour de France, a démenti que les organisateurs tiennent en ce moment des négociations avec les indépendantistes basques pour éviter que ces derniers ne perturbent, comme ils l'ont annoncé, le passage de l'épreuve dans leur région, les 17 et 18 juillet. A l'issue de l'étape de dimanche, Miguel Indurain avait laissé entendre que des contacts avaient lieu pour que tout se passe bien. En fait, ce sont les organisateurs locaux de l'étape qui ont mis au point un programme destiné à calmer les défenseurs de l'identité basque. Un speaker bilingue commentera l'arrivée à Pamplune et le programme sera écrit en espagnol et en basque, dans la Péninsule, puis en français et en basque dans l'Hexagone. Jean-Marie Leblanc reste toutefois inquiet, un communiqué anonyme publié par le quotidien indépendantiste basque Egin annonce « une intensification des actions au passage de la course ».



Les directeurs sportifs pratiquent le slalom entre les concurrents pour aider leur équipe

TULLE
de notre envoyé spécial
« God verdomm, des bidons ! » : André Tchmil crève de soif et trouve - bulle Russe d'Ukraine - les jurons d'un véritable enfant des quartiers populaires de Bruxelles pour le faire savoir à son directeur sportif, Jean-Luc Vandembroucke, dont la voiture vient, enfin, d'arriver à ses côtés. Parti dans la bonne échappée, le coureur de Lotto, la seule équipe belge engagée dans le Tour, a perdu quelques dizaines de secondes et tente de revenir sur ses compagnons de fugue.

Longtemps, André Tchmil est resté sans assistance technique sur cette route brillante. Malgré tous ses efforts, Jean-Luc Vandembroucke a été dans l'impossibilité de dépasser le peloton pour atteindre son protégé. Il a bien essayé, prenant des risques énormes, de frayer un chemin à sa voiture au milieu des coureurs qui, à ce moment-là, dévalaient à plus de soixante-dix kilomètres-heure une route étroite et sinueuse. L'hôte de passage du respon-

sable des Lotto se souviendra longtemps de cet exercice proche des autos tamponneuses de son enfance et comprendra, enfin, pourquoi l'immense majorité des directeurs sportifs des équipes cyclistes sont d'anciens coureurs. Il faut avoir soi-même dévalé à des vitesses vertigineuses sur un vélo des pentes pour pouvoir, au volant de sa voiture, slalomer ainsi entre les concurrents, donner un grand coup d'accélérateur dès qu'une « ouverture » se présente, freiner au plus près d'un spectateur imprudent, pour repartir aussitôt sur le bas-côté.

Pourtant, Jean-Luc Vandembroucke renonce. « Je ne veux pas mettre en danger la vie des coureurs », explique l'ancien champion. Quelques minutes plus tard, la route se met à monter, le peloton ralentit. L'occasion est trop belle : il fonce de nouveau, à grands coups de klaxon, passe à quelques centimètres de Bjarne Riis, qui, trop occupé à surveiller ses adversaires, semble ne pas voir le bolide, et peut, enfin, porter à boire à André Tchmil. Au passage, Vandembroucke donnera

aussi une canette de Coca à un coureur d'une autre équipe qui vient de rejoindre le Russe. Contrepartie : « Il faut rouler avec André ! » lui crie-t-il. La décision de se porter aux côtés du leader de son équipe n'a pas été facile à prendre pour Jean-Luc Vandembroucke. D'ailleurs, en effet, loin derrière, un autre coureur de son équipe, l'Allemand Thomas Fleischer, naviguait à plus d'un quart d'heure du peloton, suivi par la deuxième voiture des Lotto, pilotée par Jos Brackeveld. Entre ce solide Flamand - facteur l'hiver, directeur sportif à la belle saison - et le Wallon Vandembroucke, pas de problèmes de communication ! Les deux responsables ne cessent de communiquer par radio.

« Jos, ai-je entendu ? Comment est-il ? »

« Il dit qu'il veut abandonner. »

« Qu'il attende un petit peu, ça va peut-être se calmer devant. Dis-lui qu'il va y avoir un regroupement et qu'ils arrêteront de rouler à plein pétrole. Qu'il soit courageux, qu'il attende le ravitaillement. »

Jean-Luc calcule rapidement : si son coureur arrive vingt minutes après le premier, il sera éliminé. Le dilemme est maintenant posé : si Jean-Luc se porte aux côtés de Tchmil, il oblige Jos à suivre le peloton et à abandonner Thomas Fleischer à son triste sort. « Ou l'abandonne un homme, ou je joue la gagne », résume le directeur sportif. Il choisira la gagne, même si Tchmil, « le gros moteur de l'équipe », se fera rattraper plus tard par le peloton. Quant à l'infortuné Fleischer, qui, le matin de l'étape, confiait qu'il n'en pouvait plus, il mettra pied à terre quelques kilomètres plus loin.

UN BUDGET MODESTE
Au départ de l'étape, le directeur sportif avait prévu que « celui qui serait lâché dans la première côte de la journée aurait bien du mal à revenir ». Il avait connu en 1995 la mésaventure de ramener seulement deux coureurs à Paris. Au printemps 1995, le sprinter de son équipe, Wilfried Nelissen, un des hommes les plus rapides de la meute, s'est fracturé tibia et fémur, faisant une croix sur le Tour. Pour Vandembroucke,

il s'agit donc d'abord de tenter d'amener le plus de monde possible entier jusqu'aux Champs-Élysées. Et d'espérer que Tchmil, neuvième au classement international, en « accroche au moins une ». Conséquence de ses performances moyennes et d'un budget modeste, l'équipe Lotto dispose d'une logistique moyenne. Deux voitures - comme tout le monde - sur la course et deux pour le ravitaillement. Tchmil est le seul à disposer de deux vélos de rechange. En plus des neuf coureurs, l'équipe se compose de deux directeurs sportifs, trois mécaniciens et quatre assistants.

Une main sur le volant, l'autre en train d'essayer d'appeler une nouvelle fois « Jos », les yeux fixés sur le peloton au cas où l'un des siens aurait besoin de lui, Jean-Luc Vandembroucke se laisse aller à quelques considérations sur le cyclisme en général et sa branche belge en particulier. En attendant la relève, l'état des lieux ne porte pas au plus grand optimisme. « Il faut savoir attendre, ici comme ailleurs, la patience est aussi une ver-

tu », lance-t-il, philosophe. Avant de se référer à un de ses compatriotes, Walter Godefroot, auquel il a succédé à la tête des Lotto, et qui a mis plusieurs années avant de bâtir l'équipe Deutsche Telekom, qui explose aujourd'hui. « Lotto, Lotto au peloton », la voix nasillarde de « Radio-Tour » met fin à la discussion. Jean-Luc Vandembroucke entame un nouveau gymnase, cette fois entre les voitures des vingt et un autres directeurs sportifs, pour se porter en queue de peloton. Nick Vandecastel, un des mécanos, se prépare à intervenir au cas où un des coureurs aurait crevé. Depuis le début de Tour, les Lotto n'ont eu à déplorer que quatre crevaisons. C'est Nico Mattan qui, en levant le bras, a appelé à la rescousse. Il fait soit le jeune Belge met cinq bidons où il peut - il en glisse même un sous son maillot - et va faire la distribution à ses coéquipiers. Jean-Luc Vandembroucke se laisse de nouveau glisser à l'arrière. Oui, God Verdomm !

José-Alain Fralon

Après de longues négociations, le comité des Cinq nations décide de suspendre l'Angleterre du Tournoi

La signature d'un contrat de télévision avec Rupert Murdoch pourrait priver le XV de la rose de compétition

Samedi 13 juillet, le comité des Cinq nations a décidé d'exclure l'Angleterre du Tournoi. La décision concerne les fédérations galloise, écossaise

et irlandaise, les Français ayant proposé de disputer un match hors-compétition contre les Anglais. Cette décision fait suite à un accord d'ex-

clusivité sur les droits de retransmission télévisée des matchs de rugby signé entre l'équipe de la rose et Sky TV.

« NOUS VOULONS une plus grosse part du gâteau, parce que nous avons plus de bouches à nourrir ». Le 13 avril à Dublin, lors d'une réunion des fédérations anglo-saxonnes de rugby, Tony Hallett, secrétaire de la Fédération anglaise (RFU), appelle enfin un chat un chat. L'Angle-



terre maintiendra bel et bien l'accord signé avec BSkyB, la chaîne du magnat australo-américain Rupert Murdoch, aux termes duquel la fédération recevra, pendant cinq ans, 87,5 millions de livres (650 millions de francs) en échange de l'exclusivité de la retransmission des matches du Tournoi des Cinq nations disputés par le XV de la rose (Le Monde du 16 avril).

Une décision justifiée, côté anglais, par la plus grande part d'au-

dience réalisée par les hôtes de Twickenham. Cette initiative met fin au monopole que la BBC détenait jusqu'à la fin du Tournoi 1997 sur les rencontres jouées par les quatre équipes anglophones, et, surtout, creuse un fossé entre les droits de retransmission perçus par les différents partenaires anglosaxons.

Après la décision prise le même jour par le comité des Cinq nations d'exclure les Anglais du prochain Tournoi, le nouveau président s'est d'abord plaint du retard dans l'annonce de la sanction. En jouant la carte de la surprise, Richardson a ainsi laissé entendre que le début de son mandat pouvait signifier la fin de l'impasse dans laquelle le rugby britannique s'enlise depuis des mois.

Après la menace de Colin Hurrell, le trésorier de la RFU, d'attaquer en justice le comité des Cinq nations, John Richardson a finalement conclu la journée sur le registre de l'apaisement en demandant une reprise urgente des discussions, afin d'éviter la mise en touche définitive de l'équipe auteur de onze Grands Chelems. Une proposition acceptée par le président du comité des Cinq nations, Tom Kiernan, qui a toutefois précisé aux Anglais qu'ils n'avaient plus le temps de tergiverser.

L'exclusion de l'Angleterre du rendez-vous le plus prestigieux pour le rugby de l'hémisphère Nord mérite quelques ronds de jambe. Cette fois, pourtant, le coup de semonce lancé par Tom Kiernan, le président du comité des Cinq nations, est sévère. Depuis l'annonce du cavalier seul anglais, les autres partenaires du Tournoi - honnis la France, qui négocie séparément ses droits de retransmission - ont des-

siné un canevas précis d'un événement « Tournoi des Quatre nations ». L'accord signé vendredi, valable pour les dix années à venir, donne naissance à une compétition basée sur des matches aller-retour disputés entre janvier et mai.

Si le Pays de Galles, l'Ecosse et l'Irlande ont annoncé leur refus d'affronter l'Angleterre, ce n'est pas encore le cas de la France. Bernard Lapasset, président de la Fédération française de rugby, a exprimé dimanche le vœu de « voir l'équipe de France jouer contre les Anglais, quoiqu'il arrive ». Entre un Tournoi à quatre et un duel franco-britannique hors-compétition, le monde de l'ovale continue de marcher sur la tête.

Une situation qui remonte au 23 juin 1995. Ce jour-là, Rupert Murdoch signe avec les trois plus puissantes fédérations de l'hémisphère Sud (Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande et Australie) un contrat de 550 millions de dollars (plus de 2,6 milliards de francs) qui porte sur la retransmission par SkyTV de leurs matches pendant dix ans. En dépit de l'échec du circuit professionnel de rugby qu'un autre milliardaire australien a tenté de lancer dans la foulée de son rival, le ver était dans le fruit.

Fin août, l'International Board, le gouvernement mondial du rugby, finit d'économiser l'amateurisme centenaire du rugby, en permettant la rémunération des joueurs « à tout niveau » et « sans plafond ». Si l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Irlande ont résisté, la France a cédé et l'Angleterre s'est engagée dans l'aventure. Avec 375 000 licenciés les dirigeants du rugby anglais connaissent le pouvoir d'attraction de leur sport auprès des médias. Exacts du Tournoi, ils pourraient bien ne pas avoir beaucoup d'heures de retransmission à offrir à la chaîne de Murdoch.

Fabrice Tassel

COMMENTAIRE Coup de froid sur l'Ovalie

Le Tournoi des cinq nations ne fait plus rêver l'Angleterre. Elle a beau avoir inventé l'épreuve, avoir codifié son histoire et ses règles depuis 1910, elle s'est fatiguée de son enfant. Comme si les longs samedis après-midi d'hiver passés sous la pluie dans un capricieux cache-cache avec les rebonds du ballon ovale ne pouvaient plus suffire à son bonheur.

Les gentlemen, naguère épris de la tradition d'amateurisme, ne se satisfont plus des seuls beaux gestes, ils se sont pris d'une profonde affection pour l'argent. Géré par Rupert Murdoch et ses chaînes de télévision, celui des milliardaires qui se sont offert quelques-uns des meilleurs clubs du

pays. Fort de sa richesse en effectif et d'une adaptation réussie au professionnalisme, le rugby d'outre-Manche s'est mis en tête d'obtenir un statut jugé digne de son rang.

Il ne veut plus partager, armé du principe qu'à chacun selon ses mérites, et qu'à cette aune l'Angleterre de 1996 vaut plus que l'Ecosse, le Pays de Galles ou l'Irlande. Les autres nations britanniques ont pour seul tort de ne point s'accommoder de ce pénible habit de parent pauvre que leur a taillé le vieil ennemi. Les voilà transformées, bon gré mal gré, en défenses farouches de l'ordre actuel.

Du terrain, l'affrontement traditionnel a glissé en coulisse, plongeant le rugby européen dans une crise majeure. Quel sens pourrait bien avoir le Tournoi sans l'équipe qui le domine depuis le début de la décennie ? Ce n'est pas la réforme de

la compétition qui est en cause. Tous les participants en ont ressenti la nécessité. Un nouveau calendrier, l'entrée en lice de l'Italie, ont déjà été décidés.

L'issue de la bataille lancée pour quelques millions de livres renvoie au problème de fond. Qui de l'Angleterre ou des autres nations britanniques a le plus besoin du Tournoi ? Les Anglais lorgnent sur les équipes de l'hémisphère Sud. Face au risque d'une si cruelle absence, leurs rivaux n'ont pas dans l'immédiat de solution de rechange. Et la France se retrouve en position d'arbitre. Parce que l'Angleterre l'a toujours tenue à l'écart, que sa propre méfiance s'est muée en indépendance, elle est aujourd'hui mise en demeure de choisir ses alliés, et de dire ainsi à quoi ressemblera demain l'Europe du rugby.

Pascal Comex

La victoire de Jacques Villeneuve à Silverstone relance le championnat du monde

SILVERSTONE de notre envoyé spécial.

Le championnat du monde des conducteurs s'est peut-être joué dans les tout premiers mètres du Grand Prix de Grande-Bretagne. En déviant Damon Hill des le départ de la course, Jacques Villeneuve a conquis le droit de contester un titre qui semblait promis à son coéquipier de l'écurie Williams-Renault.

Devant un public gagné à sa cause, le Britannique Damon Hill n'avait pourtant qu'à reproduire le scénario de ses dernières victoires. En profitant de sa pole position sur la grille, il pouvait mener la course à sa guise en exploitant la supériorité de sa monoplace pour se mettre à l'abri des péripéties que suscitent les ravitaillements et les dépassements des attardés.

Mais Jacques Villeneuve n'a jamais caché qu'il n'a pas quitté la gloire des courses américaines pour une simple place de dauphin en formule 1. Sa deuxième place au Grand Prix du Canada, dans son pays, devant un public frustré, lui avait laissé un goût amer. A Montréal, il s'en était fallu de quelques centimètres pour qu'il pût se faufiler devant Damon Hill dans le premier virage. A Silverstone, Jacques Villeneuve n'a en cure des Union Jack décorés du portrait de son coéquipier et agités dans les tribunes. La perfection de son départ a semblé paralyser son aîné. Damon Hill a ainsi vu trois autres voitures le dépasser avant la courbe de Copse. Une courbe qui allait d'ailleurs provoquer sa sortie de route vingt-cinq tours plus tard.

En plaçant Damon Hill dans une situation moins confortable que celles qui l'ont vu gagner depuis le début de l'année, Jacques Villeneuve a réussi à mettre son coéquipier en demeure de prouver les qualités qui font de lui le pilote automobile préféré des Britanniques. Avant Nigel Mansell, Jackie Stewart ou le défunt Jim Clark. Toute l'Angleterre s'accorde à reconnaître les qualités humaines de ce père de famille méritant de trente-cinq ans.

Même si ses dix-neuf victoires en soixante et un grands prix le placent au niveau de réussite d'un Jim Clark et même du légendaire Fangio, le fils de Graham Hill a laissé échapper, en 1994 et 1995, le titre mondial qui a couronné à deux reprises le talent d'un père dont il affiche les couleurs sur son casque. Damon Hill a justement manqué les occasions qui lui étaient offertes chaque fois qu'il devait assumer la confrontation directe avec ses adversaires. Il avait ainsi perdu de précieux points l'an dernier, sur ce même circuit de Silverstone, en échouant, après un dépassement hasardeux, dans le bac à graviers, avec Michael Schumacher, son rival heureux pour le titre mondial de 1995.

Pendant vingt-cinq tours, dimanche, Damon Hill aura dû se supporter en hésitant à dépasser la McLaren du Finlandais Mika Häkkinen qui semblait à portée de sa Williams-Renault. Jacques Villeneuve, au contraire, n'a jamais été inquiété par Jean Alesi, auteur lui aussi d'un formidable départ mais une nouvelle fois trahi par sa Benetton, et qui a dû laisser la deuxième place à son coéquipier Gerhard Berger.

Seules les consignes de son écurie pourraient maintenant arrêter Jacques Villeneuve dans son ambition. Mais Frank Williams n'est sans doute pas fâché de voir ainsi sa jeune recrue s'élancer dans les négociations qui l'attendent avec Damon Hill. La presse anglaise a fait part des revendications de l'actuel leader du championnat du monde. Fort de son avance avant Silverstone, celui-ci aurait demandé que soit doublé son salaire à l'occasion de renouvellement de son contrat. Avec son humour glacé, Frank Williams a simplement annoncé avant la course qu'il aurait « très prochainement un entretien avec Damon Hill sur la question ».

Mais l'avance du Britannique sur Jacques Villeneuve s'est réduite à quinze points alors qu'il reste six courses à disputer. Ce qui permet au jeune pilote de rappeler son objectif : « L'avance de l'écurie Williams est maintenant telle au championnat du monde des constructeurs que Damon et moi pouvons nous affronter plus directement pour le titre des pilotes ». Damon Hill connaît désormais son seul adversaire. Il porte les mêmes couleurs que lui.

Christophe de Chenay

Cinq spectateurs tués dans l'Orne lors d'un rallye-cross

Un accident a endormi la Coupe Internationale de rallye-cross qui a eu lieu, dimanche 14 juillet, à Essay (Orne). En début d'après-midi, un pilote, lancé à pleine vitesse, n'a pu maîtriser la trajectoire de son véhicule. La voiture a escaladé un talus avant de retomber dans le public, provoquant la mort de cinq personnes, dont un enfant de deux ans et demi. Huit autres spectateurs ont été blessés gravement et vingt-sept plus légèrement. Selon Bernard Tournas, préfet de l'Orne, le circuit venait de subir des contrôles de sécurité et de renforcer les mesures de protection exigées par la Fédération française de rallye-cross. L'origine de l'accident, erreur de pilotage ou défaillance mécanique, reste encore inconnue.

Cet accident est le premier depuis la création du championnat de France de rallye-cross, en 1976. Né à la fin des années cinquante en Grande-Bretagne, ce sport, en circuit fermé, accorde une large part au spectacle. Les véhicules, équipés de moteurs limités à 400 chevaux, effectuent des sprints qui nécessitent une grande prise de risques.

MOTOCYCLISME : le pilote britannique Lee Priden et un officiel belge sont morts, dimanche 14 juillet, sur le circuit de Spa-Francorchamps (Belgique). Au cours des 24 heures de Liège motocyclistes, l'officiel est intervenu sur la piste pour ramasser une pièce tombée d'une des motos en course. Le pilote britannique, qui arrivait l'a alors percuté de plein fouet. (AFP)

MOTOCROSS : le Français Sébastien Torkelli a été sacré champion du monde en 125 cc, samedi 13 juillet à Manbij (Slovénie). En remportant la dixième des douze épreuves du championnat, le Français compte désormais 345 points et ne peut plus être rejoint en tête du classement général.

Les cadres techniques menacés par des restrictions budgétaires

Le ministère de la Jeunesse et des sports ne devrait plus rémunérer les cadres techniques du sport. Selon un porte-parole du ministère de l'économie, cette mesure fait suite à une réduction budgétaire de l'ensemble des ministères. Ils sont 1 500 cadres - directeurs techniques nationaux, entraîneurs nationaux et conseillers techniques régionaux - à être concernés par cette décision, en majorité des fonctionnaires détachés auprès de leur fédération. Dès lors, ils devraient soit rejoindre leur corps d'origine, soit être rémunérés par leur fédération. Cette décision, selon Henri Sérandon, président du Comité national olympique et sportif français (Cnos), représente pour les fédérations une somme globale de 600 millions de francs. Selon lui, « cette annonce à quatre jours du début des Jeux aura pour effet de rendre fébriles les cadres techniques, ainsi que certains athlètes qui ont passé leur profession de sport ».

RÉSULTATS

AUTOMOBILISME

Formule 1 : Grand Prix de Grande-Bretagne. 1. J. Villeneuve (Can., Williams-Renault), les 58,592 km en 1 h 28 min 0 s 874 ; 2. G. Berger (Aut., Benetton-Renault), à 19 s 028 ; 3. M. Häkkinen (Fin., McLaren-Mercedes), à 50 s 830 ; 4. R. Barrichello (Bré., Jordan-Peugeot), à 1 min 0 s 718 ; 5. D. Coulthard (G-B, McLaren-Mercedes), à 1 min 22 s 507 ; 6. M. Brundle (G-B, Jordan-Peugeot), à 1 tour. **Championnat du monde des constructeurs** : 1. Williams-Renault, 111 pts ; 2. Benetton-Renault, 41 pts ; 3. Ferrari, 35 pts ; 4. McLaren-Mercedes, 28 pts ; 5. Jordan-Peugeot, 19 pts.

GYMNASTIQUE

Tour de France : La Puy-en-Velay - Superbeaune (177 km). 1. R. Sørensen (Dan., Rabobank), à 3 h 11 min 1 s ; 2. R. Virenque (Fra.), à 3 h 11 min 1 s ; 3. L. Le Gac (Fra.), à 3 h 11 min 1 s ; 4. S. P. Sarradon (Bel.), à 3 h 11 min 1 s.

BASEBALL

Baseball : 1. D. Aboumoutou (Alg., Relin), à 2 h 01 min 1 s ; 2. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 3. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 4. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 5. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 6. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 7. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 8. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 9. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 10. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 11. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 12. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 13. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 14. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 15. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 16. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 17. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 18. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 19. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 20. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 21. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 22. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 23. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 24. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 25. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 26. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 27. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 28. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 29. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 30. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 31. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 32. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 33. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 34. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 35. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 36. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 37. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 38. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 39. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 40. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 41. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 42. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 43. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 44. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 45. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 46. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 47. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 48. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 49. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 50. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 51. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 52. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 53. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 54. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 55. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 56. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 57. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 58. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 59. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 60. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 61. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 62. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 63. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 64. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 65. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 66. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 67. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 68. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 69. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 70. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 71. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 72. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 73. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 74. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 75. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 76. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 77. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 78. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 79. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 80. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 81. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 82. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 83. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 84. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 85. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 86. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 87. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 88. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 89. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 90. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 91. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 92. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 93. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 94. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 95. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 96. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 97. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 98. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 99. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 100. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 101. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 102. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 103. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 104. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 105. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 106. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 107. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 108. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 109. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 110. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 111. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 112. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 113. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 114. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 115. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 116. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 117. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 118. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 119. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 120. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 121. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 122. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 123. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 124. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 125. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 126. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 127. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 128. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 129. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 130. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 131. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 132. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 133. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 134. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 135. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 136. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 137. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 138. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 139. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 140. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 141. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 142. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 143. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 144. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 145. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 146. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 147. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 148. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 149. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 150. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 151. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 152. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 153. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 154. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 155. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 156. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 157. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 158. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 159. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 160. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 161. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 162. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 163. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 164. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 165. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 166. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 167. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 168. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 169. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 170. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 171. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 172. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 173. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 174. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 175. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 176. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 177. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 178. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 179. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 180. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 181. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 182. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 183. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 184. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 185. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 186. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 187. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 188. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 189. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 190. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 191. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 192. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 193. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 194. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 195. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 196. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 197. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 198. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 199. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 200. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 201. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 202. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 203. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 204. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 205. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 206. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 207. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 208. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 209. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 210. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 211. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 212. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 213. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 214. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 215. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 216. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 217. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 218. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 219. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 220. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 221. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 222. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 223. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 224. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 225. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 226. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 227. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 228. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 229. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 230. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 231. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 232. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 233. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 234. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 235. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 236. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 237. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 238. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 239. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 240. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 241. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 242. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 243. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 244. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 245. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 246. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 247. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 248. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 249. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 250. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 251. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 252. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 253. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 254. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 255. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 256. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 257. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 258. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 259. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 260. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 261. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 262. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 263. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 264. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 265. L. Madouss (Fra.), à 2 h 01 min 1 s ; 266. L. Madouss (Fra.), à 2

Temps chaud et ensoleillé

DES HAUTES PRESSIONS vont se centrer sur les îles Britanniques pour les prochains jours. Un front froid très peu actif descend des côtes de la Manche en se désagrégeant. Il y aura un petit rafraîchissement à l'arrière, sensible surtout le matin.

Mardi matin, une bande nuageuse se désagrègera des Pays de la Loire au Jura. Dans toutes les autres régions, le soleil brillera largement. Dans le Nord, il pourra y avoir quelques bancs de brumes,

mais c'est surtout la fraîcheur relative qui se fera sentir. L'après-midi, le soleil sera généreux sur toutes les régions. Dans les Alpes, il y aura peut-être quelques ondées orageuses en fin d'après-midi. Le vent d'est à nord sera modéré sur les côtes de la Manche et au nord de la Seine.

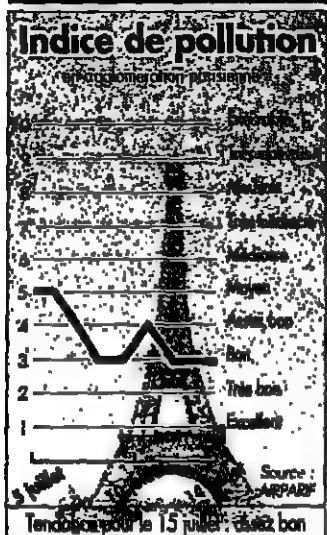
Les températures minimales se situent de l'ordre de 10 à 12 degrés au nord de la Seine, 12 à 16 degrés de la Bretagne à la Franche-Comté et 16 à 20 sur les autres régions. L'après-midi, il fera 18 à 20 près des côtes de la Manche, 22 à 24 dans le Nord-Picardie, 26 à 28 de la Bretagne à l'Alsace et 28 à 34 degrés dans les autres régions du nord au sud.

Le beau temps ensoleillé et chaud continuera mercredi. Des nuages se développeront sur les massifs et des orages isolés seront possibles dans le Massif Central. (Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



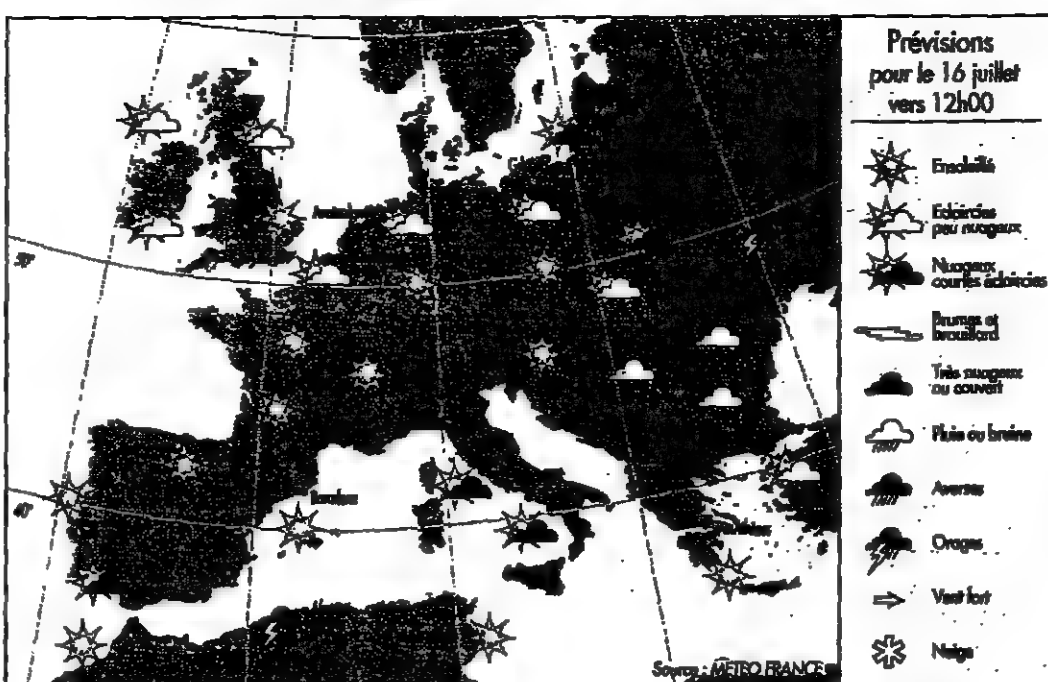
Prévisions pour le 16 juillet vers 12h00

La qualité de l'air



Tendances pour le 15 juillet, climat bon

AGENDA



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	LYON	MARSEILLE	NANCY	NANTES	NICE	PARIS	STRASBOURG	TOULOUSE
du 14 juillet	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
max/min	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
FRANCE	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
ALGER	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
AMSTERDAM	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
ATHÈNES	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
BANGKOK	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
BARCELONE	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
BELGRADE	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
BERLIN	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
BOMBEY	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
BRASILIA	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
BRUXELLES	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
BUCAREST	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
BUDAPEST	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
CAEN	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
CHERBOURG	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
CLEMONTE-F	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
DJON	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
FOR-DE-PI	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17
TOULOUSE	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17	23/17



Situation le 15 juillet, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 17 juillet, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

Le 14 juillet à Strasbourg

STRASBOURG avait pavé comme seule l'Alsace sa fête. Au petit jour, le ciel avait glissé une main bleue sur les pentes rouges des toits. Des grappes de drapeaux tricolores s'élevaient accrochées aux façades roses des vieilles maisons. Tout était prêt pour la fête. Hélas ! personne n'avait prévu la pluie ! Elle surgit l'après-midi en plein milieu de la fête aérienne et n'avait pas cessé lorsque le général de Lattre de Tassigny déboucha sur la place Kléber.

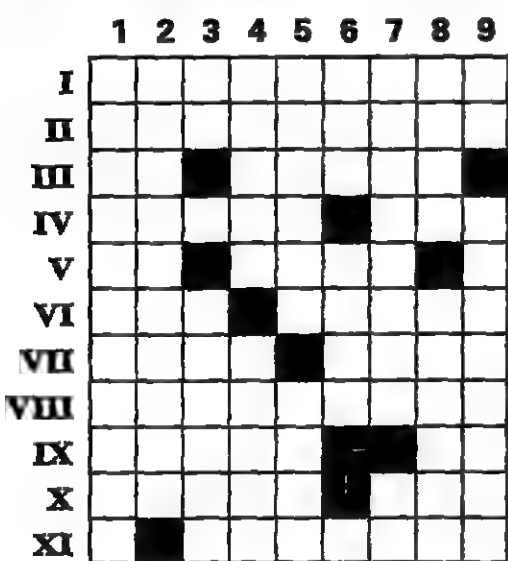
Les troupes s'étaient formées au carreau. Quatre spahis en burnous rouge avaient pris place autour du socle de la statue. C'est là, au pied même de l'effigie du grand guerrier alsacien, que Strasbourg allait offrir à celui qui par deux fois la sauva le sabre ciselé, hommage de sa reconnaissance. La première fois, c'était en janvier 1945. Les Allemands, malgré l'échec des Ardennes, avaient contre-attaqué en Alsace, au nord et au sud de Strasbourg. Le commandement allié préconisait un repli sur les Vosges.

Un repli sur les Vosges ? C'était sacrifier Strasbourg. Avec un rideau de troupes, le général de Lattre prit sur lui la responsabilité de protéger la ville avec ses seuls moyens. Il promit de la sauvegarder, et il tint parole. La seconde fois, c'était en avril 1945. L'armée française, après avoir passé le Rhin, était victorieuse en Allemagne, mais Strasbourg était toujours sous le feu des canons allemands de Kehl et d'Oberkirch. Descendant le Rhin sur sa rive allemande, la 1^{re} armée en atteignant Kehl sauva définitivement Strasbourg. Le cœur de la 1^{re} armée a toujours battu à Strasbourg. Strasbourg le sait et c'est toujours l'accueil du cœur qu'elle réserve au chef de l'armée Rhin-Danube.

Michel Droit
(16 juillet 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6865



HORIZONTALEMENT
1. Ne sont pas maîtres mais compagnons. - II. Peut amener à faire beaucoup de bouillottes. - III. S'en va parfois de la poitrine. Sorte de canne. - IV. Donna des couleurs. Majeur, en Italie. - V. Spectacle étranger. Voulait voir les choses du bon côté. - VI. Forme des hauts fonctionnaires. Connu d'une brillante civilisation. - VII. Dynastie chinoise. Qui a peut-être été corrigé. - VIII. Comme des exercices qu'on peut faire sur le bide. - IX. Ancienne contrée d'Afrique. Est utile pour faire des projets. - X. Quand il est grand, ça ne passe pas. Enlève. - XI. Elles ont une cervelle d'oiseau.

VERTICALEMENT
1. Des expressions vraiment cochannes. - 2. Utilisation militaire de dispositifs associant l'électronique et l'optique. - 3. Conjonction. Avait une tête de chacal. - 4. Quand on l'a, on ne fait rien. Se plaint. - 5. Ancien nom d'une ville du Zaire. Dans l'Hérault. - 6. Couleur de cheval. Il portait au loin des regards intéressés. - 7. Pancher légèrement. Pronom. - 8. Un cri séduisant à Constantinople. N'est pas fleur bleue. - 9. Symbole. Approfondies.

SOLUTION DU N° 6864
HORIZONTALEMENT
I. Appétit. Veriges. - II. Urologue. Roulis. - III. G. Omelette. - IV. Usante. Breintée. - V. Stage. Osé. L. A. - VI. Tirelire. Ulm. VII. Es. Dronte. - VIII. Silencieuse. - IX. Viner. L. Gestes. - X. Emus. Aetius. Une. - XI. Lopers. Ave. Sec. - XII. Arête. Rupture. - XIII. Urbanistes. Erin. - XIV. Tel. Sues. Et. - XV. Écolée. Suivre.

VERTICALEMENT
1. Auguste. Velouté. - 2. Prestissimo. Ré. - 3. P. A. Inhabitable. - 4. Élongé. Libéra. - 5. Tortiller. Rendu. - 6. Jné. Ast. - 7. Tue. Orade. Esse. - 8. Embée. Jota. Tue. - 9. Ere. Dé. Ivres. - 10. Emée. Rugueuses. - 11. Rôti. Doss. - 12. Tuert. Nés. Stéra. - 13. Ilet. Ut. Tuteur. - 14. Gbelle. Encrier. - 15. Es. Sem. Osé. Erte.

Guy Boutry

PARIS EN VISITE

Mercredi 17 juillet

PROMENADE DANS LE MAIRIS SUD : de beaux hôtels du XVIII^e et le village Saint-Paul (37 F), 11 heures, devant l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).
MUSÉE D'ORSAY : exposition Menzel (55 F + prix d'entrée), 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, aux pieds de l'éléphant (Paris et son histoire).
MUSÉE DU LOUVRE : exposition Pissanello (33 F + prix d'entrée), 14 heures (Musées nationaux).
MUSÉE DU MOYEN ÂGE (36 F + prix d'entrée) : les thermes de Lutèce et les galeries souterraines, 14 heures ; l'hôtel des abbés de Cluny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).
LA BUTTE-AUX-CAILLES (50 F), 14 h 30, sortie du métro Maison-Blanche côté impair de l'avenue d'Italie (M^o Cazes).
LES CARNACOMBS et exposition photographique (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, place Denfert-Rochereau (Musées de la Ville de Paris).
CITÉ D'ARTISTES autour de Pigalle (50 F), 14 h 30, sortie du métro Blanche (Paris pittoresques et insolites).
LES TEMPLES BOUDDHIQUES de bois de Vincennes (65 F), 14 h 30, sortie du métro Liberté par l'escalator (Pierre-Yves Jais).
LE CHÂTEAU DE VINCENNES (37 F), 15 heures, sortie du métro Château-de-Vincennes côté châteauneuf, près du banc (Monuments historiques).
LES EGOUTS (25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 93, quai d'Orsay (Ville de Paris).
PASSAGES DES GRANDS BOULEVARDS (55 F), 15 heures, 10, boulevard Montmartre (Matthieu Hager).
LA RUE DU BAC (37 F), 15 heures, sortie du métro Rue-du-Bac (Monuments historiques).
LES CHAMPS-ÉLYSÉES : de la Belle Époque au Cours la Reine (40 F), 15 h 30, à l'angle de l'avenue des Champs-Élysées et de la rue du Colisée (Approche de Paris).

LE GARNET DU VOYAGEUR

ALLEMAGNE. Les chemins de fer allemands mettront en service, en septembre 1997, des trains entiers en classe affaires. Baptisés Metropolitain, ces trains rouleront pour commencer, sur la ligne Hambourg-Cologne via Düsseldorf et Essen à raison de quatre liaisons dans chaque sens du lundi au vendredi, d'une le samedi et de deux le dimanche. A bord, les voyageurs pourront choisir entre des zones de travail, des zones de repos et des zones de communication. Chaque siège sera doté d'un bouton d'appel pour le service, d'une prise de courant pour les ordinateurs portables et de récepteurs de télévision et de radio. - (AFR)
HONGKONG. De nombreux touristes désirent assister à la fin du règne britannique sur Hongkong, le 30 juin 1997 à minuit. En conséquence, certains hôtels affichent déjà complet et d'autres, spéculant sur une hausse des prix, refusent de faire des réservations. - (AFR)
CHINE. Les compagnies aériennes étrangères assurant des liaisons en Chine devront très prochainement se conformer à de nouvelles normes de sécurité. Les transporteurs devront avoir en permanence un chef d'équipage à bord assisté d'un personnel suffisant et les aéroports devront se doter de dispositifs de sécurité capables de parer à toute urgence avant d'autoriser de nouveaux vols. - (AFR)
FRANCE. Le plus grand labyrinthe végétal au monde - 3,5 kilomètres d'allées sur 4 hectares plantés de maïs et de tomates - a été inauguré le 5 juillet à Reignac-sur-Indre (Indre-et-Loire). Ouvert au public le 10 juillet, il le restera tous les jours ainsi que les soirs de pleine lune jusqu'au 15 septembre. Magiciens, jongleurs et sorciers hantent les lieux et des haut-parleurs diffusent des bruits insolites. Événement saisonnier, le grand labyrinthe sera replanté chaque année. - (AFR)
GRANDE-BRETAGNE. Le nombre de passagers empruntant les sept aéroports britanniques appartenant à BAA a atteint, en juin, 8,9 millions, soit une hausse de 4,4 % par rapport au même mois en 1995.

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements			
24, avenue de G ^e Leclerc - 69646 Chassagny Cedex - Tél : 16 (1) 42-17-32-20.			
Je choisis			
la durée	France	Europe	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE - 1995 - 1996 : 1995 : 1996 : 1997 : 1998 : 1999 : 2000 : 2001 : 2002 : 2003 : 2004 : 2005 : 2006 : 2007 : 2008 : 2009 : 2010 : 2011 : 2012 : 2013 : 2014 : 2015 : 2016 : 2017 : 2018 : 2019 : 2020 : 2021 : 2022 : 2023 : 2024 : 2025 : 2026 : 2027 : 2028 : 2029 : 2030 : 2031 : 2032 : 2033 : 2034 : 2035 : 2036 : 2037 : 2038 : 2039 : 2040 : 2041 : 2042 : 2043 : 2044 : 2045 : 2046 : 2047 : 2048 : 2049 : 2050 : 2051 : 2052 : 2053 : 2054 : 2055 : 2056 : 2057 : 2058 : 2059 : 2060 : 2061 : 2062 : 2063 : 2064 : 2065 : 2066 : 2067 : 2068 : 2069 : 2070 : 2071 : 2072 : 2073 : 2074 : 2075 : 2076 : 2077 : 2078 : 2079 : 2080 : 2081 : 2082 : 2083 : 2084 : 2085 : 2086 : 2087 : 2088 : 2089 : 2090 : 2091 : 2092 : 2093 : 2094 : 2095 : 2096 : 2097 : 2098 : 2099 : 2100 : 2101 : 2102 : 2103 : 2104 : 2105 : 2106 : 2107 : 2108 : 2109 : 2110 : 2111 : 2112 : 2113 : 2114 : 2115 : 2116 : 2117 : 2118 : 2119 : 2120 : 2121 : 2122 : 2123 : 2124 : 2125 : 2126 : 2127 : 2128 : 2129 : 2130 : 2131 : 2132 : 2133 : 2134 : 2135 : 2136 : 2137 : 2138 : 2139 : 2140 : 2141 : 2142 : 2143 : 2144 : 2145 : 2146 : 2147 : 2148 : 2149 : 2150 : 2151 : 2152 : 2153 : 2154 : 2155 : 2156 : 2157 : 2158 : 2159 : 2160 : 2161 : 2162 : 2163 : 2164 : 2165 : 2166 : 2167 : 2168 : 2169 : 2170 : 2171 : 2172 : 2173 : 2174 : 2175 : 2176 : 2177 : 2178 : 2179 : 2180 : 2181 : 2182 : 2183 : 2184 : 2185 : 2186 : 2187 : 2188 : 2189 : 2190 : 2191 : 2192 : 2193 : 2194 : 2195 : 2196 : 2197 : 2198 : 2199 : 2200 : 2201 : 2202 : 2203 : 2204 : 2205 : 2206 : 2207 : 2208 : 2209 : 2210 : 2211 : 2212 : 2213 : 2214 : 2215 : 2216 : 2217 : 2218 : 2219 : 2220 : 2221 : 2222 : 2223 : 2224 : 2225 : 2226 : 2227 : 2228 : 2229 : 2230 : 2231 : 2232 : 2233 : 2234 : 2235 : 2236 : 2237 : 2238 : 2239 : 2240 : 2241 : 2242 : 2243 : 2244 : 2245 : 2246 : 2247 : 2248 : 2249 : 2250 : 2251 : 2252 : 2253 : 2254 : 2255 : 2256 : 2257 : 2258 : 2259 : 2260 : 2261 : 2262 : 2263 : 2264 : 2265 : 2266 : 2267 : 2268 : 2269 : 2270 : 2271 : 2272 : 2273 : 2274 : 2275 : 2276 : 2277 : 2278 : 2279 : 2280 : 2281 : 2282 : 2283 : 2284 : 2285 : 2286 : 2287 : 2288 : 2289 : 2290 : 2291 : 2292 : 2293 : 2294 : 2295 : 2296 : 2297 : 2298 : 2299 : 2300 : 2301 : 2302 : 2303 : 2304 : 2305 : 2306 : 2307 : 2308 : 2309 : 2310 : 2311 : 2312 : 2313 : 2314 : 2315 : 2316 : 2317 : 2318 : 2319 : 2320 : 2321 : 2322 : 2323 : 2324 : 2325 : 2326 : 2327 : 2328 : 2329 : 2330 : 2331 : 2332 : 2333 : 2334 : 2335 : 2336 : 2337 : 2338 : 2339 : 2340 : 2341 : 2342 : 2343 : 2344 : 2345 : 2346 : 2347 : 2348 : 2349 : 2350 : 2351 : 2352 : 2353 : 2354 : 2355 : 2356 : 2357 : 2358 : 2359 : 2360 : 2361 : 2362 : 2363 : 2364 : 2365 : 2366 : 2367 : 2368 : 2369 : 2370 : 2371 : 2372 : 2373 : 2374 : 2375 : 2376 : 2377 : 2378 : 2379 : 2380 : 2381 : 2382 : 2383 : 2384 : 2385 : 2386 : 2387 : 2388 : 2389 : 2390 : 2391 : 2392 : 2393 : 2394 : 2395 : 2396 : 2397 : 2398 : 2399 : 2400 : 2401 : 2402 : 2403 : 2404 : 2405 : 2406 : 2407 : 2408 : 2409 : 2410 : 2411 : 2412 : 2413 : 2414 : 2415 : 2416 : 2417 : 2418 : 2419 : 2420 : 2421 : 2422 : 2423 : 2424 : 2425 : 2426 : 2427 : 2428 : 2429 : 2430 : 2431 : 2432 : 2433 : 2434 : 2435 : 2436 : 2437 : 2438 : 2439 : 2440 : 2441 : 2442 : 2443 : 2444 : 2445 : 2446 : 2447 : 2448 : 2449 : 2450 : 2451 : 2452 : 2453 : 2454 : 2455 : 2456 : 2457 : 2458 : 2459 : 2460 : 2461 : 2462 : 2463 : 2464 : 2465 : 2466 : 2467 : 2468 : 2469 : 2470 : 2471 : 2472 : 2473 : 2474 : 2475 : 2476 : 2477 : 2478 : 2479 : 2480 : 2481 : 2482 : 2483 : 2484 : 2485 : 2486 : 2487 : 2488 : 2489 : 2490 : 2491 : 2492 : 2493 : 2494 : 2495 : 2496 : 2497 : 2498 : 2499 : 2500 : 2501 : 2502 : 2503 : 2504 : 2505 : 2506 : 2507 : 2508 : 2509 : 2510 : 2511 : 2512 : 2513 : 2514 : 2515 : 2516 : 2517 : 2518 : 2519 : 2520 : 2521 : 2522 : 2523 : 2524 : 2525 : 2526 : 2527 : 2528 : 2529 : 2530 : 2531 : 2532 : 2533 : 2534 : 2535 : 2536 : 2537 : 2538 : 2539 : 2540 : 2541 : 2542 : 2543 : 2544 : 2545 : 2546 : 2547 : 2548 : 2549 : 2550 : 2551 : 2552 : 2553 : 2554 : 2555 : 2556 : 2557 : 2558 : 2559 : 2560 : 2561 : 2562 : 2563 : 2564 : 2565 : 2566 : 2567 : 2568 : 2569 : 2570 : 2571 : 2572 : 2573 : 2574 : 2575 : 2576 : 2577 : 2578 : 2579 : 2580 : 2581 : 2582 : 2583 : 2584 : 2585 : 2586 : 2587 : 2588 : 2589 : 2590 : 2591 : 2592 : 2593 : 2594 : 2595 : 2596 : 2597 : 2598 : 2599 : 2600 : 2601 : 2602 : 2603 : 2604 : 2605 : 2606 : 2607 : 2608 : 2609 : 2610 : 2611 : 2612 : 2613 : 2614 : 2615 : 2616 : 2617 : 2618 : 2619 : 2620 : 2621 : 2622 : 2623 : 2624 : 2625 : 2626 : 2627 : 2628 : 2629 : 2630 : 2631 : 2632 : 2633 : 2634 : 2635 : 2636 : 2637 : 2638 : 2639 : 2640 : 2641 : 2642 : 2643 : 2644 : 2645 : 2646 : 2647 : 2648 : 2649 : 2650 : 2651 : 2652 : 2653 : 2654 : 2655 : 2656 : 2657 : 2658 : 2659 : 2660 : 2661 : 2662 : 2663 : 2664 : 2665 : 2666 : 2667 : 2668 : 2669 : 2670 : 2671 : 2672 : 2673 : 2674 : 2675 : 2676 : 2677 : 2678 : 2679 : 2680 : 2681 : 2682 : 2683 : 2684 : 2685 : 2686 : 2687 : 2688 : 2689 : 2690 : 2691 : 2692 : 2693 : 2694 : 2695 : 2696 : 2697 : 2698 : 2699 : 2700 : 2701 : 2702 : 2703 : 2704 : 2705 : 2706 : 2707 : 2708 : 2709 : 2710 : 2711 : 2712 : 2713 : 2714 : 2715 : 2716 : 2717 : 2718 : 2719 : 2720 : 2721 : 2722 : 2723 : 2724 : 2725 : 2726 : 2727 : 2728 : 2729 : 2730 : 2731 : 2732 : 2733 : 2734 : 2735 : 2736 : 2737 : 2738 : 2739 : 2740 : 2741 : 2742 : 2743 : 2744 : 2745 : 2746 : 2747 : 2748 : 2749 : 2750 : 2751 : 2752 : 2753 : 2754 : 2755 : 2756 : 2757 : 2758 : 2759 : 2760 : 2761 : 2762 : 2763 : 2764 : 2765 : 2766 : 2767 : 2768 : 2769 : 2770 : 2771 : 2772 : 2773 : 2774 : 2775 : 2776 : 2777 : 2778 : 2779 : 2780 : 2781 : 2782 : 2783 : 2784 : 2785 : 2786 : 2787 : 2788 : 2789 : 2790 : 2791 : 2792 : 2793 : 2794 : 2795 : 2796 : 2797 : 2798 : 2799 : 2800 : 2801 : 2802 : 2803 : 2804 : 2805 : 2806 : 2807 : 2808 : 2809 : 2810 : 2811 : 2812 : 2813 : 2814 : 2815 : 2816 : 2817 : 2818 : 2819 : 2820 : 2821 : 2822 : 2823 : 2824 : 2825 : 2826 : 2827 : 2828 : 2829 : 2830 : 2831 : 2832 : 2833 : 2834 : 2835 : 2836 : 2837 : 2838 : 2839 : 2840 : 2841 : 2842 : 2843 : 2844 : 2845 : 2846 : 2847 : 2848 : 2849 : 2850 : 2851 : 2852 : 2853 : 2854 : 2855 : 2856 : 2857 : 2858 : 2859 : 2860 : 2861 : 2862 : 2863 : 2864 : 2865 : 2866 : 2867 : 2868 : 2869 : 2870 : 2871 : 2872 : 2873 : 2874 : 2875 : 2876 : 2877 : 2878 : 2879 : 2880 : 2881 : 2882 : 2883 : 2884 : 2885 : 2886 : 2887 : 2888 : 2889 : 2890 : 2891 : 2892 : 2893 : 2894 : 2895 : 2896 : 2897 : 2898 : 2899 : 2900 : 2901 : 2902 : 2903 : 2904 : 2905 : 2906 : 2907 : 2908 : 2909 : 2910 : 2911 : 2912 : 29

CULTURE

LE MONDE / MARDI 16 JUILLET 1996

AVIGNON 96 Le Festival est à son premier tournant. Les rues d'Avignon s'animent, le public s'élargit. Il pourra s'aventurer sans crainte dans le quartier des Célestins. ● DANS L'ÉGLISE, le directeur du Studio classique, Christian Rist, leur fera découvrir le théâtre voluptueux de Gilbert Lely, le biographe de Sade. ● DANS LE CLOÎTRE voisin,

la Compagnie Jean-Louis Houdin s'est installée avec musiciens et acteurs, dont Sid Ahmed Agoumi, que les festivaliers ont découvert l'année dernière dans *Les Généreux*,

d'Alloula. Ils donnent *Les Fils de l'amertume* pour tous ceux qui, en Algérie, vivent sous la botte de la violence fondamentaliste. ● À L'HÔTEL DE ROCHEGUE, c'est un

enfant du Festival et de Jean Vilar, le comédien Philippe Avron, qui reprend, en l'augmentant, sa « Cour d'honneur » empreinte de nostalgie. (De nos envoyés spéciaux).

enfant du Festival et de Jean Vilar, le comédien Philippe Avron, qui reprend, en l'augmentant, sa « Cour d'honneur » empreinte de nostalgie. (De nos envoyés spéciaux).

L'église des Célestins saisie par la chair et la volupté

Christian Rist met en scène deux textes qui viennent érotiser le Festival : « Ne tue ton père qu'à bon escient » et « Solomnie la possédée ». Ils ont été écrits par le biographe de Sade, Gilbert Lely

NE TUE TON PÈRE QU'À BON ESCIENT et **SOLOMONIE LA POSSÉDÉE**, de Gilbert Lely. Mises en scène : Christian Rist. Décors de Danielle Vidouvet. Lumières de Ghislaine Gonzalès. Costumes de Consuello Zoelly. Musique de Jean-Michel Delers et Denis Zaidman. Avec Hélène de Saint-Père, Richard Sammel, Christian Fournier, Serge Le Lay, Veronika Varga, Hélène Le-roux... Église des Célestins, jusqu'au 19 juillet à 18 heures. Tél. 90-14-14-14.

Christian Rist poursuit sa route. Sans se départir de son allure de grand jeune homme, il mène allègrement l'entreprise qu'il a fondée en 1982 : le Studio classique. Une sorte d'ovni dans le paysage théâtral français, à la fois atelier dans lequel des comédiens viennent s'entraîner, de manière quasi-sportive, à produire une diction apte à redonner corps au répertoire, et un laboratoire où se mêlent des spectacles. Les décors n'occupent qu'une

place allusive dans les mises en scène de Christian Rist. Mais les corps chantent, et le plaisir effleure, comme dans *Les Amoureux de Molière* (1985). Le *Dépit amoureux* (1986). Ou, aujourd'hui, *Ne tue ton père qu'à bon escient* et *Solomnie la possédée* : une tragédie et un poème dramatique signés Gilbert Lely, qui viennent à point érotiser le Festival.

Présentés l'un à la suite de l'autre, ces deux textes sont donnés dans l'église des Célestins : une des plus sévèrement belles d'Avignon, réduite à sa nef pour les besoins de la représentation. Sous ses pierres qui interrogent le divin d'une manière presque menaçante, on a le sentiment d'avoir embarqué pour un voyage sur un bateau d'aventure.

PAROLES BRÛLANTES Mais les bruits extérieurs jouent les voisins mal élevés, et cela gêne. d'autant que l'acoustique intérieure joue, elle, les coquettes : malgré le voile tendu sous les voûtes, souvent, il faut tendre l'oreille ; parfois, le texte se perd. C'est dommage. C'est la loi du Festival.

Dans ce cadre, on jurerait que Danielle Vidouvet, la scénographe, a voulu nier toute idée de beau décor. Pour *Ne tue ton père qu'à bon escient*, elle a posé un tapis au sol, tendu un cyclo au fond et dressé quelques colonnes recouvertes de papier bleu froissé. Cette esquisse laisse une grande latitude aux éclairages, signés Ghislaine Gonzalès, pour inventer le jour et la nuit, la terre et la mer, cette Méditerranée qui inonde le désir de la tragédie de Gilbert Lely, dont l'histoire du titre est sans appel.

Au bord de la mer vit Médée (Hélène de Saint-Père), chez son père Aétès (Serge Le Lay), qui l'a fiancée à Absyrtos (Christian Fournier). De la mer vient Jason (Richard Sammel), à la quête de sa Toison d'or. Dès qu'elle l'a vu débarquer, Médée l'a aimé. Elle lui a donné son corps et ses pouvoirs magiques pour qu'il puisse vaincre le dragon. Mais, pour récupérer la Toison, il faut en passer par le corps d'Aétès, qui garde sur lui le talisman donnant accès à sa cachette.

Jason incite Médée à tuer son père. Elle poignarde le vieil

homme, puis réveille Jason, qui, en quelques mots assassins, tue son amour : « As-tu pensé que je t'aimais ? Quelle négligence de langage a pu te faire croire cela ? Ce cœur me serait plus lourd à porter que le

Lely sur la voie de Sade

Gilbert Lely (1904-1985) a consacré sa vie à l'œuvre de Sade, dont il a été l'éditeur et le biographe. Il fut aussi poète, traducteur des *Métamorphoses* d'Ovide, de *La Folle Tristesse*, et auteur de deux courtes pièces, *Ne tue ton père qu'à bon escient* et *Solomnie la possédée*, que Christian Rist fait découvrir à Avignon. Ce dernier propose quatre lectures de textes de Gilbert Lely, les 15, 16, 17 et 18 juillet, à minuit, au Musée Calvet.

chargement de mon navire si j'ai jamais toutes les belles femmes qui m'ont donné du plaisir dans les villes maritimes. (...) Je pense que dans quelque maison de tolérance tu pourras encore être une hono-

nable putain. » Alors le corps voluptueux de Médée n'est plus qu'une chair défilante.

Elle, qui se souvient des « abîmes inouïs » des nuits avec son amour, s'entend dire par Jason qu'elle ne l'a point aimé sans sa virilité triomphante. L'amour est un bordel, pour Gilbert Lely, et la chair a ses raisons que la raison ne connaît pas. En expert du marquis de Sade, dont il a écrit une biographie, l'auteur de *Ne tue ton père qu'à bon escient* revisite le mythe à la manière d'un hors-la-loi. Sa tragédie est brève (parce que tout est dit quand tout est consommé), voluptueuse, impudique et fort bien écrite (parce que sans chair, les mots n'ont plus de voix). C'est cela que Christian Rist fait entendre à travers les quatre comédiens, qui tuent la politesse. A bon escient.

Avec *Solomnie la possédée*, le ton monte. Ce n'est plus la volupté qui contrarie les pierres des Célestins, mais la sensualité qui les provoque à travers le corps de Veronika Varga, jeune comédienne qui tient le rôle-titre. Pour écrire son poème dramatique, Gilbert Lely s'est inspiré d'un conte du Russe

Alexei Remizov, qui s'est lui-même inspiré d'une histoire de la chronique russe. Au XVIII^e siècle vécut dans un village une jeune fille imprégnée de l'amour de Dieu. Elle avait seize ans quand ses parents la marièrent. Dès sa nuit de nocces, son corps subit les assauts du Viollet à tête de serpent. Pendant cinq ans, elle vit sous son feu, multiplié par des hordes de monstres.

Elle devient pour tous Solomnie la Possédée, soumise à un exorcisme qui attire les foules : « Solomnie est si belle que l'on ne peut détourner les yeux de son visage et de son corps. Elle profère des mots inconnus, mêlés de sacrilèges et d'obscénités. Comment l'écouter sans frissons ? Dans sa voix, les fracas du dégel, les hurlements de l'automne. » Les paroles brillantes des attaques charnelles de Solomnie sont secourus des litanies enfimées des grandes mystiques. Ce sont celles de la possession, dont Christian Rist nous rappelle la nécessaire déraison, à travers les deux œuvres à découvrir de Gilbert Lely.

Brigitte Salino

EN VILLE, EN SCÈNE

Sid Ahmed Agoumi

On a découvert sa haute silhouette qu'une gentillesse constante arborait dans une attitude amicale. Sid Ahmed Agoumi est acteur, algérien, réfugié en France depuis que son pays a cédé à la violence islamiste qui s'en prend à tous les citoyens, et aux artistes par préférence. On l'a découvert en France il y a deux ans, lors des Francophonies de Limoges, avec la troupe du Théâtre de la Citadelle d'Alger, puis on l'a retrouvé à Avignon, héros « ramassé » des *Généreux*, d'Abdelkader Alloula, auteur assassiné quelques mois plus tôt par les intégristes. Il est l'un d'eux dans *Les Fils de l'amertume*, donné au cloître des Célestins, tenant un rôle de « méchant » que seuls les hommes de cœur peuvent rendre acceptable. On le retrouvera la saison prochaine, à la faveur de la tournée d'un beau spectacle de Claudia Staviski, *Comme tu me veux*, de Pirandello.

XAVIER GARY/KODAK POUR « LE MONDE »



De bons Berbères entre deux éléphants

LES FILS DE L'AMERTUME, de Slimane Benabissa. Mise en scène de l'auteur et de Jean-Louis Houdin. Avec Sid Ahmed Agoumi, Mohammed Fellag, Marc Barbé, Sonia et Slimane Benabissa. Cloître des Célestins, jusqu'au 21 juillet, 22 heures.

Les jours tragiques de l'Algérie s'imbriquent si intimement aux nôtres qu'une contribution algérienne à ce festival allait en principe de soi. Slimane Benabissa, main dans la main avec l'hexagonal Jean-Louis Houdin, présente ainsi *Les Fils de l'amertume* dans l'un des lieux les plus beaux d'Avignon, le cloître des Célestins.

Les signes extérieurs du campement provisoire berbère sont d'une beauté raffinée. Hamid Tabouchi et Roland Deville ont esquissé, au sol, les traces pâles d'une mosaïque usée par les babouches, les genoux ; ils ont tendu, sous nos arcs gothiques, de légers colliers de lampes en forme d'architecture mauresque ; et un très mince crois-sant d'or blanc luit sous le ciel de Provence.

L'emprise du cloître des Célestins repose sur la présence, en plein décor, de deux platanes presque millénaires, plantés là comme un vieux ménage d'éléphants géants qu'aucune troupe d'acteurs ne viendra jamais déranger. Contre monsieur

l'éléphant de droite ont pris place deux chanteuses venues de soie et trois musiciens : ils jouent ces variations modulées que l'on écoute comme une berceuse des limbes. Contre madame l'éléphant de gauche est assis le « parain » français de cette démonstration, Jean-Louis Houdin, dans la pose quel-que peu flottante d'un tonton par alliance qui s'est fait piéger dans un coup tordu.

Coup tordu, car il faut en venir au corps de ce spectacle : cinq acteurs - Agoumi, Fellag, Sonia, Marc Barbé, et l'auteur, Slimane Benabissa, d'ailleurs excellents - se succèdent au centre de la scène, et nous racontent soit de « bonnes histoires algériennes », drôles-pas drôles, comme il existe de « bonnes histoires juives », drôles-pas drôles, qui mettent l'assistance en joie, soit un panache, cette fois en série, d'évocateurs des crises que vit l'Algérie, et cela sans prise de jugement, innocents et égoïstes presque sous le même regard « objectif », compréhensif.

Un genre de revue de fin d'année, plutôt allègre, qui laisse son public d'honneur enjoué. Comme si le chagrin et la peur n'étaient pas le mal quotidien de cette guerre d'usure. En fait, un spectacle de bonne foi. Mais un pari, dans les circonstances d'aujourd'hui, probablement insoutenable.

Michel Cournot

MA COUR D'HONNEUR 96, de et interprété par Philippe Avron. Musique : Jean-Jacques Lemêtre. Aménagement scénique et lumières du Théâtre du Soleil. Hôtel de Rochegude. Maison des côtes-du-rhône, jusqu'au 19 juillet à 22 heures (complet) ; retours de billets avant le lever de rideau.

Il surgit au pied des gradins installés dans la cour de l'Hôtel de Rochegude, comme un ami de toujours qui interpellait l'un ou l'autre, sur le ton de la confidence. Cette impression de proximité est renforcée par sa mise, ordinaire, pantalon kaki, veste marron, chemise rose, souliers cirés, et de curieuses petites chaussettes rouges. On reconnaît la voix, le visage avenant, le sourire et le ton amical.

Philippe Avron est un familier du Festival d'Avignon. Son métier lui est apparu dans la Cour d'honneur, et sous le regard, et dans la voix de celui que chacun, aujourd'hui, voudrait avoir connu, entendu, applaudi, Jean-Vilar. Avron était encore spectateur quand, en 1960, il découvrait *Antigone* de Sophocle, dans la mise en scène du maître des lieux. Et il se souvient qu'il ne se sentit pas étranger à ce qu'il vit pour la première fois. Il n'était encore per-

Les souvenirs amusés d'un enfant de Jean Vilar

Philippe Avron reprend et aménage « Ma Cour d'honneur », mémoires drolatiques d'un acteur familial, depuis 1960, du Festival et de ses lieux

somme quand Vilar lui demanda de jouer, un jour de 1961, le petit rôle de Nuno, dans *L'Alcade de Zalamea*, avec pour seule consigne ces mots qu'il délivra avec la voix nasale, autoritaire, du patron du TNP : « Tu te mettras à une portée de claquer de ton maître »... Comme une première leçon pour un jeune acteur qui vivra toute sa vie sous la « dictature » consentie des metteurs en scène.

La Cour d'honneur fut son conservatoire. Quand il ne faisait pas la tournée des cabarets par-

sont enfin aux ordres et que l'éclairagiste enchaîne les effets dans un silence complet. Commence alors la mélodie des souvenirs, amusée ou émue selon les épisodes, des moments de grandes drôleries, d'autres autrement intimes, une once de poésie éclairant chaque réminiscence. Philippe Avron embrasse d'un même geste les moments de sa vie d'acteur et ceux de sa vie d'homme, les anecdotes qui font d'un garçonnet un adulte amoureux du monde et serviteur du jeu.

quand même un texte un peu longuet... » ; Peter Brook (« Ce lumbago, c'est peut-être un miracle, la marque de la vulnérabilité : le lumbago de Philippe est un signe du destin ») ; et Jean Vilar (« Tu n'as pas à faire d'efforts, Philippe, tu parles pour le public, tu parles pour l'auteur, tu parles pour moi »).

Philippe Avron connaît tellement bien son public qu'il s'en moque avec gentillesse. Comme cette notation, moins innocente qu'elle n'y paraît : « Avec l'influence de la télévision, le public ne s'en va plus des salles de théâtre, il s'évade. Les spectateurs du troisième âge font leurs comptes... Ce que vous dites rappelle quelque chose aux spectateurs d'âge moyen, qui, vous écoutant, lancent un "Moi aussi" ou un "Ça c'est vrai" ». Le public jeune garde ses écouteurs et, selon ce qu'il voit sur la scène, il change de cassette... »

Le théâtre est, malgré tout, la vraie maison de Philippe Avron. Pour une raison qu'il lâche, mine de rien : « Il y a une différence entre le théâtre et le cinéma. Au théâtre, quand on meurt, on salue à la fin. » La formule résume le ton de ce court spectacle, *Ma Cour d'honneur 96*, reflet d'un homme qui n'a d'autre souci que de partager son amour de la scène. On voudrait qu'il soit plus féroce ; son ironie est tendre, simplement.

Olivier Schmitt

De « Hamlet » à « Dom Juan 2000 »

Philippe Avron est entré en théâtre dans le giron de Jean Vilar, et a fait ses classes dans la Cour d'honneur après des leçons auprès de Jacques Lecoq, chez qui il a rencontré le complice de ses spectacles de cabaret : Claude Evarard. Depuis 1961, Philippe Avron est venu de nombreuses fois ici. Dans la Cour, il a joué les rôles principaux de *Hamlet* (1977) et du *Cercle de craie caucasien*, de Brecht (1978), sous la direction de Bemo Besson. Il fut aussi Sganarelle dans le *Dom Juan* de Molière mis en scène par Roger Planchon (1980). Il a créé deux spectacles solo à succès : *Dom Juan 2000* (1988) et *Ma Cour d'honneur* (1994), dont il donne cette année une version revisitée.

siens, aux côtés de son complice Claude Evarard, élève, comme lui, de Jacques Lecoq, Philippe Avron répétait ses gammes sous la houlette de Vilar. Et il s'émerveille encore aujourd'hui de ce moment, le « filage lumières », dans la cour du palais des papes, ce moment du petit matin où tous les projecteurs

épinglant au passage quelques grands de la scène, mais jamais cruellement.

Ainsi, il imagine qu'il s'apprête à jouer *Dom Juan*, et, pour corser l'affaire, s'invente un lumbago afin de mettre à l'épreuve trois metteurs en scène successifs : Robert Hossein (« Dom Juan, c'est

Balade estivale à Paris d'un club de jazz à l'autre

On peut voir dans la capitale une programmation que bien des festivals aimeraient copier

Le jazz ne se rencontre pas uniquement aux quatre coins de l'Hexagone. Il prend également ses quartiers d'été, durant deux mois, à Paris.

RHODA SCOTT, Jimmy Cobb, James Carter, Ray Barretto, Joao Bosco, Branford Marsalis, Eddie Palmieri, des anciens, des modernes, des nouveaux venus à propos desquels on se prévient (« Vas-y, il joue sérieux... ») pour le Québécois Yannick Rieu, par exemple, des stars et des jeunes loupes.

Tous en club ! C'est Paris. En club, ça veut dire en petit comité, le nez sous la caisse claire du batteur, les yeux rivés sur l'index du bassiste pour piger le secret. En club, autrement dit en compagnie, avec le son juste et un usage du temps qui n'est pas celui, militaire, des concerts. En club comme on serait en studio ou en répétition. On peut faire le tour du monde, Paris reste inégalée. Le jazz y prend des quartiers d'été, que bien des festivals aimeraient copier. Et de surcroît, en club.

Moins de monde dans les rues, soirées très ambulatoires, les bleus sont sur la Côte ou dans le tubéron, on peut traîner tout les soirs avec distinction. Donc, tandis que des mortels, la multitude vile, sous le fouet du plaisir, se bourre sans merci, va cueillir les remords que l'on sait dans la fête servile, on s'abonne au New Morning. Tel un brigand célèbre sur la route des diligences, le club de la rue des Petites-Écuries se livre à son détour-

nement annuel de stars en go-guette. On y attend des noms qui sont ailleurs les fleurons de soirées de luxe, James Carter (le 18 juillet), Branford Marsalis (les 20 et 21), Mike Stern (le 22), Joao Bosco (le 23), Ray Barretto (le 24), Eddie Palmieri (le 27), Joe Louis Walker (le 29)...

En club, donc, sans triche. Le Sunset vient de terminer son deuxième Festival de jazz vocal et passe à son American Jazz Festival. Carlos Wernick (le 15) et Katy Roberts (les 17 et 18) méritent de sortir de l'ombre : en jurer sur pièces. L'événement, c'est Jimmy Cobb, un des maîtres de la batterie moderne, que Jeanne Calment a probablement vu lors de son premier séjour à l'Olympia avec Miles. Il sera entouré (les 23, 24 et 25 juillet) par une cohorte de jeunes solistes : les frères Belmonte (trompette et saxophone), Thomas Bramerie (bassiste) et le plus infatigable des grands doués, Stefano Di Battista (saxophones). Surtout en club. On peut mesurer l'intérêt que l'on porte à un saxophoniste à la distance que l'on est prêt à parcourir pour lui. Ajoutons au programme Frank Amisaleu (piano, le 31 juillet), le dernier authentique poète de la batterie, Aldo Romano (les 2 et 3 août), Christian Vander (du 14 au 17), Sylvain Beuf (les 23 et 24) et l'un des nouveaux venus que l'on se signale depuis quelques mois,

Pierre de Bethmann (piano, les 30 et 31), le 60 de la rue des Lombards reste une adresse solide. La remontée vers le nord, comme pour rentrer à la maison, peut s'accommoder d'un détour par La Villa : Boris Blanchet s'y produit le 24 juillet. On le connaît depuis peu par l'Orchestre national de jazz (ONJ). Rien de plus beau au monde que d'aller voir un scientifique de l'espace (Jimmy Cobb) ou une promesse en plein décollage (Boris Blanchet) : en club, naturellement.

JARDINS SECRETS

Enfin, pour la bonne bouche, le Hot Brass et ses lumières de fête foraine postmoderne (d'autant que le poste n'empêche pas de monter à la grande roue des Tuileries, au contraire : on y voit un très beau Paris en tremblant discrètement) : là, droit au but, c'est Zawiml Syndicate avec Paco Séry (le 16 juillet), David Murray (le 19), Joe Henderson (les 23 et 24), Marcus Roberts (le 29), Gilberto Gil (les 30 et 31), autant dire un plateau de place de première (Montreux ou Juan-les-Pins, pas moins).

Maintenant, voici les jardins secrets : si l'on était vraiment responsable, on traiterait par priorité Sonny Simmons au Duc des Lombards (belle brasserie de plain-pied, les 19 et 20 juillet), Ricky Ford et

American Jazz Festival - à La Villa, au Hot Brass... Plus intimistes : le Duc des Lombards, l'Hôtel d'Albret ou le Parc floral de Vincennes.

Walter Bishop, toujours au Duc (le 29 et 31), Michel Grallier et Simon Goubert (les 21 et 22 août), Sir Roland Hanna enfin, pianiste précieux, du 27 au 29 août. Tous les samedis, à 16 heures, canotage et mélomanie dans les fleurs de Vincennes (Pom Big Band, le 20 juillet, Stefano Di Battista, le 27, etc.).

Et, tandis que la multitude gogote de la vache tremblante et bachelée en bermuda et bob à carreaux, on se rendra sur la pointe des sandales à l'Hôtel d'Albret, une des plus belles cours du Marais, entendre, non : écouter, Paul Motian (le 29 juillet), Djoa (le 30), Claude Bolling (le 31), Henri Texier Sonjal Septet (le 1^{er} août), Paolo Fresu (le 3) et René Urtreger (avec Jean-Louis Chanteau, le 4). Vous êtes sûr ? Dans un hôtel historique du centre de Paris ? Oui, exactement comme en club.

Francis Marmande

* Duc des Lombards : 42, rue des Lombards, tél. 42-33-22-88, à 22 h ; Hot Brass : Parc de La Villette, 211, avenue Jean-Jaures, tél. 42-00-54-44 ; Sunset : 60, rue des Lombards, tél. 40-26-46-60 ; New Morning : 7, rue des Petites-Écuries, tél. 45-23-56-39 ; Parc floral de Vincennes, tél. 43-43-92-95, hôtel d'Albret, 31, rue des Francs-Bourgeois, tél. 45-08-55-25 ; La Villa, 22, rue Jacob, tél. 43-26-60-00.

Après Châteaullon, Angelin Preljocaj installe son ballet à Aix-en-Provence

ANGELIN PRELJOCAJ ouvrait, les 11 et 12 juillet, Danse à Aix, invité par Ghislaine Escoffier, directrice d'une manifestation qui fêtera ses vingt ans en 1997. Le chorégraphe présentait une nouvelle version de son *Roméo et Juliette*, qu'il a créé en 1991 pour le Ballet national de Lyon, remodifié aujourd'hui pour les danseurs de sa compagnie. Il inaugurerait ainsi officiellement son installation à Aix-en-Provence - Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, était présent - après son départ de Châteaullon, motivé par son refus de voir son nom lié à la ville de Toulon, devenue en juin 1995 Front national. « Je n'ai jamais regretté d'avoir pris la décision de quitter Châteaullon », explique le chorégraphe. La FN, c'est sa tactique, oblige à s'autocensurer. Il faut comprendre que la situation pourrait devenir dangereuse. On en a vu les effets avec NTM. « Je suis heureux d'être à Aix. En quelques mois il a fallu démanteler, engager de nouveaux danseurs, trouver des locaux... Je voulais me reposer, mais je dois reconnaître les Axiens de leur écoute, présenter mon Centre chorégraphique national, soutenu par la ville d'Aix, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le département des Bouches-du-Rhône, c'est pourquoi j'ai pensé remonter *Roméo et Juliette*. »

« L'impact Preljocaj » ne se discute pas : jamais on n'avait vu une telle foule se presser au gymnase du val de l'Arc, la seule salle de cette

ville PS capable d'accueillir un vaste public. En 1991, le chorégraphe avait situé son *Roméo et Juliette* dans un pays totalitaire d'Europe de l'est. Enki Bilal avait conçu une machinerie oppressante. En 1996, le mur de Berlin est tombé, les sans-abri prolifèrent. Il a donc fallu réinventer le spectacle. Bilal a allégué son décor. On ne sait si c'est la musique, très forte, ou le rythme, toujours est-il que ce *Roméo et Juliette* s'est transformé en comédie musicale. On est dans l'exhilaration, on frôle le mauvais goût hollywoodien.

UNI « TRIANGLE D'OR »

Qu'importe ! Preljocaj, l'Albanais, a toujours revendiqué l'excellence, le baroque. Trop pour lui n'est jamais assez. C'est ainsi qu'il avance depuis 1984. Aujourd'hui, le Ballet Preljocaj fait vivre plus de quarante personnes, dont vingt-quatre danseurs. « Nous voici installés dans la Cité du livre, une ancienne fabrique d'allumettes. D'ici deux ans, nous aurons une salle de spectacle, nos propres locaux. Jean-Pierre Picheral, le maire, nous a octroyé un terrain derrière la gare routière. Le coût des travaux est estimé à 20 millions de francs. De toute façon, une telle salle est indispensable à Aix. »

Sur les 9,5 millions de subventions allouées au Centre chorégraphique d'Angelin Preljocaj, 2 millions restent à trouver : « Mon travail, celui de ma compagnie, les tournées, produisent beau-

coup d'argent. Il est normal que nous demandions à nos partenaires un effort important. Peter Martin m'a contacté afin que je chorégraphie pour le New York City Ballet. Plus le temps passe, plus j'ai confiance dans la danse, dans le corps. Des septembre, avec ma compagnie, nous nous impliquons dans un projet de spectacle pour juin 1997. Le Bolchoï a fait savoir qu'il aimerait danser le *Roméo et Juliette* d'Angelin Preljocaj.

Interrogé sur les relations qu'il entretient avec Stéphane Lissner, qui quitte le Châtelet, à Paris, pour prendre la direction du Festival d'art lyrique d'Aix, en 1998, Angelin Preljocaj se montre optimiste : « Stéphane Lissner est quelqu'un de très ouvert, très intelligent. On étudie des projets communs. Je ferai peut-être des mises en scène d'opéras. Le maire affirme que la priorité de son deuxième mandat est la culture. A tous les trois, on pourrait former une sorte de triangle d'or. » De source bien informée, Preljocaj serait en attente à Aix, avant de succéder à Roland Petit à Marseille : « C'est bideau, dit le chorégraphe. Je veux rester à Aix. »

Dominique Frélaud

* Danse à Aix, jusqu'au 22 juillet. Merce Cunningham, du 15 au 18 juillet. Les Carnets Beethoven, le 19. La Camerata, le 21. Pascal Rioult, le 22. Tél. : 42-23-25-25.

Damien Cabanes, entre architecture et paysage

Pavillon de Bercy, rue Paul Belmondo, 75012 Paris. Tél. : 44-67-04-58. Jusqu'au 1^{er} septembre.

Damien Cabanes est de ces artistes français d'une trentaine d'années qui se bâtissent, depuis une décennie, une réputation. Régulièrement, il expose dans sa galerie toulousaine, chez Eric Dupont, et dans des centres d'art connus pour leur goût des expériences, à Fresnes et à Montbéliard. Ses premières expositions étaient celles d'un peintre cherchant une singularité parmi la foule des références et réminiscences qui environnent les contemporains, références de toutes époques et de tous styles. Les œuvres qu'il a disposées dans l'espace étroit du Pavillon de Bercy ne sont point pour autant des tableaux, mais des volumes assez grands de polystyrène ou de plâtre, agrégats d'architectures géométriques incomplètes, zig-zaguant à moitié effondrées, escaliers cyclopéens éboulés, chaos de blocs dégringolés.

Ces constructions, que leur auteur se garde de pousser jusqu'à la perfection et la régularité des angles et des arêtes, sont par ses soins badigeonnées de couleurs qui hurlent. Au vert algre d'une face répond le rose fuchsia d'une

autre. Le fauvisme est dépassé en violence. Mais pourquoi ? De temps en temps, un soupçon vient à l'esprit : Cabanes ne traiterait-il pas par dérision suprématisme et néo-plasticisme ? Ne serait-il pas un ironique de l'abstraction qui userait des moyens de la géométrie, pour la tourner ensuite en ridicule et l'abandonner en mauvais état, ébréchée et peinturlurée on-trageusement ? Il se peut. Mais il se peut aussi qu'il aspire à produire un effet décoratif et théâtral. La plupart de ces pièces feraient d'excellents projets de décors, l'un pour le palais de Sarastro, l'autre

pour le tombeau d'Alida.

Aux murs, de vastes gouaches sur papier complètement l'expression. Ce sont des paysages, de larges paysages panoramiques traités dans un style très gestuel. Ils s'inscrivent dans un mouvement dont les signes se multiplient depuis quelque temps : il n'est plus impossible de peindre la nature sans passer aussitôt pour le plus réactionnaire des nostalgiques. Marc Desgrandchamps et Philippe Faugeux ont été les plus précoces dans cette voie. Tous deux souhaitent réinventer une sorte de réalisme du plein air, en

dépit - ou avec le secours - de la photographie et du cinéma. Cabanes, lui, ne cherche pas à représenter un lieu particulier. Il préfère résumer le motif en une seule courbe, réduire les feuillages à des éclaboussures et les nuages à des fumées. Il y a, dans ces travaux, une habileté évidente, de la vigueur, presque de la faconade. Ils ne sont pas tous également convaincants, mais les plus réussis sont parfaitement et suffisamment étranges, pour que l'on s'y arrête.

Philippe Dagen

La Femis devra être redéfinie par ses nouveaux dirigeants

MISE EN CAUSE par une majorité d'étudiants et une partie des enseignants (Le Monde du 17 mai), Christine Juppé-Leblond, déléguée générale de la Femis (Institut de formation et d'enseignement des métiers de l'image et du son) a finalement décidé de quitter ses fonctions avant la fin de son mandat, fin 1996.

Par ailleurs, le président de l'association (cadre juridique de cette prestigieuse école de cinéma), Jean-Claude Carrière, démissionnaire depuis le 1^{er} janvier, n'avait pas été remplacé. Et le directeur

des études, Pierre Bagné, devait quitter ses fonctions le 31 juillet. A l'initiative des pouvoirs publics, le conseil d'administration de la Femis vient de nommer René Bonnet, auteur d'ouvrages sur l'économie du cinéma et ancien responsable du secteur film à Canal Plus, au poste de président. Estelle Beghin, directrice régionale des affaires culturelles en Rhône-Alpes, après avoir exercé les mêmes fonctions dans les régions Franche-Comté et Midi-Pyrénées, devient déléguée générale.

Il reste à trouver un nouveau

directeur des études. Dans un contexte troublé, la nouvelle équipe dirigeante (encore incomplète) devra élaborer un cadre pédagogique, en concertation avec le conseil d'orientation créé après la contestation de l'ancienne direction, en mai. Les nouveaux responsables devront également accompagner le changement de statut de l'école, que le ministère de la culture, sa tutelle, souhaite transformer en Epic (Etablissement public industriel et commercial).

J.-M. E.

Maîtres sonneurs et luthiers font vibrer Saint-Chartier

Plus de trente mille personnes se sont déplacées

SAINT-CHARTIER (Indre)

de notre envoyé spécial
« Saint-Chartier 93. Odile, de Dijon, blonde et mince, a dansé une nuit avec Philippe, d'Allemagne. Sur les marches de la chapelle, le jour les a surpris. Odile, appelle-moi... signa Philippe. » Scotché sur une planche, à l'entrée du site, un avis de recherche. En quelques mots, une certaine idée de Saint-Chartier. A ces Rencontres internationales de luthiers et maîtres sonneurs, ils se rendent tous les ans, comme on célèbre un rituel. Quand les feux s'éteignent sur la grande scène, ils envahissent les rues du village et improvisent une danse au son des vieilles, des cornemuses, des accordéons.

Plus de 30 000 personnes (dont 30 % à 35 % d'étrangers) ont fait le déplacement jusqu'à Saint-Chartier, du 11 au 14 juillet, venant de toutes les provinces de France, d'Angleterre, de Hollande, de Belgique et d'ailleurs. Ce succès est une énigme. D'abord, son domaine - les musiques traditionnelles d'Europe - n'est a priori pas dans l'air du temps, ni les luthiers (fabricants de violons, vieilles, cornemuses) et autres maîtres sonneurs (interprètes chevromés). Et puis, pour gagner ce festival, il faut descendre en gare de Châteauroux, prendre un car pour La Châtre, s'arrêter à Vic et marcher jusqu'à ce paisible village de cinq cent cinquante âmes, caché dans le département de l'Indre au cœur de la France. Sur place, il faudra camper et se débrouiller, pour l'approvisionnement, entre l'épicerie, la boulangerie et les deux cafés. Quant à l'affiche, elle ne propose pas vraiment de « locomotives », et la publicité est quasi inexistante.

VOYAGISTE

Pourtant le festival de Saint-Chartier perdure depuis sa création en 1976, fidélisant un public toujours plus nombreux, familial, préférant déambuler en sandales ou pieds nus plutôt qu'en chaussures de ville. Ce festival attire des gens qui viennent écouter de la musique, mais aussi découvrir les nouveautés en matière d'instruments, tester les derniers micros avec systèmes de câbles pour vieille à roue, s'initier aux nouvelles tonalités sur les cornemuses.

Autant d'activités qui illustrent la mutation de Saint-Chartier : d'abord simple défilé de groupes folkloriques berrichons sous l'impulsion des luthiers, il s'est métamorphosé en festival foisonnant qui propose concerts, concours, ateliers, conférences, mais se présente aussi comme un salon, une

plate-forme d'échanges. Saint-Chartier est également devenu le plus grand rassemblement de fabricants d'instruments au monde : seize lors de la première édition, ils sont aujourd'hui plus de cent, originaires de toute l'Europe. Installés sous les arbres entourant le château où George Sand situa une partie de son roman, *Les Maîtres sonneurs*, leurs stands favorisent les contacts. Epinettes, cornemuses, vieilles et bodhran (percussions) résistent en une turbulente cacophonie.

Restent les concerts qui s'improvisent dans le moulin à farine du parc. Sur la scène « off », dite « Libre jeu », les groupes obscurs se succèdent. Chacun cresse l'espoir

Des nouveaux labels

Des professionnels du disque se retrouvent également à Saint-Chartier. Philippe Krümm, rédacteur en chef de la revue *Trad Magazine*, annonce le lancement en septembre de deux labels. Le premier, coproduit par Gérard L'Homme, un ancien de Malicorne, s'intitule *Cinq Planètes* et présentera des solistes enregistrés en studio dans des conditions live. Dix sorties par an sont prévues. Joueurs d'oud, Said Charabi offrira la collection. Les négociations sont en cours pour la distribution. Le second, intitulé *La Voce Records*, sera sur Tréma (distribué par Sony). Cinq disques seront produits chaque année. « On commente par l'interprète de chants berrichons *Maillots d'Orléans* programmée à Saint-Chartier, explique Philippe Krümm, ce label sera consacré à des artistes de Saint-Chartier, qui ont enregistré, une ré-

(Cinq Planètes, La Voce Records, 10, rue Saint-Sebastien 75011 Paris. Tél. : (1) 43-55-00-10).

de passer un jour sur la grande scène. Celle-ci se sont produits cette année Gabriel Yacoub et Titi Yami, têtes d'affiche de la vingt et unième édition, ou les berrichons Altan et le jeune joueur de cornemuse galicienne Carlos Nunez, dont le premier disque devrait bientôt sortir en France. A l'heure des rave parties, du trip-hop et d'Internet, les Rencontres de Saint-Chartier ont, à leur manière, quelque chose d'acoustique, mais elles confirment la vitalité des musiques traditionnelles d'Europe.

Patrick Labesse

Sarajevo, capitale européenne de la culture ?

DES ARTISTES français et polonais ont lancé un appel depuis Cracovie à huit autres villes récemment désignées comme les « capitales européennes de la culture » pour l'an 2000. Il s'agit d'Anvers, de Bergen, de Bologne, de Bruxelles, de Helsinki, de Prague, de Reykjavik et de Saint-Jacques-de-Compostelle - à engager des « actions concrètes » en faveur de la capitale bosniaque, décrite comme leur « jeune sœur ». La cheville ouvrière de cette initiative est une Française, Sophie Jurany, aidée par le compositeur avignonnais Eric Breton - auteur de *Musique d'une nuit à Sarajevo*.

Eric Breton a composé à Cracovie la musique d'un ballet chaleureusement accueilli par le public cracovien. Cet appel est soutenu par des personnalités polonaises - Tadeusz Mazowiecki, Bronislaw Geremek, Marek Edelman, Adam Michnik, Czeslaw Milosz, Janina Ochajska (l'énergique organisatrice de nombreux convois à destination de Sarajevo pendant la guerre) - françaises - André Glucksmann, Bernard Faivre d'Arrier, Ariane Mnouchkine, Françoise Sagan - et par l'écritain espagnol Jorge Semprun (Corresp.)

■ CINEMA : l'acteur américain Gregory Peck a subi une intervention chirurgicale d'urgence due à des problèmes intestinaux, dimanche 14 juillet, à Radov Vary, dans l'ouest de la République tchèque, après avoir reçu une récompense. L'acteur, âgé de quatre-vingts ans, était dans un état stationnaire et resterait hospitalisé pendant environ une semaine.

■ « Indépendance Day » bat tous les records au box-office américain. Réalisé par Roland Emmerich, ce film de science-fiction, qui raconte l'invasion de la Terre par des extra-terrestres, a atteint les 100 millions de dollars de recette en six jours (il en avait fallu neuf à *Jurassic Park*). Produit par 20th Century Fox pour un coût de 70 millions de dollars, le film est sorti le 3 juillet, la veille de l'Indépendance Day (fête nationale).

■ ROCK : le petit village espagnol pyrénéen de La Guingueta d'Aneu a été envahi, le week-end des 13 et 14 juillet, par 27 000 fans de rock venu écouter, sur scène, quelques stars comme David Bowie, Lou Reed, Pat Smith, Suede, Echobelly et Sepultura.

مركز الفن

LE MONDE / MARDI 16 JUILLET 1996 / 23

Publicité

Terre Indigo

*"Pour un feuilleton, voilà un feuilleton !
Du bon, du beau, du vrai."*
(Armelle Cressard - *Le Monde*).

*"Avec un sens de l'esthétisme irréprochable,
TF1 ranime les mythes."*
(Bertrand de Saint Vincent - *Le Figaro*)

*"On ne s'ennuie pas chez les Vallogne
et les décors sont tout simplement superbes."*
(Fabrice Lanfranchit - *L'Humanité*).

*Les paysages enchanteurs de Cuba; un zeste
de suspense; une bonne poignée de mélo;
une once d'aventure."*
(Corinne Calmet-Denis - *France-Soir*).

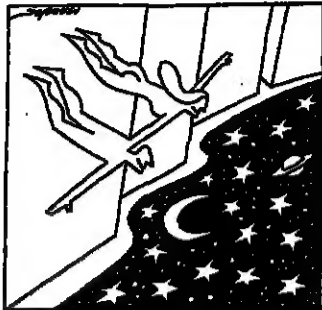
*Francis Huster et Cristiana Réali, formant
le duo de charme, promettent bien du plaisir.*
(Jean-François Richard - *Le Parisien*).

Tous les lundis à 20h50.

TF1

Jazz d'Amériques au Sunset

Troisième édition d'un solide festival en club



OUVERT, le 9 juillet, par la venue du guitariste Tai Farrow, l'American Jazz Festival du Sunset s'adresse, comme son titre l'indique, au pan « américain » du jazz. Aux Amériques, en fait, puisque Yannick Rieu, saxophoniste du cri, vient du Canada, comme son compatriote Sylvain Gagnon, qui s'y produira le 16, et que le Brésil sera représenté par les formations du bassiste Carlos Werneck (le 15) et du guitariste Robson Galdino (les 22 et 29). Les États-Unis enverront, quant à eux, des musiciens soit venus du Nouveau Monde, tels le batteur Jimmy

Cobb (du 23 au 25) - « le » Jimmy Cobb de multiples séquences magnifiques des années 50 - et le saxophoniste Grant Stewart (les 26 et 27), soit résident de longue date à Paris, tels le pianiste Katy Roberts (les 17 et 18) et le tromboniste Glenn Ferris (les 19 et 20), soit, à l'inverse, français partis un temps pour New York, tel le pianiste Franck Amsalleim (le 31). Une troisième édition qui progresse avec un programme solide et diversifié.

★ Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{re} Châtelet. 22 heures. Tél. : 40-25-46-60.

UNE SOIRÉE À PARIS

Habana Sax, Renegades Steelband Orchestra
Habana Sax est un quartet de saxophones et percussions - créé il y a dix ans à La Havane - grand connaisseur de mambo, de cha-cha-cha et de son. Le Renegades Steelband Orchestra est un groupe de superbes tambourinaires sur bidon, amateurs de carnaval, sachant interpréter Beethoven ou Bob Marley. Les deux groupes se promènent dans Paris jusqu'au 21 juillet dans le cadre de Paris, quartier d'été.

Habana Sax, le 14, square Léon à 19 heures, le 15 aux Arènes de Montmartre. Renegades Steelband Orchestra, les 15, 16 et 17 à 18 heures au jardin des Tuilleries. Tél. : 44-83-64-40.

Orchestre de Paris
Des tubes du classique mille fois entendus, certes, mais pas avec les étoiles comme projecteurs.

Debussy : La Mer. Ravel : Boléro. Moussorgski : Tableaux d'une exposition. Yuri Ahronovitch (direction). Arènes de Lutèce, 49, rue Monge, Paris 5^e. M^{re} Monge. 20 heures, le 15. Tél. : 49-82-50-50. Location Fnac. 50 F.

Acis et Galatée

de Lully. Les Musiciens du Louvre, Marc Minkowski (direction). Réputée pour ses combats de boxe, c'est aussi dans la Salle Wagram que les plus grands musiciens de la compagnie discographique EMI aiment enregistrer leurs disques. Acoustique excellente et lieu dépaysant.

Salle Wagram, 39, avenue de Wagram, Paris 17^e. M^{re} Ternes. 20 heures, le 16. Tél. : 49-87-50-50. Location Fnac.

Dominique Merlet (piano)
Pianiste admirable, organiste reconnu, professeur recherché, musicien curieux cherchant toujours à remonter aux manuscrits, ne se laissant jamais aller à une quelconque trahison, Merlet n'est pas victime d'une carrière qui dépasse parfois les interprètes qui la subissent finalement plus qu'il ne la domine. Chacune de ses apparitions compte pour lui et pour le public qui l'entend. Brahms : Ballades. Fauré : Nocturnes. Chopin : Nocturne op. 62. Liszt : Au bord d'une source, Méphisto-valse. Ravel : Jeux d'eau, Scarbo. Salle Cortot, 78, rue Cardinet, Paris 17^e. M^{re} Malesherbes. 20 h 30, le 16. Tél. : 42-67-27-65. 120 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ACE VENTURA EN AFRIQUE
Film américain de Steve Oedekerk, avec Jim Carrey, Ian McKellen, Simon Callow, Maynard Ebsz, Bob Simon, Sophie Okonedo (1 h 38).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation : 40-30-20-10).

VF : Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 8^e ; George, dolby, 8^e ; Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (42-27-34-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, dolby, 15^e ; Parthé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10.

AME CORSAIRE
Film brésilien de Carlos Reichardt, avec Bertrand Duval, Jan Ferrari, André Richa, Flor, Mariana de Moraes, Jorge Fleming (1 h 56).

VO : Latina, 4^e (42-78-47-86).

BALTO CHIEN-LOUP
Héros des Nekies
Dessin animé américain de Simon Wells (1 h 14).

VF : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00) ; UGC Triomphe, dolby, 8^e ; Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (47-07-35-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (48-26-42-27) ; réservation : 40-30-20-10 ; Parthé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10).

CAFE SOCIETY
Film américain de Raymond De Felita, avec Peter Gallagher, Lara Flynn Boyle, Frank Whaley, John Spencer, Anna Thomson (1 h 53).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (43-25-93-83) ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Publics Champélys, 8^e (47-20-76-23) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (47-07-35-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 40-30-20-10).

DOUBLE DRAGON
Film américain de James Yulick, avec Mark Dacascos, Scott Wolf, Alyssa Milano, Robert Patrick, Kristina Maldonado, Julia Nickson (1 h 30).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation : 40-30-20-10).

LA HUITIÈME NUIT
Film français de Michel Sumpf (1 h 10).

Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09).

INÉDITS DE PETER GREENAWAY
Film britannique de Peter Greenaway.

VO : Épée de Bois, 5^e (43-37-57-47).

PAPA, J'AI UNE MAMAN POUR TOI
Film américain d'Andy Tennant, avec Kirstie Alley, Steve Guttenberg, Marisa Tomei, Ashley Olsen (1 h 35).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

PLANÈTE HURLANTE
Film américain de Christian Duguay, avec Peter Weller, Roy Dupuis, Jennifer Rubin, Andy Lau, Charles Powell, Ron White (1 h 48).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

THE SUBSTITUTE (*)
Film américain de Robert Mandel, avec Tom Berenger, Diane Venora, Ernie Hudson, Glenn Plummer, Raymond Cruz, Marc Anthony (1 h 40).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Odéon, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e.

UNE HISTOIRE D'AMOUR À LA CON
Film français de Henri-Georges Clouzot, avec Jacques Gamblin, Emmanuel Debevoise, Françoise Muranyi-Kovacs, Sophie Tellier, Frédéric Atkin, Frédéric Diefenthal (1 h 25).

Elysées Lincoln, 8^e (43-59-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

PLANÈTE HURLANTE
Film américain de Christian Duguay, avec Peter Weller, Roy Dupuis, Jennifer Rubin, Andy Lau, Charles Powell, Ron White (1 h 48).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

PLANÈTE HURLANTE
Film américain de Christian Duguay, avec Peter Weller, Roy Dupuis, Jennifer Rubin, Andy Lau, Charles Powell, Ron White (1 h 48).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

PLANÈTE HURLANTE
Film américain de Christian Duguay, avec Peter Weller, Roy Dupuis, Jennifer Rubin, Andy Lau, Charles Powell, Ron White (1 h 48).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

PLANÈTE HURLANTE
Film américain de Christian Duguay, avec Peter Weller, Roy Dupuis, Jennifer Rubin, Andy Lau, Charles Powell, Ron White (1 h 48).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

PLANÈTE HURLANTE
Film américain de Christian Duguay, avec Peter Weller, Roy Dupuis, Jennifer Rubin, Andy Lau, Charles Powell, Ron White (1 h 48).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

PLANÈTE HURLANTE
Film américain de Christian Duguay, avec Peter Weller, Roy Dupuis, Jennifer Rubin, Andy Lau, Charles Powell, Ron White (1 h 48).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

PLANÈTE HURLANTE
Film américain de Christian Duguay, avec Peter Weller, Roy Dupuis, Jennifer Rubin, Andy Lau, Charles Powell, Ron White (1 h 48).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

PLANÈTE HURLANTE
Film américain de Christian Duguay, avec Peter Weller, Roy Dupuis, Jennifer Rubin, Andy Lau, Charles Powell, Ron White (1 h 48).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

PLANÈTE HURLANTE
Film américain de Christian Duguay, avec Peter Weller, Roy Dupuis, Jennifer Rubin, Andy Lau, Charles Powell, Ron White (1 h 48).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

PLANÈTE HURLANTE
Film américain de Christian Duguay, avec Peter Weller, Roy Dupuis, Jennifer Rubin, Andy Lau, Charles Powell, Ron White (1 h 48).

VO : UGC Ciné-Club les Halles, dolby, 1^{re} ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LUNDI 15 JUILLET

Orchestre de Paris
Debussy : La Mer. Ravel : Boléro. Moussorgski : Tableaux d'une exposition. Yuri Ahronovitch (direction). Arènes de Lutèce, 49, rue Monge, Paris 5^e. M^{re} Monge. 20 heures, le 15. Tél. : 49-82-50-50. Location Fnac. 50 F.

Yves Godot (guitare), Franck Postel (violin)
Œuvres de Giuliani, Sor et Meldonade. Notre-Dame-de-la-Compassion, place du Général-Koenig, Paris 17^e. M^{re} Porte-Maillet. 20 h 45, le 15. Tél. : 45-74-83-31. 30 F.

MARDI 16 JUILLET
Vincent Malgrange, Philippe Pennanguer (violoncelle)
Œuvres de Gabrielli, de Bach, d'Haendel et de Vivaldi.

Théâtre de l'Île Saint-Louis, 39, quai d'Anjou, Paris 17^e. M^{re} Pont-Marie. 20 h 45, le 16. Tél. : 46-33-48-65. De 60 F à 80 F.

Acis et Galatée
de Lully. Les Musiciens du Louvre, Marc Minkowski (direction). Salle Wagram, 39, avenue de Wagram, Paris 17^e. M^{re} Ternes. 20 heures, le 16. Tél. : 49-87-50-50. Location Fnac.

Dominique Merlet (piano)
Brahms : Ballades. Fauré : Nocturnes. Chopin : Nocturne op. 62. Liszt : Au bord d'une source, Méphisto-valse. Ravel : Jeux d'eau, Scarbo. Salle Cortot, 78, rue Cardinet, Paris 17^e. M^{re} Malesherbes. 20 h 30, le 16. Tél. : 42-67-27-65. 120 F.

JEUDI 18 JUILLET
Orchestre de Paris
Verdi : Requiem. Sharon Costa (soprano), Enkelija Sikosa (mezzo-soprano), Jean-Luc Viala (ténor), Elder Aliev (basse), Frankfurter Singakademie, Yuri Ahronovitch (direction). Arènes de Lutèce, 49, rue Monge, Paris 5^e. M^{re} Monge. 20 heures, le 18. Tél. : 49-82-50-50. Location Fnac. 50 F.

Ensemble orchestral les Francillans
Vivaldi : Concerto pour deux mandolines et cordes, Concerto pour violoncelle et cordes. Tchakovsky : Sérénade pour cordes.

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés, Paris 6^e. M^{re} Saint-Germain-des-Prés. 20 h 30, le 18. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac. 50 F.

Œuvre de France
Dvorak : Quatuor à cordes op. 96 « American ». Brahms : Quintette pour clarinette et cordes.

Ensemble Les Villes Illustres, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^{re} Port-de-Neuilly. 21 heures, le 18. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac. 50 F.

VENDEMI 19 JUILLET
Ensemble Ars Antiqua de Paris
L'Amour courtois au Moyen Âge. Musique au temps de Charles Quint. Danseries et airs de cour des XVI^e et XVII^e siècles.

Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1^{re}. M^{re} Cité, Saint-Michel, Châtelet. 19 h 15 et 21 h 15, le 19. Tél. : 42-05-25-22. De 130 F à 180 F.

Œuvre de France
Dvorak : Quatuor à cordes op. 96 « American ». Brahms : Quintette pour clarinette et cordes.

Ensemble Les Villes Illustres, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^{re} Port-de-Neuilly. 21 heures, le 18. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac. 50 F.

SAMEDI 20 JUILLET
Hélène Schmitt (violin)
Christophe Rieger (clavier)
Œuvres de Tartini, Locatelli, Porpora. Nardus Les Villes Illustres à travers l'Europe du XVIII^e siècle.

Eglise Saint-Ephrem-le-Syriaque, 17, rue des Carmes, Paris 5^e. M^{re} Maubert-Mutualité. 17 h 30 et 21 heures, le 20. Tél. : 34-51-36-46. 100 F.

Œuvre de France
Dvorak : Quatuor à cordes op. 96 « American ». Brahms : Quintette pour clarinette et cordes.

Ensemble Les Villes Illustres, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^{re} Port-de-Neuilly. 21 heures, le 18. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac. 50 F.

SAMEDI 20 JUILLET
Hélène Schmitt (violin)
Christophe Rieger (clavier)
Œuvres de Tartini, Locatelli, Porpora. Nardus Les Villes Illustres à travers l'Europe du XVIII^e siècle.

Eglise Saint-Ephrem-le-Syriaque, 17, rue des Carmes, Paris 5^e. M^{re} Maubert-Mutualité. 17 h 30 et 21 heures, le 20. Tél. : 34-51-36-46. 100 F.

Œuvre de France
Dvorak : Quatuor à cordes op. 96 « American ». Brahms : Quintette pour clarinette et cordes.

Ensemble Les Villes Illustres, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^{re} Port-de-Neuilly. 21 heures, le 18. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac. 50 F.

SAMEDI 20 JUILLET
Hélène Schmitt (violin)
Christophe Rieger (clavier)
Œuvres de Tartini, Locatelli, Porpora. Nardus Les Villes Illustres à travers l'Europe du XVIII^e siècle.

Eglise Saint-Ephrem-le-Syriaque, 17, rue des Carmes, Paris 5^e. M^{re} Maubert-Mutualité. 17 h 30 et 21 heures, le 20. Tél. : 34-51-36-46. 100 F.

Œuvre de France
Dvorak : Quatuor à cordes op. 96 « American ». Brahms : Quintette pour clarinette et cordes.

Ensemble Les Villes Illustres, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^{re} Port-de-Neuilly. 21 heures, le 18. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac. 50 F.

SAMEDI 20 JUILLET
Hélène Schmitt (violin)
Christophe Rieger (clavier)
Œuvres de Tartini, Locatelli, Porpora. Nardus Les Villes Illustres à travers l'Europe du XVIII^e siècle.

Eglise Saint-Ephrem-le-Syriaque, 17, rue des Carmes, Paris 5^e. M^{re} Maubert-Mutualité. 17 h 30 et 21 heures, le 20. Tél. : 34-51-36-46. 100 F.

Œuvre de France
Dvorak : Quatuor à cordes op. 96 « American ». Brahms : Quintette pour clarinette et cordes.

Ensemble Les Villes Illustres, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^{re} Port-de-Neuilly. 21 heures, le 18. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac. 50 F.

SAMEDI 20 JUILLET
Hélène Schmitt (violin)
Christophe Rieger (clavier)
Œuvres de Tartini, Locatelli, Porpora. Nardus Les Villes Illustres à travers l'Europe du XVIII^e siècle.

Eglise Saint-Ephrem-le-Syriaque, 17, rue des Carmes, Paris 5^e. M^{re} Maubert-Mutualité. 17 h 30 et 21 heures, le 20. Tél. : 34-51-36-46. 100 F.

Œuvre de France
Dvorak : Quatuor à cordes op. 96 « American ». Brahms : Quintette pour clarinette et cordes.

Ensemble Les Villes Illustres, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^{re} Port-de-Neuilly. 21 heures, le 18. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac. 50 F.

SAMEDI 20 JUILLET
Hélène Schmitt (violin)
Christophe Rieger (clavier)
Œuvres de Tartini, Locatelli, Porpora. Nardus Les Villes Illustres à travers l'Europe du XVIII^e siècle.

Eglise Saint-Ephrem-le-Syriaque, 17, rue des Carmes, Paris 5^e. M^{re} Maubert-Mutualité. 17 h 30 et 21 heures, le 20. Tél. : 34-51-36-46. 100 F.

Œuvre de France
Dvorak : Quatuor à cordes op. 96 « American ». Brahms : Quintette pour clarinette et cordes.

Ensemble Les Villes Illustres, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^{re} Port-de-Neuilly. 21 heures, le 18. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac. 50 F.

SAMEDI 20 JUILLET
Hélène Schmitt (violin)
Christophe Rieger (clavier)
Œuvres de Tartini, Locatelli, Porpora. Nardus Les Villes Illustres à travers l'Europe du XVIII^e siècle.

Eglise Saint-Ephrem-le-Syriaque, 17, rue des Carmes, Paris 5^e. M^{re} Maubert-Mutualité. 17 h 30 et 21 heures, le 20. Tél. : 34-51-36-46. 100 F.

ravskaya (soprano), Lioubov Fedorova (mezzo-soprano), Vitaly Lisovsky (ténor), Victor Nainich (basse), Marc Viellieton (violin), Chœur de la radio-télévision de Saint-Petersbourg, Vladimir Stolpovskikh (direction).

Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 19, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris 4^e. M^{re} Pont-Marie. 20 h 45, le 20 ; 17 heures, le 21. Tél. : 44-62-70-50. Location Fnac. 50 F.

Véronique Daverio (violin), Václava Dietrich (violin)
Œuvres de Brahms, de De Falla, de Ravel et de Prokofiev.

Eglise Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie, Paris 4^e. M^{re} Hôtel-de-Ville. 21 heures, le 20. Tél. : 42-71-93-93. Entrée libre.

Œuvre de France
Dvorak : Quatuor à cordes op. 96 « American ». Brahms : Quintette pour clarinette et cordes.

Ensemble Les Villes Illustres, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^{re} Port-de-Neuilly. 21 heures, le 18. Tél. : 48-01-91-35. Location Fnac. 50 F.

DIMANCHE 21 JUILLET
Nicolas Dauricourt (violin)
Bach : Sonates pour violon. Paganini : Caprices pour violon seul.

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5^e. M^{re} Saint-Michel. 20 h 30, le 19. Tél. : 42-64-83-16. Location Fnac. De 100 F à 120 F.

Œuvre de France
Dvorak : Quatuor à cord

Radio

France-Culture
20.30 Le Grand Débat.
(redif.). Le remeur de la philo.
21.30 Fiction.
 Quatre drameculs de
 Claude Ponge: Un mort;
 Match; Acquiescement;
 Glaces.
22.40 Accès direct. Avignon 96.
 0.05 Du jour au lendemain. Avignon
 96. Avec Jacques Nichet, Pierre-Alain
 Chenuis, Christian Rier, Alain

19.30 France-Musique (1) 19.30
Musique de chambre (Rudolf)
Nuit des ondes: Jean Vieux, Aigleon
1942-1970: 5.05, il ne faut pas
désespérer des Nuits 79 de La Danche
renaissance de la culture Kintre.

France-Musique

19.30 France-Musique 19.30
Concert donné le 26 février,
à la Cathédrale de Vienne, par
le Trio Altenberg, Amiram
Garc, violon, Martin
Horsman, violoncelle,
Christ-Christien Simon,
piano: Clavier de Haydn.

21.00 Festival
de Radio-France
et de Montpellier
Langue-d'oreille
Concert-donné en direction de
la cathédrale Saint-Pierre, par le
Chœur du Synagoga, der
Gesellschaft der Musikanten
de Vienne, dir. Johannes Piss,
violin, violoncelle, orgue:
Nuit des ondes, de Kodaly: Par

Les films sur les chaînes européennes

28.06 *Garde à vue*. Film de Claude Miller (1981, 85 min)

RTL 9

22.08 *Les Capparets*. Film de Pierre Tchernia (95 min). Avec: Michel Serrault. *Comédie*

23.08 *Le Part des deux*. Film de Jean Larrégue (85 min). Avec: Robert Hoeslin.

TMC

26.06 *Police Academy 3 : Internationaux de choc*. J. Jerry Pack (1986, 85 min). Avec: Steve Guttenberg.

26.08 *Les Capparets*. Manuscrits. Film de René Clément (195 min). Avec: Gérard Philipe.

TSR

26.08 *Tombstone*. Film de George Pan Cosmatos (95 min)

26.08 *Beligères de tomates vertes*. Film de Jean (1991). Avec: Mary Stuart Masterson. *Comédie dramatique*

26.08 *Grand Canyon*. Film de Lawrence Kasdan (130 min). Avec: Danny Glover. *Comédie dramatique*

MARDI 16 JUILLET

Radio

20.30 Archipel science.
Investiture de la faune en France.

21.32 Grand Angle.
(redif.). La disparition (Y).

22.40 Nuits magnétiques.
Dessine-moi ton silence. C'est
commencé travail ? (Y)

0.05 Du Jour aux lendemains, Arènes
94. André Delbecq, Olivier P.
Bruno Schiebelle, Daniel Marleau
0.02 Coda. Postscript musical (G)
0.10 Les Nuits de France-Culture
(redif.). Les Nuits de France-Culture
s'ouvrent, parcourent le monde (Y) 0.2
Louis-jay-je-tu, de Marcel Aymé.

France-Musique

20.00 Festival
de Radio-France
et de Montpellier
Languedoc-Roussillon.
Concert donné en direct de la
cour des Ursulines, Sophie

21.50 Festival des Universités.
Festival d'été Eurocadia.
Opéra, du 14 juillet, au
théâtre Alighieri de Ravenné,
par le Chœur et l'Orchestre d'
Bologne, dir. Riccardo Muti :
Cavalleria rusticana, de
Mascagni, Waltraud Moier
(Santuzza), José Cura
(Turiddu), Anna Maria Di
Iulico (Lucia), Paolo Gavanel
(Alfio), Tiziana Tramonti
(Lola).

Radio-Classique

20.40 Les Sotries
de Radio-Classique.
Les grands mélomes : La
Poupinière, Les Fêtes d'Hébé
extraits, de Rameau, par le
Chœur et l'Orchestre
Mondovelli, dir. John Eliot
Gardiner ; Sonate op. 3 n° 5,
de Mondovelli, Simon
Standage, violon, Ulrik
Sandgren, clavier ; In
concerto, de Rameau, par
les Arts Florissans, dir.
Christie ; Pièces du Livre III,
de Couperin ; Pièces du
Livre I, de Royer, Rousseau,
clavier ; Le Devin du Village
extraits, de Rousseau, par
l'Ensemble Alce Adria ;
Chansons de Rousseau, Simon

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9
20.30 L'Alceste satem Corp. Film de George
TOLSTOÏ (1955 min), Avec Robino Williams. *Drame.*
22.45 Les Démentis Jones de Pompidu. Film de Mi
mark (1969, 100 min). Avec Steve Meyers. *Aventure*
6.40 Les Copépides. Film de Pierre Tchernia (1973,
Avec Michel Serrault). *Comédie.*

TMC
20.15 Amicalien en Floride. Film de James B. Ch
90 min). Avec Chuck Connors. *Jeunesse.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :

- Signale dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- ■ Ne pas manquer.
- ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
- Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

حکومت الرشيد

Un séisme de magnitude 5,2 sur l'échelle de Richter a provoqué des dégâts matériels en Haute-Savoie

L'agglomération d'Annecy a enregistré 2 000 appels de particuliers

ANNECY
de notre correspondant
Un tremblement de terre a réveillé, dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15 juillet, une partie des habitants de la région Rhône-Alpes. La secousse, de magnitude 5,2 sur l'échelle de Richter, s'est produite à 2 h 13. Un second séisme, non ressenti par la population, a ensuite été détecté à 2 h 30.

L'épicentre de cette secousse se situe en Haute-Savoie, à quatre kilomètres au nord d'Annecy, à proximité de l'aéroport. C'est dans ce département que les conséquences sont les plus visibles. En préfecture d'Annecy, où une cellule de crise a été installée, on ne déplore aucun blessé sérieux. Quelques personnes ont reçu des éclats de verre, d'autres ont subi

de légers malaises dus à l'émotion. En revanche, les dégâts matériels sont importants, notamment à Annecy. A 9 heures, lundi, les pompiers de l'agglomération avaient enregistré 2 000 appels émanant de particuliers, la plupart pour signaler des bris de vitres, des téléviseurs cassés ou des murs fissurés. A l'aube, des gyrophares ba-

yaient encore les rues de la vieille ville et du centre commercial. Des camions de pompiers étaient garés au pied de certains immeubles car des cheminées menaçaient de s'effondrer. Là où elles étaient déjà tombées, des pierres et des gravats jonchaient le sol à côté des restes de poutres du 14 juillet. De nombreuses voitures en stationnement étaient défoncées. A chaque carrefour, des habitants se regroupaient et se racontaient leurs frayeurs. La plupart de ces personnes refusaient de regagner leurs appartements par crainte d'un nouveau séisme.

Dans la matinée du lundi, plusieurs secousses de faible intensité ont à nouveau été ressenties. Le courant coupé dans l'heure qui a suivi le premier tremblement de terre a été rétabli. Un séisme de magnitude 4,6 s'était déjà produit le 14 décembre 1994 en Haute-Savoie. Il avait touché la région de Faverges et n'avait causé que des dégâts matériels.

La majorité a jugé le chef de l'Etat « attentif » aux soucis des Français

L'opposition a renouvelé ses critiques

PERSÉVÉRANCE, maintien du cap, lutte contre l'immobilisme qui entraverait « l'esprit de réforme ». En saluant tout particulièrement ces grands thèmes de l'intervention télévisée de Jacques Chirac, dimanche 14 juillet, la majorité a tenu à signifier qu'elle avait entendu l'appel à la mobilisation du chef de l'Etat. Tant au RPR qu'à l'UDF, les responsables ont jugé le président de la République « attentif » aux soucis des Français. « Jacques Chirac a fait la démonstration que les Français avaient de fortes raisons d'avoir confiance en eux et en leur pays », a estimé, dans un communiqué, Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, en se félicitant du travail d'explication de la politique gouvernementale auquel s'était livré M. Chirac.

L'UDF lui apportera son concours », a assuré Pierre-André Wiltzer, porte-parole de la confédération, en soulignant l'attachement de l'UDF à la « dimension européenne » des problèmes.

DISCOURS SANS SAVEUR
En revanche, l'opposition s'est montrée fort critique. « Face aux inquiétudes, aux doutes et au scepticisme, le président de la République n'a pas rassuré qu'Alain Juppé sur son poste à Matignon », a estimé François Hollande, porte-parole du Parti socialiste. Selon M. Hollande, « le président de la République a renvoyé la responsabilité du pouvoir dans ses échecs sur l'administration, les banques et même sur les Français, coupables à ses yeux de ne pas en faire assez pour retrouver la croissance, le dynamisme et l'initiative ». Secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue a qualifié l'intervention du chef de l'Etat de « discours sans saveur, sans odeur et sans couleur », à « mille lieues des difficultés auxquelles sont confrontés les Français ».

Une conséquence de la formation des Alpes

POUR LES GÉOPHYSIENS, le séisme qui a secoué les Alpes, lundi 15 juillet à 2 h 13, n'a rien d'exceptionnel. « Il fait partie des phénomènes tectoniques qui accompagnent la collision des plaques africaine et européenne », indique Joseph Martinod, du laboratoire de géophysique interne et géotectonique de Grenoble (CNRS-université). C'est cet affrontement qui, en faisant du « promontoire adriatique » - l'Italie - un énorme poinçon, a entraîné la surrection des Alpes et du Jura au cours des 80 derniers millions d'années.

Ce nouvel épisode tellurique, d'une magnitude 5,2 sur l'échelle de Richter, avait pour épicentre un point situé à environ quatre kilomètres au nord d'Annecy (Haute-Savoie), selon les informations recueillies par les 44 stations du réseau Sismalp. Une réplique de magnitude 3,5 a été enregistrée à 7 h 46. L'origine du phénomène (hypocentre) a été localisée à un peu plus de trois kilomètres de profondeur, donc relativement près de la surface, ce qui explique la forte intensité (7) des secousses ressenties alentour.

Le séisme est situé le long d'une faille nord-ouest-sud-est, dite du Vuache, qui va d'Annecy à Bellegarde sur Valserine (Ain). Modérément active, elle avait déjà donné lieu à un tremblement de terre d'importance similaire en 1936, à hauteur de Chaumont (Haute-Marne). « Le mécanisme local se caractérise par le coulisage de la faille : le bloc situé au nord-est glisse vers la gauche », précise Joseph Martinod.

La puissance du séisme d'Annecy est comparable à celui enregistré le 14 décembre 1994 près du Grand-

Bornand (Haute-Savoie), de magnitude 5,1. Pour retrouver un tremblement de terre comparable, il faut remonter à 1962. Le village de Courtençon-en-Vercors (Isère) avait alors été frappé par une secousse de magnitude 5,3. « Un tel séisme survient tous les dix ans en moyenne », dit Joseph Martinod. Mais on constate un « déficit » par rapport à la première moitié du siècle, durant laquelle les secousses étaient plus fréquentes.

H.M.

Christophe Vincent

RADIO : Jérôme Bellay, directeur de LCI et fondateur de France-Info, a été nommé directeur général de l'antenne d'Europe 1. Il sera chargé de mettre en place une nouvelle grille centrée sur les débats et l'information et qui aura pour objectif de redresser une audience qui se dégrade. Europe 1 a perdu un nouveau point d'audience entre avril et juin, selon Médiamétrie, chutant de 9,5 % sur les trois premiers mois à 8,5 % sur le deuxième trimestre.

Nouvelle baisse à Paris

POUR la troisième séance consécutive, les valeurs françaises cédaient du terrain, lundi 15 juillet, à la Bourse de Paris. En progression de 0,15 % au début des échanges, l'indice CAC 40 perdait rapidement la totalité de ses gains pour afficher, vers 11 h 30, un repli de 0,34 %. Trois quarts d'heure plus tard, l'indice CAC 40 perdait 0,36 % à 2 043,24 points. Le montant total des transactions avoisinait 920 millions de francs.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo avait terminé sur une légère hausse. L'indice Nikkei avait gagné 96,97 points, soit 0,45 %, à 21 753,42 points. La tendance a été affectée par les baisses de Wall Street et une information du week-end selon laquelle la Banque du Japon relèverait son taux d'escompte d'ici à la fin du mois.

Le contrat notional du Matif, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français, pendait à la mi-journée à 6 centimes à 121,88. Le dollar gagnait du terrain, s'échangeant à 1,5240 deutsche mark, 110,70 yen et 5,1577 francs. Face au deutschemark, la devise française s'affaiblissait, la monnaie allemande cotant 3,3844 francs pour 1 deutschemark.

VALEURS LES PLUS ACTIVES			
SÉANCE, 12h30	1507 Titres	échanges	Capitalisation en F
Polio	114071	6402835	
Vois	14821	3767184,40	
Carrefour	17728	4788220	
Peugeot	62549	38457917	
East (Cie des)	70114	37036988	
LMVH Mont Vellon	31147	3650433	
Elf Aquitaine	90227	3382221,40	
Kred Alstom	83236	3310924,80	
Michelin	46930	2771283	
L'Oréal	16944	2650792	

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS			
DEVISES	cours BCF 12h30	% 1507	Actif
Allemagne (100 dm)	338,5200	-0,05	326
Ecu	6,4095	-0,04	22
Etats-Unis (1 usd)	5,1410	-0,03	4,8700
Belgique (100 F)	16,4300	+0,02	15,8800
Pays-Bas (100 f)	301,5300	+0,02	297
Italie (1000 lire)	3,3390	-0,02	3,1400
Danemark (100 kr)	87,8800	+0,08	83
Irlande (1 irp)	5,3505	-0,08	7,8800
Cde-Retagne (1 £)	7,9855	-0,08	7,6200
Grèce (100 drach)	2,1530	-0,02	1,9000
Suède (100 kr)	76,7000	-0,26	75
Suisse (100 F)	410,1300	+0,20	396
Norvège (100 kr)	79,1800	-0,05	75
Australie (100 sch)	48,1050	+0,06	46,6000
Espagne (100 pes.)	4,0245	+0,02	3,7500
Portugal (100 esc.)	3,2950	-	2,9500
Canada 1 dollar ca	3,7485	-0,04	3,3000
Japon (100 yen)	4,6673	-0,26	4,4500

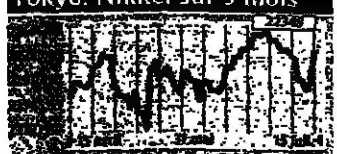
PARITES DU DOLLAR 1507			
FRANCOFONIE	USD/DEM	USD/DEM	USD/DEM
TOKYO : USD/YEN	136,2800		
LES TAUX DE RÉFÉRENCE			
TAUX 12h30	Taux	Taux	Taux
France	3,42	3,42	3,42
Allemagne	3,25	3,25	3,25
Grande-Bretagne	5,69	5,69	5,69
Italie	9,25	9,25	9,25
Japon	0,47	0,47	0,47
Etats-Unis	5,15	5,15	5,15
MATIF			
Échéances 12h30	volume	dernier	pré.
NOTIONNEL 10 %			
Sept. 96	95204	133,45	
Déc. 96	1686	120,46	
Mars 97	87	120,57	
Juin 97	—	—	—

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le lundi 15 juillet, à 12 h 30 (Paris)

PERMETTRE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	21 753,42	+0,45	+96,97
Hong Kong Index	10 802,70	+1,09	+8,04



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
Cours au	Var. en %	Var. en %	Var. en %
12h30	11/07	11/07	11/07
Paris CAC 40	2050,55	-1,11	-9,54
London FT 100	3716,50	-0,87	-0,73
Zurich	1811,66	-0,69	-18,42
Milan MIB 30	1107	-0,18	+14,90
Frankfurt Dax 30	2545,20	-1,16	+12,34
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SBS	1436,36	+0,25	-2,14
Madrid Ibes 35	946,16	-0,56	+14,39
Amsterdam CBS	576	-0,67	+16,95

Tirage du Monde daté dimanche 14-juliet 1996 : 527 638 exemplaires

Communications internationales

Le prix du téléphone baisse vers les USA.

Par exemple : quand vous téléphonez 6 minutes de la France vers les USA, vous ne payez plus que 3,46 F la minute aux moments où vous êtes le plus disponible - le soir dès 20h00 et le week-end du vendredi 20h00 jusqu'au lundi 14h00. La nouvelle baisse concerne près de 200 destinations.

Pour toute information sur les communications internationales : 0 1 69 00 00 00

